

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 15 - Juin 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

**LE SOMMET DE
WILLIAMSBURG :
QUELS RESULTATS ?**

(lire page 3)

FACE A L'AGRESSION IMPERIALISTE

*Amplifier la campagne
en défense
du Nicaragua*

(lire pages 5 et 6)

**Varsovie : 60 000 manifestants
à l'enterrement du lycéen assassiné**

(lire page 4)



**Les dossiers
de
tribune**

Le Maghreb

I. L'unité maghrébine

II. Maroc

III. Algérie

IV. Islam et politique

ECONOMIE

*Japon :
la montée
des périls*

(lire pages 10 et 11)

CANADA

Une déclaration du GST en soutien des travailleurs du transport de Montréal

Le syndicat du transport de Montréal a, à plusieurs reprises, joué un rôle éminent dans la lutte des travailleurs du Canada. Par deux fois, ses dirigeants élus ont été condamnés à des peines de prison pour « faits de grève », après que les grèves qu'ils conduisaient aient été déclarées « illégales », selon une procédure employée par Reagan contre le syndicat des contrôleurs de la navigation aérienne.

La récente condamnation de cinq des dirigeants du syndicat du transport s'inscrivait dans l'ensemble des attaques menées par le gouvernement provincial du Québec, le gouvernement Levesque, contre la classe ouvrière et ses organisations (voir Tribune internationale n° 13). Elle s'est accompagnée de la réélection de ses militants frappés par la répression à leurs postes de responsabilité, les syndiqués leur marquant une fois encore leur confiance.

Le gouvernement Levesque a alors fait un pas de plus. Il a « délégué » le syndicat, le plaçant sous tutelle.

Nous publions ci-dessous la déclaration adoptée par le VI^e Congrès du Groupe socialiste des travailleurs (section au Canada de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ») à ce sujet.

Le VI^e Congrès du GST, tous les délégués et observateurs présents, à l'unanimité, proclament leur soutien total aux travailleurs et à la direction du syndicat du

transport de Montréal mis en tutelle par le gouvernement anti-ouvrier de Levesque, au compte de toute la bourgeoisie canadienne et de son gouvernement central, le gouverne-

ment réactionnaire de Trudeau.

Toute la classe ouvrière anglophone et francophone est visée par cette attaque contre le syndicat du transport, ainsi que tout le mouvement syndical. Le VI^e Congrès décide de joindre toutes les forces du GST à celles de toutes les organisations ouvrières et démocratiques dans la bataille pour faire reculer le gouvernement.

Il en va de l'avenir du mouvement ouvrier indépendant et de ses organisations, de l'avenir même des libertés démocratiques. « Le syndicat ne peut être dissous que par la volonté de ses membres », comme déclarent les dirigeants de Solidarność en Pologne. La loi de Jaruzelski ne s'imposera pas non plus au Canada. Le syndicat des transports appartient à ses membres.

Nous saluons les travailleurs du transport et leurs dirigeants, conscients que nous sommes qu'ils montrent la voie. »



Courrier des lecteurs...

Nous voulons tout d'abord vous remercier pour l'appui que vous avez bien voulu apporter à l'appel « Pour l'annulation du visa d'entrée en France pour les Latino-américains », texte que vous avez reproduit dans les pages de Tribune internationale n° 14.

la défense des droits et intérêts des travailleurs et étudiants latino-américains, constitué le 26 novembre 1982 à la suite des mesures prises par le gouvernement français exigeant un visa « préfectoral » de sortie et d'entrée pour les résidents latino-américains dans le pays et un visa d'entrée pour l'ensemble des citoyens latino-américains — le visa « préfectoral » ayant été annulé par M. Mitterrand le 16 décembre 1982.

américains. Nous avons demandé un nouveau rendez-vous à Mme Mitterrand et avons bon espoir d'être reçus.

Par la même occasion, nous voulons vous informer que nous avons décidé de publier un bulletin d'information sur les différents problèmes rencontrés aussi bien par rapport à l'exigence du visa d'entrée que sur d'autres problèmes de la vie quotidienne des citoyens latino-américains en France. Le bulletin fournira en outre des informations utiles à leurs démarches administratives et autres.

Enfin, si vous connaissez des Latino-américains qui ont des problèmes ou qui voudraient participer à notre comité, nous vous transmettons l'adresse et le téléphone de notre nouveau local :

Comité latino-américain d'information 91, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
Téléphone : 824.45.26. »

Le comité a décidé de poursuivre les démarches auprès des autorités françaises afin d'obtenir l'annulation du visa d'entrée exigé pour tous les latino-

Cet appel qui a été signé par 200 personnalités françaises et latino-américaines, et qui à ce jour continue à recevoir le soutien de personnes et organisations, a été lancé par le Comité pour

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de réaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Sygm : Atlan - page 2, Spengler - page 7, Goldberg - page 15. Gamma : Agence - page 11. Sipa-Press : Agence - page 1, Lafaille - page 5. Agence Sunset : page 14. Frilet : page 10. Damien : page 13. Pitchal : page 6. AP : page 3. TFI : page 4. DR : pages 9, 11, 13 et 14.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Sommaire

- 3.- Editorial
- 4.- Pologne
- 5.- Nicaragua
- 6.- Bolivie
- 7.- Espagne
- 8.- Vie des sections : Canada
- 9.- Document
- 10-11.- Economie : Japon
- 12-13.- Tribune libre : H. Saar
- 14.- Karl Marx (V)
- 15.- Théorie : Etat et formes de domination de la bourgeoisie
- 16.- Histoire : Espagne juillet 1936
- I, II, III, IV.- Dossier : Maghreb

FRANCE : 10 JUIN A PARIS (MUTUALITE)

Appel à un meeting contre l'agression impérialiste au Nicaragua

Le Nicaragua fait face aujourd'hui à une véritable guerre non déclarée. Plus de 7 000 hommes armés, recrutés parmi les tortionnaires et les profiteurs de la dictature de Somoza, participent à des opérations d'agression. Ce sont des exécutants. Que pourraient-ils sans le soutien des gouvernants des pays frontaliers du Nicaragua — en particulier le gouvernement du Honduras — et surtout sans l'appui diplomatique, financier, militaire des Etats-Unis ?

C'est l'administration Reagan qui organise par tous les moyens, du blocus économique à l'action militaire, la « déstabilisation » du gouvernement légitime du Nicaragua, le gouvernement qui a surgi, avec l'appui des masses populaires, de la mobilisation de tout un peuple contre une odieuse dictature. Au moment où le gouvernement de Reagan accroît, sur tous les plans, son aide à la junte qui, au Salvador, règne par la violence, il utilise, comme il l'a fait au Chili, la CIA pour impulser l'agression contre le gouvernement nicaraguayen.

Au nom de quelle justification le gouvernement Reagan organise-t-il une guerre de fait contre le peuple du Nicaragua et son gouvernement ? Comment un petit pays de moins de trois millions d'habitants, faisant face aux immenses difficultés nées de l'héritage laissé par la dictature de Somoza, peut-il constituer une « menace » pour la plus grande puissance du monde ?

Parce que, comme le dit sans ambages Reagan, « l'Amérique centrale et les Caraïbes sont la quatrième frontière des Etats-Unis » et que l'Amérique centrale est « le jardin des Etats-Unis ».

C'est au nom de conceptions similaires que Mussolini se donnait le « droit » d'envahir l'Ethiopie. C'est au nom de cette conception que le gouvernement des Etats-Unis soutenait directement l'opération contre-révolutionnaire aboutissant au renversement du gouvernement Arbenz au Guatemala en 1954.

C'est le droit du peuple du Nicaragua à disposer de lui-même qui est en cause, c'est son droit à décider de son propre sort que l'on veut bafouer par la force des armes.

Le peuple du Nicaragua le sait, qui s'est levé en masse contre les provocations et les agressions.



De larges secteurs du peuple américain le comprennent, qui ont déjà manifesté avec vigueur contre l'intervention du gouvernement Reagan en Amérique centrale et dont la protestation s'est traduite au niveau du Congrès lui-même.

La solidarité internationale des travailleurs, de tous ceux qui se réclament des principes de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, doit s'affirmer contre l'agression en cours, s'unir à la résistance du peuple du Nicaragua et à la protestation qui d'ores et déjà s'affirme aux Etats-Unis.

Quel crime a commis le peuple du Nicaragua ? Celui d'en avoir fini avec une dictature de tortionnaires qui le livrait au pillage des grands trusts américains ? Celui de se reconnaître dans le gouvernement formé par ceux qui furent à la tête de son soulèvement ?

N'est-il pas clair que dans le cas du Salvador, il s'agit d'une guerre civile menée avec l'appui des masses contre un régime qui a assassiné par dizaines de milliers ouvriers, paysans, intellectuels, syndicalistes, démocrates ? Mais dans le cas du Nicaragua, il s'agit d'une agression guidée et soutenue par l'impérialisme américain contre un gouvernement légitime et reconnu internationalement qui bénéficie du soutien de l'écrasante majorité de la population travailleuse dans sa lutte contre l'intervention étrangère.

Le crime du peuple nicaraguayen aux yeux de Reagan est-il donc d'avoir renversé un régime odieux et corrompu et, par là même, d'être un puissant encouragement pour les peuples de la région qui souffrent des mêmes maux ?

Ce crime serait-il plus grand parce que les dictatures jusque-là les plus « sûres » établies sur la base d'une féroce répression en Amérique latine, comme celles du Brésil, d'Argentine ou du Chili, tremblent aujourd'hui sur leurs bases ?

Pour tous ceux qui considèrent que la liberté ne se divise pas, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne souffre pas d'exception, il n'y a pas à hésiter : le combat du peuple nicaraguayen est le leur.

C'est pourquoi nous décidons d'appeler à un meeting de protestation contre l'agression au Nicaragua, et invitons tous ceux qui s'associeront à notre appel à y participer. »

P. Arditi - Beaumier - M. Broué - Y. Dechezelles - J. Elleinstein - J.-P. Faye - P. Fougeyrollas - F. Guérin - W. Jankelevitch - U. Joly - J. Le Goff - J. Marangé - F. Marthouret - P. Marcelé - A. Metayer - B. Murat - F. René - P. Robel - R. Rollinat - F. Senat - L. Schwartz - C. Willard.

Pour toute correspondance : Professeur Michel Broué, UER de mathématiques, Université Paris VII, 2, place Jussieu, 75251 Paris, cedex 05.

Le sommet de Williamsburg

De quoi accouchent donc les sommets ? Question légitime, après la réunion des sept chefs d'Etat « les plus industrialisés », quand on compare la pompe qui a entouré cette rencontre, les commentaires qui l'ont précédée, et la minceur des résultats...

Pourtant, la réunion de Williamsburg, qui rassemblait « au plus haut niveau » les représentants des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale, du Japon, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et du Canada, n'est pas sans portée et, malgré leur caractère général et leur forme diplomatique, les documents qui y ont été adoptés ne sont pas sans signification.

COMMENÇONS par examiner le document final, dit « Déclaration sur la reprise économique », contresigné par les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des principales puissances impérialistes du monde.

« (...) Le défi que les démocraties industrielles doivent encore relever est d'assurer que cette reprise se concrétise et se poursuive, de mettre fin à une décennie d'inflation cumulative et de résorber le chômage.

Nous devons tous nous efforcer d'atteindre et de maintenir un taux faible d'inflation et de faire baisser les taux d'intérêts qui enregistrent actuellement un niveau trop élevé. Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses (...).

Nos gouvernements poursuivront des politiques monétaires et budgétaires appropriées, visant à freiner l'inflation, à abaisser les taux d'intérêts, à intensifier les investissements productifs et à multiplier les possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes. »

Conclusion facile à interpréter et dont d'ailleurs le ministre des Finances de Margaret Thatcher, Geoffrey Howe, avait, par anticipation, donné la clé lorsque, fixant les objectifs de Williamsburg, il expliquait : « L'adoption d'un programme de relance pour combattre le chômage serait une profonde erreur. » Il faisait écho aux déclarations de Donald Regan, secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, qui, lors de la conférence des pays membres de l'OCDE, insistait sur le fait qu'il n'y avait pas de place pour le « laisser-aller » et que le « contrôle de l'inflation était un préalable ».

L'application partout de plans d'austérité

En d'autres termes — et c'est ce que souligne explicitement le passage sur les « politiques monétaires et budgétaires appropriées dans chaque pays » —, ce qui est à l'ordre du jour du point de vue des nécessités du système capitaliste mondial et des intérêts communs de toutes les bourgeoisies, c'est la poursuite et l'application partout de « plans d'austérité ».

Ce n'est d'ailleurs que sur ce terrain que l'on peut parler véritablement d'une politique commune, concertée, d'une sorte de discipline.

Cette règle s'applique d'ailleurs à tout gouvernement qui respecte

les besoins de l'économie capitaliste et les fondements de l'Etat bourgeois, et qui demeure donc, quelle que soit sa composition politique, un gouvernement bourgeois.

Il suffit pour s'en convaincre de constater, par exemple, que dans

quant au fait qu'un plan de lutte contre le chômage « serait une profonde erreur »...

Une profonde instabilité politique

Mais au-delà de cet aspect, il y a un problème plus profond. L'existence même de gouvernements comme celui qui existe en France depuis mai 1981 est un témoignage de l'instabilité politique qui existe en Europe et dans le monde.

La politique suivie par Felipe Gonzalez ne peut, par exemple, annuler la signification des élections à l'échelle de l'Etat espagnol, la défaite et la crise des partis liés au franquisme, le défi à la monarchie et à l'ensemble du système hérité du franquisme qu'elles constituent.

contre-révolutionnaire du Kremlin, tendent à se disloquer sous les coups de l'action de la classe ouvrière. L'indomptable révolution politique en Pologne, la lutte révolutionnaire des peuples d'Amérique centrale sont aujourd'hui les expressions les plus élevées de ce mouvement mondial de la classe ouvrière qui fait trembler sur ses bases tout l'ordre établi.

Des développements incontrôlés

Sur les autres points du panorama économique, force est de constater que rien n'a été décidé ou réglé. C'est la réalité des rapports de force entre les principales puissances impérialistes et le fait que personne ne peut contrôler le développement de la crise qui se sont affirmés à Williamsburg.

Au lendemain de Williamsburg, le dollar a bondi jusqu'à 7,60 F !

Les bavardages qui avaient cours il y a encore peu de temps sur la remise en cause de la position dominante des USA sont balayés par les faits. La puissance de l'impérialisme américain ne l'émancipe pas des conséquences de l'impasse du mode de production capitaliste. Il connaît, et à son échelle, les mêmes maux que ses partenaires et rivaux. Mais la marche à la crise, loin d'affaiblir sa supériorité relative à l'égard des autres puissances impérialistes, la renforce encore et c'est avec brutalité qu'il impose sa loi.

Sous la « dictée » de l'impérialisme américain

On n'a pas été sans remarquer que cette réunion au sommet, prioritairement convoquée pour



des pays profondément différents du point de vue des relations politiques et des institutions, la Suède et l'Espagne, les partis sociaux-démocrates portés au gouvernement par les élections se sont aussitôt engagés dans une « politique d'austérité ». Politique similaire quant au fond à celle que pratique le gouvernement essentiellement formé de ministres du PS et du PCF existant en France.

Et, au cours du sommet, on a pu voir Jacques Delors, Premier ministre de fait de ce gouvernement, prodiguer les déclarations sur la « compréhension » marquée par tous à l'égard de « l'effort » entrepris par la France.

On a pu sourire de cet empressement à se montrer « bon élève » de la part de l'un des représentants du gouvernement du Front populaire dont le « plan de rigueur » (voir le précédent numéro de *Tribune internationale-La Vérité*) rejoint parfaitement les conceptions du ministre de Mme Thatcher cité plus haut,

La victoire électorale du Parti socialiste et du Parti communiste au Portugal, obtenant à nouveau une majorité absolue, exprime précisément la force de la classe ouvrière et sa volonté de faire échec aux plans de la bourgeoisie.

Cette réalité-là, les communiqués publics issus du « sommet » ne pouvaient l'évoquer, pas plus qu'ils ne pouvaient analyser la réalité de la marche à la crise du système capitaliste mondial.

Certes, les décisions des « sept », même limitées, ne sont pas sans signification parce qu'elles sont un élément de la lutte des classes. Mais y compris le plus puissant d'entre eux, l'impérialisme américain, n'est pas maître du développement de la lutte des classes.

Le terrain sur lequel repose sa puissance tend à se dérober sous lui, tout comme l'ensemble des relations politiques qui assurent la permanence de la domination de l'impérialisme, et en particulier sa coopération avec la bureaucratie

François Mitterrand, dans le cours de la préparation de ce sommet, avait insisté sur la nécessité de rechercher les moyens de redonner une relative stabilité au système monétaire et d'aboutir à une réduction des taux d'intérêts. Il avait même évoqué la perspective d'un nouveau Bretton-Woods.

En intervenant ainsi, ce n'était pas seulement les intérêts de l'impérialisme français qu'il défendait : toutes les puissances capitalistes subissent les conséquences de la manière dont les Etats-Unis affirment leur suprématie.

Or, sur ce terrain — et c'est là en soi un résultat significatif — rien n'est changé. L'affirmation qui n'engage à rien selon laquelle, « le moment venu », il faudrait envisager une conférence monétaire de « haut niveau », les formules lénifiantes sur l'accentuation de la « stabilité des taux de change » ne masquent pas la réalité.

une concertation sur les problèmes économiques, a d'abord été « cadrée » par un texte sur la « sécurité ». Déclaration dont ce serait un euphémisme de dire qu'elle a été écrite sous « dictée » de l'impérialisme américain. Elle exprime purement et simplement ses positions.

Se donnant les mains libres pour poursuivre, simultanément à l'accentuation de sa pression sur l'URSS, sa coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie du Kremlin, Reagan a fait avaliser par ses partenaires « les déploiements prévus » des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983 (Déclaration des sept sur la sécurité).

En fait, c'est l'appui de toutes les puissances à la politique contre-révolutionnaire globale dont l'impérialisme américain est le pivot qui est ainsi réaffirmé. Et cela à un moment où cette politique trouve son expression la plus aiguë face à la montée révolutionnaire des peuples d'Amérique centrale dans l'organisation d'agressions et de provocations contre le Nicaragua.

Libération de Baluka ! Libération de tous les emprisonnés !

AU moment où nous mettons sous presse le numéro de *Tribune internationale-La Vérité*, le procès de l'ouvrier Edmund Baluka, fondateur du PSPP, se poursuit. Le procès commencé le 11 avril s'était interrompu après qu'Edmund Baluka eût réfuté point par point les accusations portées contre lui et exposé les principes du PSPP.

Il avait repris le 11 mai. Edmund Baluka est accusé d'avoir mené des « activités hostiles à la Pologne populaire » tant en Pologne même qu'à l'étranger et, à ce titre, risque une condamnation allant de cinq ans de prison à la peine de mort.

Le procès a connu de nouveaux ajournements et pour l'heure aucune nouvelle ne nous est parvenue quant à la session qui se déroule actuellement.

Pendant ces semaines, la campagne internationale pour la libération de Baluka s'est encore amplifiée. Par exemple, de France, dans la journée du 27 mai (qui devait marquer une nouvelle reprise du procès) 2 000 télégrammes ont été envoyés en Pologne, au tribunal militaire de Bydgoszcz et à la prison de Mokotov pour exiger la libération de Gwiazda, dirigeant de *Solidarité* emprisonné dans des conditions inhumaines.



Edmund Baluka lors du procès.

PAR TELEPHONE :
Stéphane MANIER TF1
CORRESPONDANT PERMANENT EN
POLOGNE

Nous communiquons ci-dessous quelques-unes des prises de position pour la défense de Baluka enregistrées en Angleterre :

— 45 députés du Labour Party au Parlement, parmi lesquels Tony Benn, Reg Race, Alf Dubs, Philip Whitehead et Clive Soley.

— 103 délégués syndicaux mandatés à la Conférence de la gauche syndicale.

— Le Comité exécutif ainsi que le président du CPSA (Syndicat de travailleurs de la fonction publique). Jonathan Hammond, président du Syndicat national des journalistes ; Neil Stewart, président du Syndicat national des étudiants (NUS) ; E.-P. Thompson, historien, ainsi que des milliers de membres du Labour Party et des syndicats, des dizaines d'organisations affiliées (sections du Labour Party et sections syndicales).

Il ne faut pas relâcher l'effort !

La campagne pour la libération d'Edmund Baluka, des militants du KOR contre lesquels on prépare un procès, de tous les emprisonnés politiques se poursuit et s'amplifiera.

VARSOVIE

60 000 manifestants à l'enterrement du lycéen assassiné

STEPAN Chaliev, président des syndicats soviétiques, s'est rendu le 20 mai à Varsovie et il a salué « la renaissance du mouvement syndical en Pologne ». Il parlait bien évidemment, non des puissantes manifestations du 1^{er} mai à l'appel de *Solidarność*, mais de la constitution des syndicats officiels.

Même ce bureaucrate du Kremlin sait que cette opération se solde par une retentissante faillite. A tel point que des responsables des anciens « syndicats de branches » (organisations constituées avec le soutien du POUP après août 1980 et le développement de *Solidarność*) ont signé en commun avec des responsables de *Solidarność*, et notamment Lech Walesa, un appel à la Diète (Parlement) pour le rétablissement du pluralisme syndical.

La réponse du ministre du Travail de la junte de Jaruzelski a été sans équivoque : « Toute activité de la part des syndicats qui ont cessé d'exister en Pologne est illégale », a déclaré Jerzy Urban le 10 mai.

Pour Jaruzelski, les « syndicats ont cessé d'exister ». C'est à ce moment que le Bureau international du travail (BIT) a décidé la constitution d'une commission d'enquête en Pologne par rapport aux violations des droits syndicaux. Par mesure de rétorsion, les autorités polonaises ont

décidé de boycotter le BIT. Si elles persistaient dans cette attitude, la Pologne serait avec l'Afrique du Sud (à cause de l'apartheid) le seul pays à ne pas être représenté au BIT.

Un nouveau plan de rigueur

Pendant ce temps, la Diète (qui s'est bien gardée de répondre à l'appel que les responsables syndicaux ont lancé) s'est par contre jugée autorisée à ratifier un nouveau plan économique de rigueur. L'objectif le plus élevé de ce plan est de retrouver en 1985 un revenu national égal à 80 % de celui de 1978.

Même cet objectif « négatif » (une baisse de 20 % du revenu national en sept ans) est purement fictif car il suppose une augmentation de 15 % de la production industrielle. Par contre, les moyens, eux, sont significatifs. D'une part, augmentation de la rentabilité du travail (10 à 12 %), de l'autre rentabilisation des entreprises, ce qui implique non seulement des mesures de renflouement mais une loi sur la mise en faillite des entreprises.

Après les manifestations du 1^{er} mai, il devient de plus en plus difficile aux autorités polonaises de prétendre qu'elles font des pas même modestes vers une quelconque « normalisation ».

L'assassinat de G. Przemyski

La réalité quotidienne c'est celle d'une aggravation de la répression. Interrogatoires répétés de Lech Walesa qui les a dénoncés comme une préparation aux procès des dirigeants du KOR. Arrestation de Bronislaw Gremiek qui fut l'un des conseillers de *Solidarność*. Condamnation à une peine de prison d'un prêtre qui avait organisé l'aide aux détenus...

De plus en plus de nouvelles filtrent sur les exactions de la milice lors des manifestations du 1^{er} mai. Ainsi, ce n'est pas qu'à Nowa-Huta qu'un travailleur a été assassiné, mais à Wrocław également ou Bernard Lyzanka est mort à la suite d'une charge des forces de répression.

Mais le cas le plus grave a été l'assassinat, dans un commissariat de la milice, de Grzegorz Przemyski, roué de coups jusqu'à la mort par ses tortionnaires.

L'enterrement de G. Przemyski, assassiné par la milice, a donné lieu le 19 mai à Varsovie à une formidable manifestation : 60 000 manifestants se sont rassemblés, défiant la milice, et ont fait le salut de *Solidarność*, le V de la victoire.

Cette manifestation massive, compacte, déterminée et grave est l'expression de la situation en Pologne à la fin de ce mois de mai 1983...

Discours prononcé le 1^{er} mai à Gdansk par Bogdan Lis, l'un des dirigeants clandestins de Solidarité (extraits)

CHERS amis, travailleurs, en ce jour du 1^{er} mai, vous participez à une manifestation d'une importance particulière. Dans la Pologne de l'après-guerre, les dates successives des tragédies ouvrières sont devenues des symboles du combat que la nation polonaise a mené pour ses droits. La date du 1^{er} mai ne comptait pas parmi ces symboles. L'obligation de participer aux défilés organisés le 1^{er} mai par le Parti communiste, les tracasseries et les répressions dont étaient victimes ceux qui refusaient de s'y joindre ont fait que très longtemps notre société a considéré le 1^{er} mai comme une fête de la propagande du parti.

Le grand tournant d'août 1980 a permis de redresser bien des choses dans la conscience de la nation. Peu à peu, les gens se sont mis à considérer d'un œil différent la fête du travail. Dès 1981, *Solidarność* projeta des manifestations indépendantes, partant du principe que c'est aux ouvriers et non pas à l'employeur parti-Etat d'organiser la fête du 1^{er} mai. Mais le parti n'a pas voulu renoncer à l'organisation de cette fête. (...)

1982 a été l'année de la guerre que le parti a faite à la nation. Et c'est précisément sous l'état de guerre que le 1^{er} mai 1982 a donné lieu à une explosion spontanée de solidarité ouvrière. Ce jour-là, les ouvriers de toute la Pologne, sans avoir besoin de l'inspiration de qui que ce soit, ont repris à la dictature du parti et de l'armée ce qui leur appartenait : leur fête.

Grande a été la surprise du pouvoir. Le régime a alors décidé de se venger. Les 3 et 4 mai puis le 13 mai, il a fait matraquer en grand nombre

les gens qui sortaient des églises après la messe ou qui rentraient chez eux après le travail. On peut supposer que les autorités voudront renouveler au moins le même scénario.

« Une fête ouvrière authentique »

Aujourd'hui, le 1^{er} mai est en Pologne une fête ouvrière authentique. Nous ne nous la laisserons pas confisquer ! Elle vient s'ajouter aux autres dates et symboles pour être un nouveau témoignage des aspirations et de la volonté de la nation.

Le mépris affiché par le pouvoir pour les aspirations de la société, son refus de prendre en compte la volonté de la nation de participer activement au processus de sortie du pays de la crise, la déformation voulue des vraies intentions de bien des gens dans ce pays, l'indifférence des autorités à l'égard des aspirations à une vie honnête et paisible, à l'égard des efforts entrepris pour le bien du pays sont autant de raisons pour lesquelles la crise s'approfondit. Les professions de foi du pouvoir et les efforts que fait la propagande pour nous faire croire qu'il en est autrement n'y feront rien. (...)

La condition fondamentale d'un assainissement de l'atmosphère du pays, c'est l'amnistie pour ceux qui se sont trouvés en conflit avec la loi de l'état de guerre, c'est la renonciation aux procès intentés aux dirigeants de *Solidarność* et aux membres de l'ex-KSS-KOR.

Le gouvernement doit se rendre compte qu'une amnistie sans solutions politiques ne mène pas à grand-chose. Cela ne fait que différer de quelques mois encore le conflit.

La société a droit à des institutions syndicales indépendantes créées de sa propre initiative. Cela est garanti aussi bien par les conventions internationales signées par le gouvernement de la République populaire de Pologne que par les accords d'août 1980.

Les répressions sous l'état de guerre se sont abattues sur de nombreux travailleurs. Bien des membres de *Solidarność* et des autres syndicats ont été renvoyés de leur travail. Ont été congédiés les membres du parti qui ont osé rendre leur carte. Ont été licenciés ceux à l'égard desquels existait le moindre soupçon qu'ils puissent ne pas être loyaux à l'égard de la direction militaro-communiste.

Tous et d'autres encore se sont vu supprimer toute couverture sociale. Ces injustices exigent réparation et tous ceux qui expriment le désir d'être réintégrés dans leur poste précédent doivent avoir satisfaction et retrouver les avantages sociaux qu'ils ont perdus. Les augmentations de prix qui tiennent lieu de réforme économique sont une pratique qui doit cesser. Une fois libérée, l'activité sociale trouvera un débouché dans le travail, dans l'activité des organisations syndicales et de celles de l'autogestion.

Aujourd'hui, l'autogestion des entreprises a une importance immense. Mais elle doit être authentique et ne pas être privée de prérogatives à une réelle direction de travail des entreprises. Sur de tels fondements, on peut entreprendre la construction d'une réalité polonaise nouvelle.

(...) Les répressions ont conduit le gouvernement de la RPP à un isole-

ment politique total dans le monde. Le voyage que les membres du gouvernement font en URSS ne peuvent rien changer à ce tableau.

« Ne pas se soumettre »

Pour la société polonaise, il n'est d'autre issue que celle de ne pas se soumettre. C'est à cette seule condition que nous pouvons compter que les autorités se rendront à l'évidence : celle d'une société qui a le droit de décider de son sort. La résistance sociale doit être organisée dans chaque entreprise, à chaque poste de travail. Le programme « *Solidarność aujourd'hui* » a défini les plans d'action fondamentaux.

Le plan le plus généralement appliqué et comportant le moins de risques, bien que pour certains il signifie la perte d'une partie des allocations sociales, est le boycott des syndicats gouvernementaux. Incapable de surmonter en Pologne le boycott de cette organisation artificielle, les autorités ont l'intention d'essayer d'imposer la reconnaissance de ce syndicat dans l'arène internationale. Le décret prévu par le Conseil d'Etat pour donner aux syndicats gouvernementaux une dimension nationale est vraisemblablement lié à la perspective de la session annuelle de l'Organisation internationale du travail à Genève, qui s'ouvrira début juin.

Il est vraisemblable que les autorités de la RPP (République populaire de Pologne) voudront envoyer à cette session une délégation pseudo-syndicale censée représenter les travailleurs polonais. Les ouvriers polonais refusent que des gens qui ne représentent qu'eux-mêmes parlent

en leur nom. Nous protesterons si des organisations internationales reconnaissent ces syndicats-bidons.

Tout comme en Pologne, la fête du travail est célébrée aujourd'hui dans d'autres pays. Le mot d'ordre de solidarité est celui de tous ceux qui manifestent. Mais, depuis quelques années, solidarité n'est plus seulement un mot d'ordre. Nous faisons chaque jour l'expérience d'un soutien authentique de la part des syndicats étrangers et des travailleurs qui en sont les adhérents. Il est difficile d'énumérer tous les syndicats, toutes les centrales syndicales et tous ceux qui soutiennent notre combat de façon particulièrement active.

Nous les en remercions très cordialement. Cette aide précieuse portera ses fruits et la solidarité internationale en sera renforcée, cette solidarité qui constitue la principale garantie de la paix et de la stabilité en Europe et dans le monde.

Solidarność a professé des idées et a fondé son action sur les idées au bas desquelles chaque homme honnête appose sa signature. Les militants de *Solidarność* ont fait le serment de persévérer dans la lutte pour l'égalité sociale et pour la démocratie, dans la lutte pour les intérêts de ceux qui les ont élus. (...)

La fête d'aujourd'hui doit renforcer notre sentiment de solidarité et de communauté d'intérêts. Qu'elle se déroule dans le calme. Telles sont du moins nos intentions.

(Ces extraits sont tirés du bulletin d'information de *Solidarność* à l'étranger n° 62. Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.)

« L'INCENDIE EST DANS NOTRE JARDIN » (Reagan)

Le Nicaragua face à l'agression

L'INCENDIE est dans notre jardin », déclarait Reagan lors de son discours le 27 avril devant la réunion extraordinaire des deux Chambres du Parlement nord-américain, au cours de laquelle il demandait l'approbation de crédits militaires supplémentaires afin d'aider la dictature salvadorienne et l'action de la CIA contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua (1).

« Ce qui a été durant de nombreuses années l'arrière-cour des Etats-Unis est maintenant leur jardin », commentait le correspondant du journal espagnol *El País*.

Reagan ne faisait ici qu'exprimer sous une autre forme ce qu'il disait quelques jours auparavant en expliquant que « l'Amérique centrale est notre 4^e frontière ».

« J'ai pris Panama »

Déjà, Théodore Roosevelt sanctionnait au début du siècle le détachement du territoire du Panama de celui de la Colombie par cette phrase cynique : « *I took Panama* » (J'ai pris Panama), et le fondateur du FSLN, Carlos Fonseca, expliquait à ce propos : « Le terme géographique que contient cette phrase n'est qu'un point de référence : le mot Panama, qui provient du lieu finalement choisi qu'annexe l'empire pour tracer le canal trans-océanique, veut aussi dire, dans la bouche de Théodore Roosevelt, Nicaragua, Cuba, Puerto Rico, Haïti, République dominicaine, Veracruz et y compris les Philippines : nom des peuples qui, à partir de ces années, ont connu la serre de l'impérialisme américain. »



Soldats nicaraguayens en route pour stopper une attaque des contre-révolutionnaires.

LES Etats-Unis se sont préparés d'ores et déjà à la régionalisation de la guerre. Une guerre entre le Honduras et le Nicaragua entre dans le projet de Reagan. *Barricada*, organe officiel du FSLN, dans son édition du 15 avril, rapporte des notes importantes pour caractériser les préparatifs des Etats-Unis sur le plan militaire. Ces préparatifs seraient encadrés par la dite « stratégie de réaction souple », appliquée il y a vingt ans à la guerre du Vietnam.

Cette stratégie — suivant un rapport de l'Institut d'études politiques de Washington, cité par *Barricada* — envisage une première phase avec une implication croissante des conseillers nord-américains dans le conflit local, qui peut aller jusqu'à leur participation directe aux combats. La forme sous laquelle cela a été développé au Salvador a reçu le nom de « guerre spéciale », forme de guerre non déclarée menée en utilisant la façade d'un « gouvernement national » dont l'armée locale est entraînée, financée et dirigée par les Etats-Unis. *Mais cette phase est en train d'échouer.* « Les Etats-Unis sont en train d'asseoir depuis longtemps les bases pour faire un autre pas en avant, qu'ils prétendent occulter par tous les moyens : la guerre régionale... »

« ... En même temps, les Etats-Unis ont mené des manœuvres militaires conjointes dans la région, dans le double but « d'intimider » les forces populaires et d'uniformiser les tactiques et les techniques de combat entre les armées du Honduras, du Salvador et du Guatemala... »

« ... Constituer une « force de déploiement rapide centro-américaine » avec les armées amies de la région serait la synthèse finale de toutes ces opérations préalables... Cette force servirait de soutien et de couverture à une intervention éventuelle des deux forces spéciales de déploiement rapide qu'ont les Etats-Unis depuis 1979 au Panama et à Cayo Hueso, en Floride... »

« ... Cette force pourrait aussi bien être dirigée contre les forces révolutionnaires salvadoriennes que contre le Nicaragua. »

« ... L'agression des unités d'ex-gardes somozistes depuis le territoire hondurien contre le Nicaragua remplit, dans le cadre des plans globaux nord-américains, le rôle de « fer de lance » et de « couverture morale ». Dans ce cas aussi, la première étape de l'agression contre le Nicaragua est en train de toucher à sa fin, et l'armée hondurienne a déjà commencé à prendre une participation plus directe aux attaques. » (1)

(1) « Tous les événements centro-américains semblent déboucher sur une guerre frontale entre le Nicaragua et le Honduras. Le gouvernement sandiniste, par le biais de son ministère de la Défense, a des preuves de la participation directe de l'armée hondurienne aux combats qui sont livrés dans le département nicaraguayen de Nueva Segovia. » (*El País* - Madrid, 5 mai 1983).

« Les effectifs des forces anti-sandinistes soutenues par le gouvernement de Washington s'élèvent à 7 000, un millier de plus que le nombre de participants à la guérilla salvadorienne, selon une information publiée par le journal nord-américain *The Washington Post*, qui citait des sources gouvernementales nord-américaines. » (*El País* - Madrid, 9 mai 1983).

D'ailleurs, le successeur de Roosevelt, le président Taft, était encore plus explicite : « *Il est évident que la doctrine de Monroe (2) est plus vitale dans les abords du canal de Panama et dans la zone des Caraïbes que dans toute autre région.* »

Reagan, dans son discours, insistait sur l'interprétation suivant laquelle l'actuel conflit centro-américain fait partie de la prétendue confrontation globale Est-Ouest : « *La sécurité nationale de toutes les Amériques est en jeu en Amérique centrale... Si nous ne pouvons nous défendre là-bas, ne comptons plus prévaloir ailleurs. Notre crédibilité s'effondrerait, nos alliances s'effriteraient et la sécurité de notre pays serait en danger.* »

Là-bas, au Nicaragua, les paysans et ouvriers ont renversé une dictature sanguinaire qui les livrait au pillage des grands trusts impérialistes. Là-bas, au Salvador, les paysans, les ouvriers, les jeunes se battent pour le droit à la terre, au travail, à la culture, contre le régime dictatorial de 14 grandes familles qui se répartissent les restes de l'exploitation et de l'oppression impérialistes.

Une agression de grande envergure

C'est contre eux et leur combat que le gouvernement Reagan a déclenché une agression armée de grande envergure, au nom de la nécessité de maintenir à tout prix

l'ordre impérialiste à l'échelle américaine et mondiale. Le 4 mai, d'ailleurs, Reagan reconnaissait implicitement que les USA soutenaient ceux qu'ils qualifiaient de « combattants de la liberté » au Nicaragua.

Cette agression armée s'accompagne d'un déploiement sur le terrain diplomatique. La récente demande du Costa Rica à l'OEA (Organisation des Etats américains) de l'envoi d'une « force de paix » afin de surveiller sa frontière avec le Nicaragua était caractérisée par le commandant sandiniste Daniel Ortega comme « la porte ouverte à une participation des Etats-Unis ».

Il précisait que par le biais du Traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAR), l'intervention de l'OEA mènerait à une internationalisation accrue du conflit et affirmait que les Etats-Unis « chercheront d'une façon ou d'une autre à impliquer le Costa Rica dans la création d'un front de guerre au sud » (du Nicaragua) à l'instar de celui qui existe au nord, au Honduras, pour lutter contre le gouvernement sandiniste.

L'agression impérialiste déclenchée par l'administration Reagan combine à l'agression militaire directe (voir ci-contre) le blocus économique à l'extérieur (3) et sur le plan intérieur la spéculation sur les articles de première nécessité, visant à susciter des mouvements internes de protestation contre le gouvernement sandiniste.

Autour de l'archevêque de Managua, Monseigneur Obando, la contre-révolution impérialiste tente de structurer une force d'opposition interne qui puisse relayer les raids permanents des ex-gardes somozistes basés au Honduras et des commandos dirigés par Eden Pastora et Robelo (4) depuis le Costa Rica.

Des centaines de milliers de dollars sont consacrés par la CIA, sous couvert d'œuvres de bienfaisance, pour tenter d'acheter ainsi des « leaders » dans les quartiers pauvres, afin qu'ils servent d'instruments au représentant du pape au Nicaragua, pour lequel ce dernier réclamait lors de son voyage en Amérique centrale l'obéissance. On se souvient du face à face entre Jean Paul II et le demi-million de personnes assistant à son homélie au centre de Managua et qui répondit aux appels du prélat en faveur du respect de la hiérarchie catholique par les cris massifs de « *Pouvoir populaire !* »

La bourgeoisie nicaraguayenne participe de cette offensive en sabotant une économie dans laquelle le secteur privé reste majoritaire aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture (5). La banque mondiale estime que l'investissement privé qui représentait 80 % de l'investissement sous Somoza n'en constituait plus que 10 % au début 1982.

« L'INCENDIE EST DANS NOTRE JARDIN » (Reagan)

Le Nicaragua face à l'agression

(Suite de la page 5)

Face à ce sabotage économique, les travailleurs ont occupé les propriétés et usines « décapitalisées » par leurs propriétaires, exigeant leur expropriation. Les lois de juillet 1981 ont prévu des expropriations dans les cas d'absentéisme de plus de six mois et de « décapitalisation ».

En janvier, le commerce de gros pour des produits de base tels que l'huile, la farine ou le savon a été nationalisé.

« No pasaran ! »

Enfin, l'agression militaire provoque une profonde mobilisation des masses au Nicaragua. En réponse à Reagan et à l'agression armée des groupes de mercenaires, près de 150 000 personnes (le cinquième de la population de Managua) emplissent la place de la Révolution le 28 avril, portant des fusils, des machettes, des bâtons, des battes de baseball et y compris des marteaux.

Face à la masse d'ouvriers, employés, étudiants, vendeurs du

marché, beaucoup d'entre eux portant leur uniforme de la milice, une immense banderole proclamait : « Toutes les armes au peuple pour défendre la révolution ! »

« No pasaran ! » fut le mot d'ordre le plus crié, et un autre : « El capitalismo es contra ! » (Le capitalisme est contra, de l'abréviation donnée aux contre-révolutionnaires) exprimait parfaitement le cours profond de la révolution prolétarienne ouverte depuis la chute de Somoza et la destruction de la garde nationale, colonne vertébrale de l'Etat bourgeois identifié au somozisme, et aujourd'hui profondément démantelée.

« Nous appelons tous les travailleurs du monde et particulièrement les travailleurs nord-américains à se mobiliser pour arrêter les nouveaux plans interventionnistes de Reagan », déclara lors du meeting Lucio Jimenez, secrétaire général de la centrale sandiniste des travailleurs.

A cet appel, il est urgent de répondre. Le 1^{er} mai 1982, des dizaines de milliers de personnes se réunissaient

à Tegucigalpa (Honduras) à l'appel de trois organisations syndicales, et selon les agences de presse, « les ouvriers qui, le 1^{er} mai, ont manifesté dans la capitale hondurienne, durement réprimés par la police, portaient des banderoles où était demandée la paix avec le Nicaragua ». (El Pais, Madrid, le 4 mai).

Plus que jamais, il est nécessaire d'appliquer une tactique de front unique le plus large contre l'agression impérialiste en défense de la révolution centro-américaine et du gouvernement du FSLN du Nicaragua. C'est ce que « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et ses sections s'efforcent de mettre en œuvre.

Le 25 mai 1983,
Jean Roblès

(1) « Le comité des relations extérieures du Sénat a approuvé à l'unanimité un engagement d'aide militaire et économique au Salvador qui confirme la ligne de soutien parlementaire à la politique de l'administration du président Ronald

Reagan. L'accord voté par les sénateurs républicains et démocrates ne réduit que partiellement les 136 millions de dollars demandés par Reagan... » (L'aide militaire annuelle à 76,3 millions de dollars pour 1983 et 1984 (...)). Ronald Reagan ne rencontre pas une grande résistance non plus à la poursuite des opérations de l'Agence centrale d'intelligence (CIA) en soutien à la guérilla antisandiniste du Nicaragua (...). Ni la chambre ni le Sénat ne s'opposent à ce que l'administration Reagan transforme les opérations secrètes en opérations ouvertes, avec un soutien militaire en armes, moyens de communication ou surveillance de harcèlement contre le Nicaragua. » (El Pais, 12 mai 1983).

(2) La doctrine de Monroe, énoncée en 1823 par le président des USA James Monroe, connue à travers la formule « L'Amérique aux Américains » voulait interdire aux puissances européennes le droit d'intervenir dans les affaires des pays américains.

(3) Les USA viennent de décider pour la prochaine année fiscale de réduire de 58 000 à 6 000 tonnes leurs achats de sucre au Nicaragua.

(4) Eden Pastora, ex-vice-ministre de la Défense du gouvernement de reconstruc-

tion nationale, ex-responsable des milices ouvrières, et Alfonso Robelo, dirigeant du patronat nicaraguayen, lui aussi ministre du premier gouvernement de reconstruction nationale dès juillet 1979, ont constitué l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique) et engagé depuis peu des actions armées contre le Nicaragua à partir du Costa Rica. Ils envisagent de se coordonner avec la FDN (Force démocratique nicaraguayenne), composée d'anciens gardes somozistes qui interviennent à partir des bases situées au Honduras et dirigés par Enrique Bermudez. Ces groupes contre-révolutionnaires sont aidés par les fonds spéciaux de la CIA.

(5) Le secteur d'Etat ne représente qu'entre 20 % et 30 % de l'activité agricole, mais il est étroitement lié à un secteur coopératif en constant développement. La grande agriculture privée reste significative dans la culture clé du coton. Dans l'industrie, les exportations successives ont porté le secteur public à plus de 40 % de la production. La production industrielle a baissé, selon les chiffres officiels, de 5,6 % en 1982, contre une baisse de 26 % en 1979, une hausse de 13 % en 1980 et de 2,8 % en 1981. Mais, dans cette baisse, le secteur public a progressé de 4,1 %, alors que le secteur privé a chuté de 11,7 %.

BOLIVIE

La « trêve » est bien finie...

Les mineurs boliviens sont de nouveau en mouvement. Le 19 avril dernier, des mineurs en grève ont pris d'assaut les locaux de l'administration de la COMIBOL (l'entreprise des mines d'Etat de Bolivie), exigeant le contrôle majoritaire des mines par leurs propres délégués. La grève en est à sa sixième semaine et se poursuit.

Les paysans, qui revendiquent un réajustement des prix agricoles, se sont solidarisés avec les mineurs et ont barré les routes dans trois provinces, dont celle de la capitale, La Paz. Les terrains appartenant au Service des eaux de Cochabamba (troisième ville du pays) sont occupés par les paysans. En même temps, les travailleurs du pétrole occupent les installations administratives de l'YPFB (l'entreprise publique du pétrole).

On voit aujourd'hui en Bolivie s'amorcer de plus en plus un processus de dislocation de l'équilibre politique instable établi au moment de la venue au pouvoir du président Hernán Siles Suazo en octobre 1982.

Ce n'est pas le premier glissement de terrain sous les pieds du président Suazo. Déjà, au début de cette année, la coalition de partis qu'il dirige, l'UDP (Union démocratique populaire), expression organique du front populaire bolivien et dont fait partie le PCB (parti stalinien), s'est affaiblie avec la sortie du gouvernement des ministres du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire).

Au lendemain de son accession au pouvoir, Siles Suazo demanda cent jours de trêve sociale. Il y a maintenant neuf mois que le gouvernement est en place : la « trêve » est bien finie...

Le 5 mars dernier, pour la première fois depuis la chute de la dictature en 1982, des émeutes ont éclaté à La Paz en raison de la rareté et du prix élevé des produits alimentaires.

« Ils veulent me crucifier ! »

Au moment de son arrivée au pouvoir, Siles Suazo avait exprimé ses craintes sur la faiblesse du gouvernement qu'il était appelé à mettre sur pied pour remplacer la junte militaire chue : « Ils veulent me crucifier ! »

Effectivement, les masses boliviennes ne veulent plus accepter l'exploitation effrénée et l'asservissement du pays par l'impérialisme, tandis que le gouvernement de front populaire dirigé par Suazo veut défendre les intérêts bourgeois et payer la dette extérieure en appliquant les recommandations du Fonds monétaire international (FMI).

Tous les problèmes de Suazo se concentrent dans le fait que, pour appliquer sa politique, il n'a pas l'atout principal généralement à la disposition des gouvernements de front populaire : le soutien des organisations représentant la majorité de la classe ouvrière. Il a le soutien du PCB, qui a reçu deux postes de ministre (du Travail et des Mines), où il se porte si bien que le président n'a pu retenir une exclamation de gratitude : « Ce parti est une digue face aux ultras ! »

Cependant, la majorité de la classe ouvrière suit les directives de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), qui reste en dehors du gouvernement. Et c'est là la difficulté majeure qui « crucifie » le président.

Un puissant levier pour les masses

Le fait que la COB maintienne son indépendance par rapport au front populaire donne aux masses un puissant levier pour combattre les plans du gouvernement.

Cela est vérifié par toute l'évolution politique depuis l'installation du front populaire au pouvoir ; et d'une manière particulièrement éclatante par l'actuel conflit entre les mineurs et le gouvernement au sujet du contrôle ouvrier dans les mines de l'Etat.

L'occupation des locaux administratifs de la COMIBOL est tout à fait le contraire de la cogestion des mines proposée par Siles Suazo pour atteler le syndicat des mineurs au char du front populaire, qui consisterait à partager également la propriété des mines entre l'Etat et les employés.

Les mineurs refusent la cogestion ; et ils s'appuient sur leur organisation indépendante pour exiger leur propre contrôle des mines, sans partager la responsabilité de la politique gouvernementale.

Siles Suazo accuse les « ultras et les anarchistes » de la COB de vouloir déstabiliser le gouvernement et provoquer un putsch de la droite...

Du côté de la bourgeoisie, cette allusion à l'existence d'une droite putschiste est plus qu'une expression de désespoir. L'impuissance du front populaire à faire barrage au mouvement ouvrier devient trop évidente pour tout le monde. A commencer par les responsables du FMI qui, jusqu'à présent, ne sont pas arrivés à un accord avec le gouvernement bolivien sur le mode de paiement de la dette extérieure.

Le gouvernement vient d'être abandonné par deux de ses ministres, celui des Affaires étrangères et celui de l'Industrie et du Commerce, tous deux étant membres du parti du président : le MNRI (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche). Soit dit en passant, le ministre de l'Industrie et du Commerce avait encore des raisons particulières pour demander sa démission : lors des



Siles Suazo.

manifestations du 1^{er} mai de cette année, il a été conspué par la foule à cause de ses liens avec la Confédération des patrons.

L'enjeu des dernières manifestations ouvrières

Les chefs des forces armées, dont l'essentiel de la hiérarchie est restée en place après la chute de la dictature militaire, recommencent à se faire entendre : dernièrement, le colonel d'aviation Norberto Salomón Soria a fait des déclarations contre « la montée du Parti communiste » et le « danger de guerre civile ».

En fait, même dans les déclarations de ce colonel, il est possible d'entrevoir le désarroi des officiers des forces armées face à la force du mouvement des masses contre lequel ils essaient de lier leurs conspirations. La classe ouvrière de Bolivie n'a pas été désarmée politiquement par une intégration au front populaire. C'est cela qui fait hésiter les militaires à reprendre le chemin du coup d'Etat, du moins pour l'instant.

Ils craignent surtout qu'une nouvelle tentative de putsch militaire

puisse déclencher ce qu'ils appellent « la guerre civile », c'est-à-dire une révolution comme celle de 1952. Cela dans la situation mondiale de 1983, où se développe une situation révolutionnaire dans l'ensemble de l'Amérique centrale, où la crise politique des régimes militaires argentin et brésilien s'approfondit rapidement, pour ne parler que des deux plus importants pays de la région.

Dans ce cadre, qui tend à prendre rapidement une dimension continentale, il est facile de comprendre l'enjeu des dernières manifestations ouvrières et de l'actuelle grève des mineurs en Bolivie.

Le mouvement des masses est en train de créer une situation politique nouvelle où le gouvernement Suazo perd de plus en plus le contrôle des événements. Ce sont ces développements de la situation révolutionnaire bolivienne qui menacent de faire sauter l'équilibre précaire sur lequel s'appuie aujourd'hui la domination impérialiste en Amérique du Sud.

LA SIGNIFICATION DES ELECTIONS MUNICIPALES DU 8 MAI

Les franquistes balayés. Un premier avertissement au gouvernement Felipe Gonzalez

Six mois après les élections générales du 28 octobre et cinq mois après la constitution du gouvernement de Felipe Gonzalez, ont eu lieu, à l'échelle de l'Etat espagnol, des élections municipales.

Le 28 octobre 1982, toutes les formations franquistes et bourgeoises ont été défaits ; le 8 mai, elles ont été à nouveau balayées, de façon encore plus spectaculaire. Mais en même temps, un premier avertissement est donné à la politique du gouvernement Felipe Gonzalez, gouvernement qui, dès sa formation, a manifesté sa volonté de sauvegarder la monarchie et toutes les institutions franquistes. Les faits sont incontestables.

AVEC une participation de 66 %, inférieure à celle du 28 octobre (79,6 %), le PSOE recueille 7 700 000 voix, perdant deux millions et demi de voix et 4,5 % en pourcentage. C'est une abstention d'origine ouvrière et jeune dans les banlieues des grandes villes. A cela, il faut ajouter le fait que le vote PSOE a augmenté dans les régions de Castille, la Manche, le Léon et la Rioja, de faible concentration ouvrière et traditionnellement arriérés : donc la perte de voix dans les grandes villes est importante.

Le PCE, avec 1 440 000 voix, récupère 600 000 voix par rapport à la défaite subie le 28 octobre. Mais cette récupération est très localisée. Ce n'est pas une renaissance politique du PCE, dans son plus grand fief Anteria (Catalogne) il perd une grande partie des mairies, perte aggravée par la scission. Le PCC (Parti communiste de Catalogne), qui, bien qu'il ait plus de militants que le PSUC (section catalane du PCE), est balayé électoralement. Les masses travailleuses n'ont pratiquement pas utilisé le PCE comme prétendu point d'appui.

Défaite écrasante des franquistes

Cependant, les formations franquistes ont subi une défaite écri-

sante. L'Alliance populaire, la formation de Fraga, perd 850 000 voix, atteignant à peine le chiffre de 4 600 000. A cela il faut ajouter la disparition de 1 500 000 voix de l'UCD (Union centro-démocratique, parti franquiste auparavant au gouvernement), aujourd'hui dissoute, et la baisse en voix du CDS (formation de l'ancien président Adolfo Suarez).

Au total, les formations franquistes perdent 2 500 000 voix ; ce qui confirme non seulement la tendance ininterrompue de perte de voix depuis les premières élections de 1977, mais l'incapacité historique de la bourgeoisie espagnole à avoir un parti d'Etat un minimum homogène, incapacité aggravée par le franquisme et sa continuité monarchique.

Un cas à part est celui des nationalités historiques d'Euzkadi et de Catalogne. Leurs partis bourgeois sont les seuls qui se maintiennent, et cela est un facteur de désagrégation de la monarchie.

Le PNV (Parti nationaliste basque) gagne y compris 5 000 votes, prenant les mairies de certaines villes basques. En Catalogne, la politique cynique d'appui à la monarchie

suivie par Convergence démocratique de Catalogne, sans aucune défense des droits du peuple catalan, a été la cause d'un recul important de la Convergence démocratique, entraînant avec elle l'« historique » Esquerra républicaine de Catalogne.

Herri Batasuna, la coalition qui défend clairement la souveraineté d'Euzkadi, s'est vu soumise à un siège acharné de la part du gouvernement et de la police. Ses dirigeants ont maintenu jusqu'à aujourd'hui au plus haut niveau leur affrontement contre le gouvernement, et ses militants ont manifesté leur refus généralisé de participer aux institutions. Tout cela explique que leurs manifestations, en particulier celle du 1^{er} mai, aient été les plus nombreuses, bien que la coalition ait enregistré un certain recul électoral.

Augmentation du sentiment de désarroi et de pessimisme dans l'appareil d'Etat

Selon Ferrer Salat, président de la Chambre patronale déclarée après les élections, « le sentiment de désarroi et de pessimisme dans le monde des entreprises face à l'accroissement du pouvoir socialiste a augmenté » ; il a déclaré en même temps que son organisation n'appuierait pas un pouvoir socialiste.

Ferrer Salat, avec cette déclaration, traduisait non seulement le sentiment de la CEOE (patronal), mais l'état d'esprit de toutes les institutions franquistes.

En effet, les élections du 8 mai portent un nouveau coup à la monarchie : d'un côté les formations franquistes ont été battues, et

de l'autre le gouvernement a reçu un premier avertissement. En ce sens, ces élections sont en continuité avec les mobilisations en défense du droit au travail qui ont eu lieu à Gijon, Vigo, Sagunto et avec le combat du peuple basque (lequel a renouvelé sa volonté de souveraineté : 600 000 voix nationalistes, 350 000 voix pour le PSOE et 180 000 voix pour les franquistes).

Inaki Aldekoa — dirigeant d'Herri Batasuna — caractérise l'augmentation de l'abstention comme le « premier signe de frustration, de désarroi, de méfiance, de certains secteurs du peuple, spécialement les jeunes... vis-à-vis du gouvernement Gonzalez... »

Si la majorité des voix ouvrières est allée à nouveau au PSOE, c'est un vote pour que celui-ci gouverne contre la monarchie et les franquistes. Un bon exemple est celui que nous offre la ville de Sagunto. Menacés par le démantèlement de la sidérurgie, dont toute la ville dépend, les travailleurs de Sagunto ont maintes fois fait la grève générale ; le PSOE a gagné les élections, mais avec une baisse importante par rapport à celles du 28 octobre (des voix sont allées à une candidature socialiste dissidente autour de la défense de la sidérurgie).

En même temps, 4 000 ouvriers de AHM (hauts fourneaux de la Méditerranée) ont envoyé une lettre au président du gouvernement en exigeant la démission de l'actuel président de l'entreprise, M. José-Maria Lucia. Car ce personnage appliquait les plans du ministère de l'Industrie visant à démanteler l'entreprise.

Les travailleurs de Vigo sont sortis le lendemain en lutte ; pour eux, avoir balayé les franquistes, c'est exprimer l'exigence que le PSOE gouverne en faveur des travailleurs.

La responsabilité de la défense de la monarchie revient au PSOE

« Jamais, en cent ans d'histoire, le PSOE n'a concentré entre ses mains autant de pouvoir », a déclaré Pasqual Maragall, maire réélu de Barcelone. En réalité, il concentre les pouvoirs aux côtés et en défense de la monarchie. Presque tous les organes élus sont entre ses mains, mais la volonté monarchiste de ses dirigeants ne peut opérer qu'au détriment du PSOE lui-même, et c'est pourquoi il s'ouvre une phase de déchirements et de crise interne, qui mettra à nu la monarchie et les institutions franquistes.

En ce sens, la nouvelle défaite des partis franquistes met le gouvernement Gonzalez dans les plus mauvaises conditions pour continuer à gouverner en défense de la monarchie. Felipe Gonzalez tente de la soutenir. Pour cela, il a eu des entrevues avec l'Alliance populaire de Fraga.

L'incompatibilité historique entre la monarchie, la classe

ouvrière et le peuple entre dans une phase plus aiguë. Le recul de l'appui des masses au PSOE, lié au compromis plus grand de celui-ci avec la monarchie, est un facteur explosif de déstabilisation.

Felipe Gonzalez a déclaré sa volonté d'appliquer des mesures « continuistes ». La proposition de concertation sociale avec les syndicats et le patronat va dans le sens, selon le ministre de l'Economie Boyer, du démantèlement d'une partie des entreprises publiques, de l'assouplissement des contrats et de la réforme de la Sécurité sociale. Tout cela renforcé par le plan d'action contre le peuple basque annoncé par Barrionuevo, ministre de l'Intérieur, car selon lui, jusqu'à aujourd'hui, « on ne m'a pas laissé faire tout ce que je voulais ».

Plus que jamais le PSOE va se trouver au centre de toutes les contradictions, plus que jamais la possibilité de balayer la monarchie est à l'ordre du jour, plus que jamais les exigences des masses vont aller dans cette direction.

L'activité du POSI

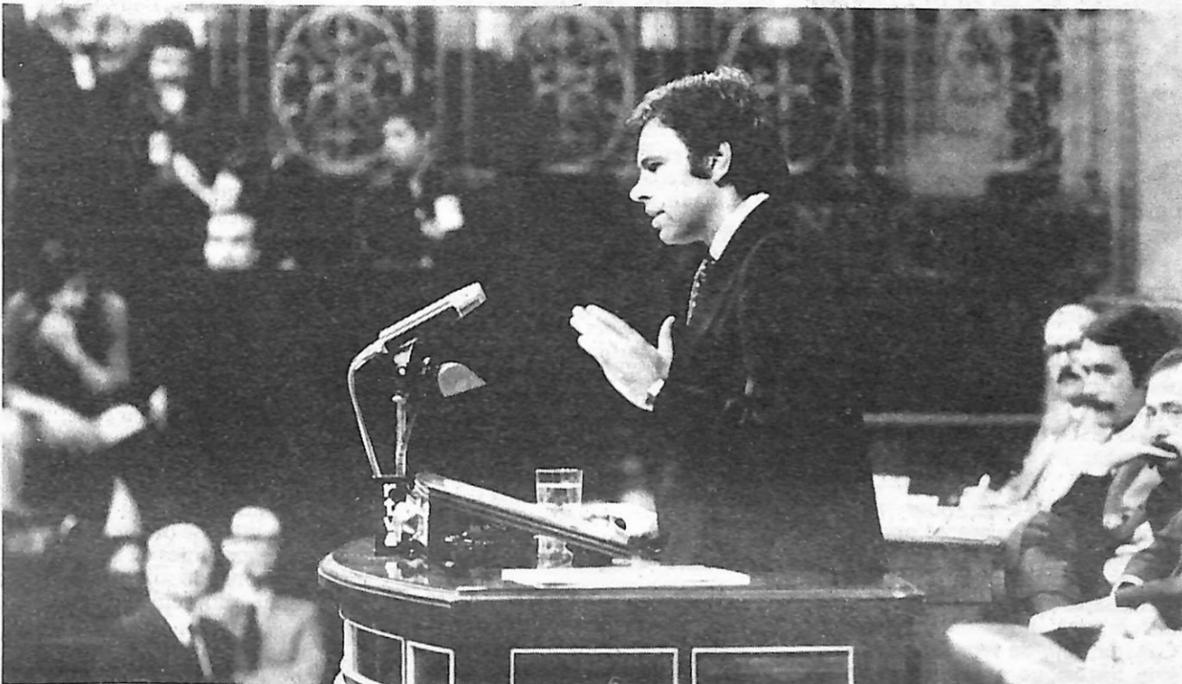
Le POSI a participé à ces élections en menant campagne pour le respect de la démocratie, pour que la majorité aux Cortès rompe avec la monarchie, pour ouvrir une perspective politique de combat pour la République.

Développant son activité pour forger l'alliance des peuples et de la classe ouvrière, il a mené une campagne de pétitions et de délégations auprès des candidats PSOE-PCE pour un accord ouvrier pour que les Cortès à majorité PSOE commentent à légiférer en faveur des travailleurs.

La majorité des délégations se sont heurtées à un refus du PSOE et du PCE, exception faite de cas particuliers où il y a eu des accords partiels. Ainsi, la candidature à l'Assemblée de Madrid, qui défendait les plans de liberté, les droits des nationalités, l'amnistie, une loi contre les licenciements, pour la République, a obtenu 6 300 voix.

Egalement significative a été la candidature à Sueca, région de Valence, basée sur la défense des travailleurs agricoles, et qui a eu 350 voix. Egalement significatives les centaines de voix obtenues par la candidature à Hospitalet d'une liste menée par des dirigeants de l'association de chômeurs. A Getafe et Arganda (banlieue de Madrid), Erandio (Bilbao) et Sant-Boi (Barcelone), banlieues où de nombreuses réunions se sont tenues.

Le POSI a appelé à voter pour les listes qui soutenaient et les candidatures qui défendaient la souveraineté d'Euzkadi, de Galicie (Herri Batasuna et Parti socialiste galicien), et aussi pour la CUT (candidature unitaire des travailleurs) qui combat pour la réforme agraire en Andalousie.



F. Gonzalez aux Cortès.

Résolution du VI^e Congrès du Groupe socialiste des travailleurs du Canada (Extraits)

AUJOURD'HUI, en partant de l'appréciation des développements de la lutte des classes depuis notre dernier congrès, nous devons discuter des problèmes de notre construction et dégager la voie de nouveaux pas en avant.

Après le référendum de mai 1980, la réalisation du coup de force constitutionnel de Trudeau a fourni à la bourgeoisie canadienne un point d'appui temporaire pour tenter de contenir l'approfondissement de la crise de sa domination soudée aux institutions de l'Etat centralisateur et oppresseur.

Mais point d'appui ne signifie pas que la crise de longue durée de l'Etat canadien, dont l'une des expressions est la crise des partis bourgeois eux-mêmes, libéraux et conservateurs, soit jugulée. Tout au contraire, le coup de force qui bafoue les droits démocratiques les plus élémentaires de toutes les populations vivant sur le territoire accentue en particulier, à un niveau plus élevé, la contradiction entre les aspirations nationales du peuple québécois et cet Etat centralisateur. A terme, la crise va connaître de nouvelles irrptions, un nouvel approfondissement.

Développement du mouvement des masses (1)

Le développement du mouvement des masses, la montée de la classe ouvrière d'un bout à l'autre du pays, la lutte des masses contre l'oppression nationale, partie intégrante de la montée du combat de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, qui sont les facteurs décisifs de la crise de la domination bourgeoise, demeurent intacts et ont réalisé de nouvelles avancées au cours des derniers mois.

La manifestation pan-canadienne du mouvement ouvrier qui a rassemblé, le 21 novembre 1981, 100 000 travailleurs devant le Parlement à Ottawa, la grève victorieuse des 10 000 travailleurs de Chrysler en Ontario, l'action des 100 000 travailleurs de la construction et des fonctionnaires en Colombie britannique à l'été et à l'automne 1982, les manifestations de masse au Québec : 25 000 à Montréal le 3 avril 1982 contre les plans d'attaque concertés de Trudeau et Lévesque, à l'appel des trois centrales syndicales ; 40 000 le 27 avril 1982 à Montréal, contre le coup de force constitutionnel ; 30 000 devant l'Assemblée nationale le 11 juin 1982 contre la loi 70 de baisse des salaires dans le secteur public ; 50 000 le 29 janvier, à nouveau devant l'Assemblée nationale, contre les lois et décrets iniques du gouvernement péquiste.

La grève des travailleurs du secteur public et para-public, et, en particulier, le mouvement gréviste et la mobilisation puissante des 90 000 enseignants du primaire-secondaire et du collégial, l'appui et la volonté immédiate de mobilisation en défense des enseignants québécois qui s'est exprimée massivement dans l'ensemble des sections de la classe ouvrière au Canada anglais : voilà les manifestations les plus évidentes du mouvement actuel de la classe ouvrière au Canada.

Bien que ces mouvements, au stade actuel, paraissent se développer essentiellement au niveau des provinces en réponse aux attaques livrées par les gouvernements provinciaux, il faut savoir saisir en quoi ils sont l'expression d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, qui cherche à réaliser l'unité de son combat contre l'offensive centralisée, relayée, au niveau des provinces, de la bourgeoisie canadienne (...).

A travers ces développements, la classe ouvrière fraie la voie de l'unité de son combat, elle cherche à dépasser l'isolement de ses contingents province par province, ou secteur par secteur, pour concentrer sa force organisée dans la grève générale à l'échelle pan-canadienne.

Elle cherche la voie d'une riposte unifiée et simultanée contre l'ensemble des gouvernements et du patronat, processus qui ne peut s'accomplir que dans l'unité réalisée contre le lieu même où se condensent l'ensemble des rapports entre les classes au Canada, l'Etat et le gouvernement central.

La banqueroute du PQ

La banqueroute de la politique bourgeoise fédéraliste du PQ sur la question nationale a amené les centrales syndicales à constater d'abord que ce parti a servi de marche-pied à Trudeau (Robert Gaulin, CEQ) et s'est totalement disqualifié aux yeux du peuple québécois (Donatien Coriveau, CSN). Mais à un niveau de rupture beaucoup plus élevé, le constat de ce bilan a conduit les centrales FTQ, CSN et CEQ à lancer récemment (voir TO n° 121) un appel à ce que le peuple organisé élabore souverainement la Constitution du Québec face à la « Constitution » illégitime sortie du coup de force de Trudeau. C'est-à-dire que la question nationale que d'aucuns ont présentée comme un facteur d'alliance de classes entre la bourgeoisie et les masses se révèle, comme nous l'avons toujours expliqué, être un levier majeur de la séparation entre le peuple et la bourgeoisie « nationale ».

Le mouvement des grèves engagé actuellement contre le gouvernement accélère ce processus, car le gouvernement qui s'attaque aussi brutalement aux travailleurs qui forment l'immense majorité de la population ne peut plus se prétendre l'instrument qui va entraîner l'ensemble de la nation vers une issue victorieuse contre l'oppression nationale. Il le peut d'autant moins qu'il vient de suspendre la charte des droits et libertés pour briser le mouvement des enseignants. Comment peut-il prétendre se placer légitimement en tête du processus par lequel le peuple va chercher à se donner une Constitution et à faire reconnaître ses droits et libertés ?

Ce double enjeu, social et national, mène à la rupture avec la bourgeoisie et à la recherche d'une alternative politique de masse fondée sur le « peuple organisé ».

Dans nos mots d'ordre et dans notre agitation, il faut donc lier les deux questions comme elles le sont dans la pratique. Il n'y a pas d'un côté une campagne pour le parti des travailleurs et de l'autre une campagne pour une Constitution élaborée par le peuple. S'appuyant sur l'appel des trois centrales, il faut déployer cette question centralement comme une raison impérative en même temps que la défense des revendications et des organisations des travailleurs contre les attaques, pour que le mouvement ouvrier, les centrales syndicales, prennent la tête d'une action politique indépendante du peuple et des masses ouvrières et forgent l'instrument nécessaire de cette action.

La rupture avec le PQ relance dans des conditions nettement plus favorables le terrain de l'agitation pour l'unité d'action de la classe ouvrière anglophone et francophone au Canada. Nous devons être à l'avant-garde de ce développement. Il ne s'agit pas d'un processus abstrait et il ne s'agit pas non plus, comme nous

l'avons souligné, de réduire cet enjeu à l'expression de la solidarité des travailleurs du Canada anglais vers les travailleurs québécois.

Dans l'attaque livrée contre les travailleurs, comme aussi sur l'enjeu de la défense des droits nationaux du peuple québécois, Lévesque, en suspendant la Charte des droits et libertés, pratique la même politique que Trudeau qui promulguait, en 1970, la loi des mesures de guerre et, aujourd'hui, la loi C-124.

Le syndicat des postiers a souligné que la loi C-124 de Trudeau qui coupe les augmentations de salaires et abolit le droit de négocier et de faire grève dans tout le secteur public des employés sous juridiction fédérale, est la pire atteinte aux droits et liberté au Canada depuis la loi des mesures de guerre. Trudeau utilise contre l'ensemble des travailleurs fédéraux anglophones et francophones un dispositif d'attaque d'ampleur égale à celui utilisé contre le peuple québécois.

Nous devons, au VI^e Congrès, être en mesure de fixer les mots d'ordre qui expriment au plus haut niveau la lutte et les intérêts communs à tout le prolétariat.

L'axe de notre combat

Nous devons, au VI^e Congrès, être en mesure de déterminer l'axe stratégique unificateur de notre combat dans l'ensemble du prolétariat canadien, axe autour duquel s'articulent les définitions de nos mots d'ordre et de nos campagnes d'agitation.

Partant du fait que le coup de force constitutionnel est une attaque dirigée non seulement contre le peuple québécois mais contre l'ensemble du prolétariat canadien, et qu'il constitue un dispositif et un point d'appui pour amplifier la contre-offensive bourgeoise contre la montée ouvrière (l'ensemble des législations anti-ouvrières actuelles) en tentant de briser la lutte nationale même du peuple québécois, cet axe de notre construction posant la question de l'Etat, à travers le levier du rejet du Canada Bill anti-démocratique et des institutions réactionnaires de la couronne britannique, se concentre sur l'exigence de l'abrogation de cet Acte, exigence du droit des peuples du territoire de décider librement et démocratiquement des institutions et des relations qu'ils choisissent d'établir entre eux.

Aujourd'hui, en engageant sur l'ensemble du Canada une campagne d'agitation contre les attaques anti-ouvrières et anti-démocratiques orchestrées par l'Etat fédéral et réalisant l'alliance de Trudeau-Lévesque et des autres Premiers ministres provinciaux, nous ne posons pas uniquement la question de l'abrogation des lois-matrasques, mais nous ouvrons la voie du combat contre les institutions mêmes (exemple : la charte fédérale), qui permet à la bourgeoisie d'édifier cette contre-offensive.

L'agitation pour la riposte unie contre les attaques qui frappent tous les travailleurs, anglophones et francophones, est un levier essentiel pour commencer à démontrer comment ces mêmes institutions, dirigées contre le peuple québécois, sont celles qui servent à frapper tous les travailleurs sans distinction de nationalité.

Elle est un levier pour montrer comment la lutte contre l'oppression nationale et les mots d'ordre spécifiques sur cet enjeu au Québec, loin d'être séparés de l'ensemble de l'agitation que nous engageons au Canada, loin de reproduire la division historique organisée entre les deux composantes du prolétariat,

constitue au contraire une partie intégrante de cette lutte, à travers laquelle la classe ouvrière cherche à réaliser l'unité de son combat débouchant contre l'Etat central.

Il est tout à fait évident que notre agitation dans l'ensemble du prolétariat du Canada, n'est pas incompatible avec ses expressions spécifiques dans telle ou telle composante nationale du mouvement des masses, par exemple avec son expression spécifique au Québec. Elle n'implique pas non plus qu'il faille absolument, à ce stade, traduire cette exigence sous une forme concrète spécifique partout au Canada, par exemple la revendication d'une ou des Assemblées constituantes, pour l'Ontario, les provinces de l'Ouest, les provinces maritimes, etc. Il est préférable que nous laissions, à ce niveau et pour le moment, la question ouverte au Canada anglais (nous ne jouons pas aux apprentis-sorciers), voir comment les processus vont se disposer, suivre de façon très attentive tous les développements significatifs, tout en soulevant l'aspiration démocratique contre le caractère illégitime de la « Constitution » décrétée par en haut. Mais si, à ce stade, nous ne proposons pas de mots d'ordre spécifiques au Canada anglais quant à la forme que peut et doit prendre la lutte pour l'abrogation, il est certain en revanche que nous devons montrer clairement que c'est la responsabilité des organisations ouvrières de se porter en tête du combat pour définir et exiger la réalisation des revendications sociales, démocratiques et nationales des travailleurs et des peuples du territoire, opposées à la « Constitution » et au BNA Act anti-démocratique.

Au Québec, la même exigence doit s'appuyer directement sur l'appel des trois centrales et du MNQ qui rejettent la « Constitution » fédérale et exigent une Constitution du Québec élaborée par le peuple organisé pour déboucher sur les mots d'ordre suivants :

- Non à la loi constitutionnelle fédéraliste !
- Constitution du Québec élaborée par le peuple organisé !
- Convocation de l'Assemblée constituante libre et souveraine du peuple québécois !
- Gouvernement responsable devant l'Assemblée constituante !

Ces mots d'ordre, aujourd'hui, donnent son contenu pratique, c'est-à-dire son contenu de classe, à la lutte pour l'indépendance contre l'Etat fédéral oppresseur parce qu'ils ouvrent la voie concrète à sa réalisation effective, par le peuple organisé, c'est-à-dire les masses laborieuses qui en constituent l'immense majorité.

Dans notre agitation sur l'ensemble de ces mots d'ordre, nous devons nous appuyer sur les développements concrets en cours qui ont une force démonstrative et éducative dans tout le Canada.

La « Constitution »-BNA Act fédéral confère aux gouvernements le pouvoir de bafouer les droits et libertés. C'est ce qu'a fait Trudeau en 1970, par sa loi des mesures de guerre maintenue dans la nouvelle loi constitutionnelle, c'est ce qu'il fait aujourd'hui par sa loi C-124, en abolissant le droit de négocier et de faire grève pour les centaines de milliers de travailleurs du secteur public fédéral.

L'alliance Trudeau-Lévesque

Lévesque est complice de Trudeau. Les autres gouvernements recourent et vont recourir aux mêmes dispositions, procédures et législations contre les travailleurs et le mouvement

ouvrier, les organisations démocratiques, partout.

Avec la loi constitutionnelle, anti-démocratique, les gouvernements abrogent les droits et libertés, s'attaquent aux travailleurs et à leurs organisations. Exigeons l'abrogation de la loi constitutionnelle et du BNA Act anti-démocratique !

L'agitation systématique sur ce terrain commun à tout le prolétariat conditionne notre capacité d'aider le mouvement actuel à se concentrer au plus haut niveau, en utilisant le levier des aspirations démocratiques pour dégager la voie à travers laquelle la classe ouvrière et les peuples apportent leur propre solution à la question de l'Etat.

Sur ce terrain, nous pouvons renforcer nos liens et nouer de nouveaux liens plus solides avec toute la couche des militants qui cherchent à rompre avec la bureaucratie des syndicats et du NPD, avec sa politique bourgeoise fédéraliste au Canada anglais et avec le nationalisme bourgeois au Québec (...).

Dans ce cadre, nous appelons à la convocation de la conférence nationale (ou du congrès extraordinaire) de toutes les composantes du mouvement ouvrier au Canada, le CTC, la fédération canadienne des enseignants, etc., pour élaborer le plan d'action et de riposte unitaire de tous les travailleurs et former le front commun de tous les travailleurs anglophones et francophones contre l'offensive unifiée des gouvernements et du patronat d'un bout à l'autre du pays.

Dégageons enfin brièvement l'essentiel de ce rapport :

La marche à l'unité de la classe ouvrière se développe sur le terrain de la riposte commune face à l'offensive anti-travailleurs concertée du gouvernement central avec les gouvernements provinciaux. En particulier, la division historique organisée sur la base de l'oppression nationale entre les composantes anglophones et francophones du mouvement ouvrier tend à être surmontée dans le mouvement même qui voit les masses chercher l'unification de leur riposte à l'échelle du pays, dans laquelle s'intègre comme un facteur d'une extrême importance la rupture avec le gouvernement péquiste nationaliste bourgeois au Québec.

Cette rupture, incontestablement, favorise l'action commune du prolétariat dans son ensemble, elle exprime le fait qu'il n'y a pas d'un côté rupture avec Trudeau et subordination à Lévesque pour tout un pan du mouvement ouvrier alors que son autre composante serait subordonnée à l'Etat fédéral contre les aspirations nationales au Québec, mais qu'il y a développement d'un mouvement d'ensemble d'un bout à l'autre du pays sur la base des revendications communes à toute la classe ouvrière face à l'alliance anti-travailleurs de Trudeau-Lévesque et de tous les gouvernements provinciaux.

Dans notre agitation, la mise en évidence de l'alliance Lévesque-Trudeau est un élément central de notre capacité de nourrir la lutte pour l'unité du prolétariat ; pour faire saisir le fait que les aspirations sociales, démocratiques et nationales sont aujourd'hui partie intégrante du même mouvement qui oppose la totalité de la classe ouvrière à la totalité des composantes de la bourgeoisie canadienne, de son Etat et de ses institutions anti-démocratiques.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale-La Vérité.

Un discours du principal dirigeant du « Socialist Workers Party » des Etats-Unis (extraits)

Nous publions ici, à titre d'information — compte tenu de leur importance politique —, de larges extraits du discours prononcé le 31 décembre 1982 par Jack Barnes, secrétaire national du Socialist Workers Party des USA, lors du meeting public concluant le Congrès de la Young Socialist Alliance, sous le titre « *Leur Trotsky et le nôtre* ». Le SWP n'a pas publié le texte intégral de ce discours mais n'a jamais démenti la teneur des extraits qui ont été publiés dans divers journaux. Les extraits qui suivent sont la traduction du texte publié dans *Forum : a socialist discussion newsletter* (1) d'après un enregistrement réalisé pendant le meeting.

(1) *Forum : a socialist discussion newsletter*. Editor : David Keil. P.O. Box 82, Needham Heights MA 02194.

BEAUCOUP d'entre vous ont eu l'occasion de lire, il y a plusieurs semaines, dans *Intercontinental Press*, un article intitulé « *Pouvoir, caractère et voie de la révolution et unité de la gauche* » de Shafik Jorge Handal, secrétaire général du Parti communiste du Salvador. Handal est l'un des dirigeants du FMLN, un des dirigeants de la révolution au Salvador (...).

Il en est arrivé à la conclusion que Cuba n'était pas une exception spécifique. Il écrit que pendant presque deux décennies, cela a été son point de vue, et il laisse entendre que ce fut aussi le point de vue d'autres communistes, que Cuba était un cas spécifique. Il dit qu'il n'est pas clair de savoir exactement en quoi consistait cette spécificité. Ce qui était spécifique, c'est qu'à Cuba, ils ont pris le pouvoir !

Handal en est maintenant arrivé à des conclusions différentes. Cuba est un modèle. Construire une direction profondément impliquée dans les luttes de classes, organisant les travailleurs et reconnaissant qu'il n'y a pas de voie pacifique vers le pouvoir, qu'il n'y a pas de voie vers le pouvoir qui dépende d'une aile quelconque de la bourgeoisie... mais que seul le peuple travailleur organisé par un parti révolutionnaire qui dirige politiquement et militairement, dirigeant les masses populaires elles-mêmes, peut prendre le pouvoir...

La perspective (des directions des Partis communistes cubain et salvadorien) d'une fusion des forces qui luttent pour ce but, pour construire des partis d'une nouvelle avant-garde, est la source, à notre avis, d'un nouveau mouvement mondial (...).

« Notre continuité révolutionnaire » (1)

Cela est lié à notre continuité révolutionnaire. Cela fait partie de notre continuité révolutionnaire... De nouveaux événements, de nouvelles expériences changent notre continuité révolutionnaire.

De nouvelles expériences ne peuvent pas changer les faits du passé (...) mais notre continuité révolutionnaire est quelque chose de présent — c'est notre compréhension présente de la richesse des leçons de révolutions qui ont eu lieu avant nous. Cela change à mesure que nous avons de nouvelles expériences...

Il est important de comprendre que littéralement 80 % — je ne peux le prouver, c'est peut-être 70 %, peut-être 90 % — 80 % de ceux qui à l'échelle mondiale se réclament du trotskysme, se considèrent trotskystes, et je veux dire sincèrement — c'est-à-dire, qui croient être trotskystes — sont des sectaires sans espoir et irrécupérables. Ce qui est fait au nom de Trotsky est horribile (...).

Laissez-moi vous donner quelques exemples.

Une organisation trotskyste substantielle en Grande-Bretagne, le Workers Revolutionary Party, qui possède certaines particularités sur lesquelles je ne m'étendrai pas, honora Trotsky (*en disant que*) en 1982, Castro était à la tête d'un régime bonapartiste basé sur les fondations du capitalisme d'Etat. (...)

Un autre groupe britannique qui, si je comprends bien, a émis l'idée de fusionner avec la section de la IV^e Internationale en Angleterre — ce sont ceux qui publient un journal appelé *Socialist Organizer* — a, au nom du trotskysme lui aussi, une analyse de bilan qui est tout à fait similaire :

Fidel Castro dirige une bureaucratie stalinienne qui régit Cuba contre les travailleurs et les paysans. Le début du déclin du Socialist Workers Party des Etats-Unis a commencé avec sa tentative de description de Cuba comme un gouvernement ouvrier et paysan, et cela a continué en décrivant de même le Nicaragua (...).

Nous ne sommes pas trotskystes ; nous ne le sommes pas (...), pas davantage que Trotsky ait jamais dit qu'il l'était. Nous sommes communistes. Nos racines plongent, en tant que courant politique prolétarien, dans le *Manifeste* lui-même et dans le Komintern, et c'est la convergence qui s'amorce à l'échelle mondiale.

Il est regrettable que beaucoup utilisent un nom qu'ils ne méritent pas, mais ce sera leur problème, pas le problème des marxistes révolutionnaires (...).

Staline ne pouvait pas dire : « *Je construis le stalinisme* », « *J'établis le stalinisme contre le léninisme* ». Cela aurait été impopulaire (...). Aussi quelque chose a été inventé, qui n'était pas réel et qui n'existait pas : le trotskysme. Ceci est très important. Le stalinisme était réel, mais il ne pouvait s'appeler par son vrai nom, l'antithèse du marxisme, l'antithèse de Lénine (...). Il devait prétendre qu'il fonctionnait en leur nom et suivant leur démarche.

Aussi, il inventa quelque chose appelé trotskysme, qui n'avait aucune réalité. C'était un terme d'insulte, dans lequel les théories de Trotsky, avant qu'il ne devienne membre de l'équipe bolchevique, étaient utilisées, les faiblesses étaient exagérées, et mêlées à ses erreurs réelles (...) et elles étaient ensuite utilisées contre tous les membres de la direction bolchevique qui, autour de Trotsky, se battaient pour maintenir le programme de Lénine (...).

Mais un problème se dégage. En se défendant et en défendant ses théories, Trotsky a dû expliquer le caractère révolutionnaire de ses idées d'avant 1917. De cette façon, un processus commence qui brouille la continuité révolutionnaire (...). Puis, à la fin des années 20 (...) luttant contre l'horrible désastre en Chine auquel menait le Komintern dominé par Staline et Boukharine, Trotsky, expliquant la révolution permanente et son caractère nécessaire, disait :

« *Nous sommes sûrs que la troisième révolution chinoise (...) n'aura pas de période démocratique, pas même une période de six mois telle celle de la révolution d'Octobre entre novembre 1917 et juillet 1918. La révolution chinoise sera contrainte, dès le début, d'effectuer la réorganisation la plus décisive et l'abolition de la propriété bourgeoise des grandes villes jusqu'aux villages.* »

Naturellement, cela ne devait pas être plus tard le point de vue de Trotsky. Naturellement, l'idée que l'abolition de la propriété, des grandes villes jusqu'aux campagnes, en Chine, était immédiatement possible au moment où

les travailleurs et les paysans prenaient le pouvoir, est impensable. Naturellement, ils ont connu une période, comme celle de novembre 1917 à juillet 1918, qui dura beaucoup plus longtemps qu'ils ne s'y attendaient réellement.

En tentant de combattre la direction opportuniste prise par Staline, Trotsky a tordu le bâton à gauche. (...)

« Trotsky a tordu le bâton à gauche »

Il a aussi insisté, comme partie de cette contre-attaque, sur la faiblesse de l'idée de base de Lénine sur la classe ouvrière et la paysannerie vis-à-vis du pouvoir gouvernemental. Il dit que le point faible de la conception de Lénine était l'idée organiquement contradictoire de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, bloc politique de deux classes dont les intérêts ne coïncident que partiellement...

Il se peut que du point de vue de Trotsky, ce fût là le point faible de Lénine, mais Lénine était pleinement conscient du problème, il considérait ce mot d'ordre comme la formule algébrique transitoire exacte pour cette transition.

Trotsky continue ensuite et dit que Lénine avait été influencé par l'expérience historique et avait reconnu cette idée, cette formule, comme étant sans valeur.

C'est la seule chose dont je me souviens, que Trotsky ait jamais écrite et qui je pense était factuellement fautive. J'en suis encore à chercher quelqu'un qui me montre, quelque part, un quelconque écrit de Lénine où il ait dit cela...

Pourquoi Trotsky pensait-il que tel était le cas, je n'ai aucun moyen de le savoir...

Bien sûr cela posait avec plus d'acuité la question de la continuité. Nous avons maintenant été écartés de l'axe du Komintern comme tel... (*Cette interprétation*) brisait l'unité post-révolutionnaire russe entre Lénine et Trotsky, dans le sens politique. Cela a ouvert la voie au sectarisme, aux interprétations et aux utilisations ultra-gauches de la théorie de la révolution permanente...

Il y a un autre problème, bien sûr, avec la révolution permanente, et qui est celui de sa signification effective.

Laissons maintenant de côté les sectaires. Je vais parler de certains révolutionnaires de premier plan de la IV^e Internationale. (...) Pierre Frank, un vieux dirigeant de la IV^e Internationale, a rédigé un article il y a seulement quelques mois (...) publié fin 1981 et probablement terminé à la fin de l'année 1980, intitulé « *La théorie de la révolution permanente* ».

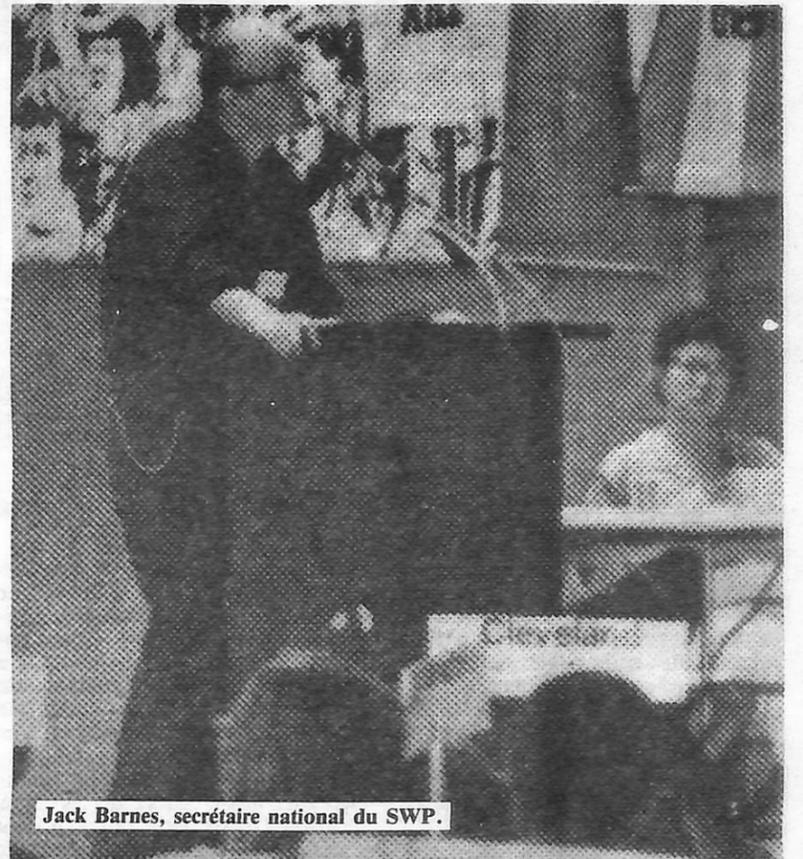
Ce qui est stupéfiant concernant cet article (*est qu'il*) ne contient aucun mot sur le Nicaragua ou sur Grenade. Il a été écrit moins d'un an après que Pierre Frank... ait voté contre la résolution au Congrès mondial qui expliquait que le Nicaragua est un gouvernement ouvrier et paysan...

Même aux Etats-Unis, même en Amérique du Nord, (*l'expropriation des capitalistes*) ne se fera pas en une nuit. Cette étape prendra aussi du temps.

C'est cela qui est rejeté. C'est logique. C'est logique avec la position du camarade Mandel contre le gouvernement ouvrier et paysan et son insistance à en faire une affaire à traiter en bloc. (...) C'est logique pour Pierre Frank, qui est un marxiste consciencieux et prudent, de présenter cela, de le présenter dans tous les pays où, à son avis, la révolution permanente s'applique, et de ne pas mentionner le Nicaragua...

Je pense qu'il est important de modifier la façon dont nous utilisons Trotsky... Le centre de Trotsky, le centre de notre continuité, sera trouvé dans le *Programme de transition*.

Je veux faire une recommandation à chacun. Lisez l'introduction de Joe



Jack Barnes, secrétaire national du SWP.

Hansen au *Programme de transition*, qui fut le programme de fondation de la IV^e Internationale. L'introduction tout entière est construite autour d'une chose : c'est-à-dire, comment expliquer les idées fondamentales du Komintern, que nous ignorons, tout comme nous avons ignoré Lénine pendant longtemps. Les idées fondamentales du Komintern sont les idées qui sont développées dans le *Programme de transition* et qui vont devenir de plus en plus appropriées à notre époque. Cela est vrai. Voilà la façon de le lire. (...)

Les fusions sont très importantes. La fusion de Lénine et de Trotsky fut quelque chose que Lénine soupçonnait comme totalement acquis jusqu'à la fin. (...)

Chaque fois qu'un parti fusionne avec d'autres forces, il change lui-même et avance. C'est sa marche en avant. La IV^e Internationale a un rôle à jouer dans ce processus... parce qu'il y a maintenant des révolutionnaires dignes de ce nom en dehors de nous, à l'échelle mondiale, qui jouent un puissant rôle historique.

Nous ne devons jamais oublier que nous devons nous montrer nous-mêmes dignes de ce nom. C'est très bien de reconnaître leur existence ; c'est bien parce que sans cela, nous ne pouvons rien faire. Mais à moins que nous ne prouvions nous-mêmes ce dont nous sommes capables, nous ne pouvons pas avancer. Nous devons prouver cela, nous devons consciemment (...) agir pour le réaliser, vers un but de fusion de discussion, de collaboration, et accomplir des processus parallèles aux Etats-Unis, (*processus*) qui sont engagés par les vrais révolutionnaires au centre de la révolution mondiale.

« La théorie de la révolution permanente n'est pas une généralisation correcte »

La révolution permanente, si ces choses sont vraies, n'est pas une généralisation correcte, ou adéquate, ni une généralisation qui ne pose plus de problèmes qu'elle n'en résout, à l'égard de notre programme. Notre programme est la continuité du communisme, comme il l'est, vu au travers du Komintern, au travers des documents de fondation essentiels de notre mouvement. (...)

Vous savez, il y a une grande chose que Trotsky peut nous donner, et que

nous n'avons pas parce que nous avons été trop trotskystes. Oui, oui, c'est vrai. Nous étions tellement trotskystes que nous ne lisions pas beaucoup Lénine. C'est la vérité. Et ce n'est pas ce que Trotsky aurait recommandé. Nous étions tellement trotskystes que nous ne lisions pas et que nous n'étudiions pas — peu de gens dans cette pièce ont lu, étudié et assimilé — l'incroyable richesse du programme de l'Internationale communiste, les débats, les rapports et documents, qui sont devenus de plus en plus importants, et qui sont mis en pratique dans le monde.

C'est précisément vers cela que tous ceux qui travaillent avec nous retournent, retour pour trouver les réponses. Cela nous l'avons en commun, parce que nous sommes totalement convaincus que si nous faisons cela, si nous sommes capables de lire Lénine, non pas à travers les yeux de Trotsky, mais à travers ceux de Lénine et ceux de notre travail, nous pourrions lire les documents du Komintern, non pas en fonction de la façon dont nous pensons qu'ils sont vus au travers de la révolution permanente, mais vus par les yeux du Komintern, et par les nôtres, et par ce qui arrive, alors nous serons capables d'aller vers Trotsky, et de lire ses écrits politiques, les plus riches de tous les écrits marxistes de 1923 jusqu'à 1940, qui sont de magnifiques applications du marxisme au processus révolutionnaire réel dans le monde entier.

Nous obtiendrons plus, beaucoup plus, en diminuant la place de la révolution permanente, en montrant, à mon avis, que celle-ci n'est ni correcte ni utile en tant que terme général pour définir notre programme. Ainsi, nous redécouvrons Trotsky, plus richement et plus pertinemment, comme le continuateur de la bataille qui décide la victoire de la révolution russe.

Un autre point. Communiste sera notre nom commun, le nom des partis qui vont être formés, pour la même raison qu'il l'a été pour le *Manifeste communiste*, pour la même raison que les bolcheviks changèrent de nom et les Cubains choisirent le leur. Il sera un héritage commun auquel les grands révolutionnaires s'intégreront, et que chacun, venant de divers points de vue, fera sien. Le terme même de trotskysme, je le prédis, plus aucun de nous ne l'utilisera pour se définir avant la fin de cette décennie. »

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

Japon : la montée des périls

Ce n'était pas arrivé depuis 30 ans ! En 1982, les exportations des industries mécaniques du Japon ont baissé de 10 % par rapport à l'année précédente. Toutes les industries de base ont vu diminuer leurs ventes sur les marchés extérieurs : - 9,4 % pour la mécanique lourde, - 7,2 % pour l'industrie automobile, la première du monde, 12,3 % pour les équipements industriels, - 22,4 % pour les navires, - 33,6 % — un véritable effondrement — pour les machines-outils. Pour l'ensemble des biens d'équipement, la baisse a été de 23,5 %. Et les premiers mois de 1983 n'ont pas apporté d'amélioration puisqu'en avril l'ensemble des exportations du Japon étaient en baisse de 5,3 % par rapport à 1982.

Ainsi, l'industrie japonaise, vouée, dans le psychodrame que mettent en scène les différentes bourgeoisies à propos de la « responsabilité » de la crise, au rôle du « méchant », a-t-elle commencé à ressentir les effets de la contraction progressive du marché mondial.

AINSI, le « modèle » japonais, présenté par les patrons européens et même américains comme l'archétype d'un capitalisme triomphant qui aurait trouvé une nouvelle jeunesse dans le vieux empire du Soleil levant, est-il en train de céder sous le poids des contradictions qui caractérisent un système capitaliste rongé par la surproduction et la montée généralisée du protectionnisme.

Pour l'économie japonaise, le renversement de tendance est spectaculaire. De 1965 à 1970, en effet, le taux de croissance en volume des exportations japonaises a dépassé 15 % en moyenne annuelle (contre 8,7 % pour les exportations mondiales) et il a progressé encore de près de 10 % de moyenne annuelle entre 1970 et 1975.

(1868), avec une rapidité et dans des conditions qui ont marqué d'une empreinte durable sa vie économique, politique et sociale. Schématiquement, le capitalisme japonais a été caractérisé par l'importance de l'intervention de l'Etat dans la vie économique, par une tendance très précoce à la concentration des principales activités industrielles, financières et commerciales dans les mains de grands trusts, les « zaibatsu » ou « castes financières », par une étroite imbrication entre les castes militaires et les détenteurs du pouvoir économique. De 1912 à 1945, c'est ce « complexe militaro-industriel », pour reprendre une expression utilisée à propos des Etats-Unis, qui a gouverné le Japon. L'accumulation capitaliste au Japon s'est appuyée sur le contrôle du commerce avec l'étranger par ces groupes financiers,

l'ombre des puissances impérialistes occidentales, le capitalisme nippon a tenté sans relâche, jusqu'à sa défaite militaire de 1945 face à l'impérialisme US, d'élargir sa base en se taillant un empire en Asie, par la force. Après la Première Guerre mondiale, dont le Japon tira un grand bénéfice économique aux dépens des belligérants, c'est l'exploitation de la Mandchourie qui finance en grande partie l'expansion économique des années trente, avec l'industrie de guerre, le tout sous la houlette du militarisme au pouvoir à Tokyo. Mais en 1941, le Japon, qui dépendait encore des Etats-Unis pour la fourniture des deux tiers des machines et des trois quarts du pétrole dont il avait besoin, fut sommé par Washington et Londres de cesser ses entreprises militaires en Chine sous peine d'être asphyxié économiquement.

Le militarisme japonais chercha une issue dans l'expansion militaire à travers toute l'Asie du Sud-Est et par conséquent s'engagea dans un choc frontal avec l'impérialisme US, dont il sortit en 1945 écrasé et ruiné.

L'internationalisation « pacifique »

La reconstruction de l'économie japonaise après 1945 se fait sous la tutelle directe du vainqueur américain, qui impose notamment un régime politique de type parlementaire, la renonciation du Japon à toute industrie d'armements et le remplacement de l'armée impériale par une « force d'auto-défense »

ler, pour mesurer ce que reconstruction signifie, l'état des centres industriels d'Hiroshima et de Nagasaki après leur destruction par l'impérialisme US. Sur le plan des transports, du logement urbain, des infrastructures industrielles, le Japon doit rattraper un retard considérable. En second lieu, le capitalisme japonais, ramené de force à son espace économique national, va s'appuyer sur l'existence d'un marché intérieur très important, avec une population qui dépasse les 100 millions d'habitants à la fin des années soixante. La réforme agraire va permettre une amélioration relative de la productivité agricole et l'exode rural maintient en permanence un flux de main-d'œuvre dirigée vers l'industrie, qui peut ainsi « tenir » l'évolution des coûts salariaux. Entre 1955 et 1967, la population agricole du Japon perd 9 millions de personnes, et son pourcentage dans la population active du pays passe de 40 % en 1950 à moins de 15 % au début des années soixante-dix.

Le développement du salariat génère une demande intérieure considérable par sa masse, sans compter le rôle de l'action revendicative de la classe ouvrière qui, au moins dans les grandes entreprises et les services publics, a renforcé son organisation. C'est cette demande intérieure qui va servir de fondement au développement des industries japonaises de l'électronique « grand public » (radios, télévisions, électroménager), de l'automobile et du cycle, et de la distribution.

En même temps, l'industrie japonaise acquiert les caractéristiques qui vont faire sa réussite à l'exportation.

D'abord un effort d'investissement énorme, facilité de toutes les manières par l'Etat (nous y reviendrons) et au détriment des équipements collectifs, et par conséquent des conditions d'existence et d'environnement de la population. L'absence ou la faiblesse de la protection sociale, le système des primes et des retraites (gérées par les grandes entreprises) imposent aux travailleurs un effort d'énergie double de celui enregistré dans les autres pays industriels, soit 10 % du revenu des ménages environ. Epargne disponible pour l'industrie, qui est étroitement imbriquée avec le système financier du pays.

Second facteur, lié à ce qui précède, une productivité du travail qui progresse à un rythme constamment plus élevé que les salaires. De 1958 à 1965, selon les chiffres de l'Agence de planification économique du Japon, la productivité du travail augmente de 9,4 % par an et les salaires de 9,3 %. Ces pourcentages sont respectivement de 5,8 % et de 8,7 % en Allemagne, de 3,9 % et 5,9 % en Grande-Bretagne, de 4 % et de 3,2 % aux Etats-Unis. Cette progression de la productivité, et le maintien des coûts salariaux relativement bas par rapport aux autres pays industrialisés, les besoins d'équipement du pays vont à leur tour entraîner les succès à l'exportation et le poids de plus en plus grand des industries lourdes dans l'industrie japonaise. En 1967, ces secteurs industriels (chimie, sidérurgie, métallurgie, machines-outils) représentaient 62 % du produit industriel japonais, contre 56 % et 50 % respectivement en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis.

Pendant toute cette période cependant, l'internationalisation progressive de l'industrie japonaise est vue d'un très bon œil aux Etats-Unis et

en Europe. Pour rattraper son retard technologique, le Japon achète massivement licences et brevets, ce qui fait d'ailleurs que sa balance des transactions extérieures dites « invisibles » (redevances des services, paiement des « royalties » liées aux contrats de licence, etc.) est constamment et largement déficitaire vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Sur un marché mondial en expansion, le Japon se taille des parts de marché dans des secteurs progressivement négligés, notamment par l'industrie américaine (construction navale, téléviseurs, transistors, etc.). C'est l'époque où aux USA et en Europe, il est de bon ton de parler avec condescendance de la « camelote » fabriquée par les « imitateurs » japonais.

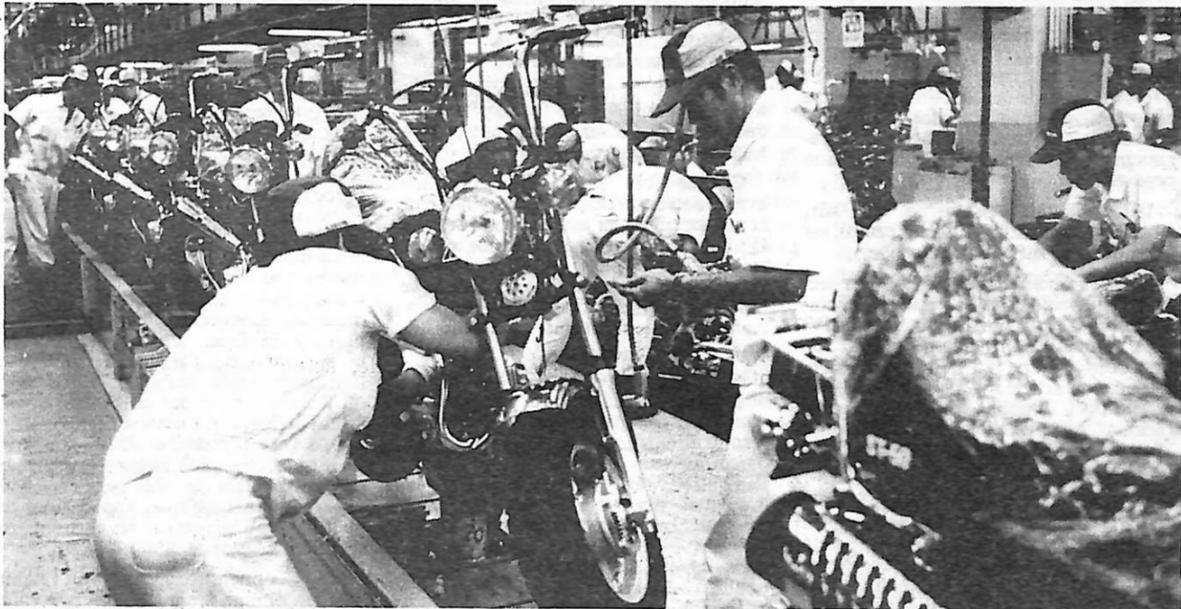
Le réveil sera rude. Le produit intérieur brut du Japon était inférieur de moitié à celui de la France en 1950, et il lui est supérieur de 50 % actuellement. Les exportations japonaises représentaient 3 % du total des exportations mondiales en 1958, mais 8 % en 1980. Vis-à-vis des autres pays capitalistes avancés, le Japon a enregistré en 1981 un excédent commercial supérieur à 22 milliards de dollars, dont plus de 12 avec les Etats-Unis et 10 avec la CEE. Mais voici la contrepartie : selon l'Agence de planification économique, la progression de 3,8 % du produit national brut du Japon entre avril 1980 et mars 1981 (année « fiscale ») serait due à concurrence de 3,2 % au seul accroissement de la demande internationale. Ce qui pose le problème des forces et des faiblesses du « modèle » japonais au début des années quatre-vingts.

L'envers du décor

Le développement économique du Japon comme troisième grand du marché mondial, derrière les Etats-Unis en particulier, s'est fait à un coût social très lourd.

L'emploi à vie et la promotion à l'ancienneté, le niveau relativement bas du chômage, présentés souvent comme la contrepartie des salaires inférieurs à ceux des travailleurs des autres pays industrialisés, n'existent en fait que pour les salariés des grandes entreprises, soit moins du tiers de la main-d'œuvre industrielle. Les grands groupes japonais tirent une grande part de la compétitivité du recours massif à la sous-traitance, assurée par des centaines de milliers de petites entreprises, totalement dépendantes des commandes des géants, et dont la main-d'œuvre est sous-payée et susceptible d'être licenciée du jour au lendemain. Avec la restructuration des entreprises au cours des dix dernières années, des industries lourdes en perte de vitesse relative vers les industries dites « de pointe » (électronique, informatique, vidéo, etc.), des millions d'ouvriers ont été soit mutés brutalement au sein des groupes, soit déplacés dans les petites entreprises au gré des besoins de l'industrie.

Le fait que la classe ouvrière ne soit organisée syndicalement qu'au sein des grandes entreprises et dans des syndicats d'entreprises, et non pas de métiers ou de branches, affaiblit considérablement sa capacité de résistance aux opérations de restructuration décidées par le capital. L'existence de deux centrales syndicales, Sohyo et Domei, à direction social-démocrate, ne se manifeste réellement au niveau national qu'au



Une chaîne de montage à l'usine Honda.

Entre 1965 et 1979, le volume global des exportations japonaises a augmenté de 320 %. En l'espace de 15 ans, une fois achevée la période de reconstruction et de développement du marché intérieur qui a suivi la défaite du Japon en 1945, l'économie du pays a connu un processus d'internationalisation sur lequel a largement reposé son équilibre économique et social. C'est cet équilibre qui est aujourd'hui menacé.

L'échec de la voie militariste

Vieil empire féodal, le Japon est entré dans l'ère du capitalisme à partir de la « révolution du Meiji »

sur une industrialisation impulsée par l'Etat, et surtout sur l'exploitation brutale d'une paysannerie nombreuse, misérable, écrasée d'impôts, affamée dans les campagnes ou expédiée dans les usines sans échapper pour autant à une tutelle quasi féodale.

Mais le capitalisme japonais s'est développé sur une base étroite. La population est très abondante, et passe de 35 millions en 1874 à 51 millions en 1912 pour atteindre 71 millions en 1937. Mais il n'existe pour la nourrir qu'un territoire exigu, dont 17 % seulement de la surface est cultivable et mal pourvu en ressources minières et énergétiques.

Participant dès la fin du XIX^e siècle au dépeçage de la Chine dans

dépendant des Etats-Unis pour son équipement.

Mais le projet de démantèlement des « zaibatsu », tenus pour responsables du militarisme, ne devait pas résister au bouleversement formidable que représente en Asie la victoire de la révolution chinoise. Dès 1949, la voie est ouverte à la reconstitution des groupes Mitsui, Mitsubishi, Sumimoto, piliers du capitalisme japonais, auxquels de nouveaux conglomérats viendront se joindre : Fuyo, Sauwa, Toshiba, Kawasaki, etc.

Pendant les 15 années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, la croissance économique du Japon aura d'abord pour moteur la reconstruction du pays. Il suffit de rappeler

moment de « l'offensive de printemps » qui a pour objectif la fixation des augmentations de salaires pour l'année.

Cette dispersion de la classe ouvrière contraste avec la très grande centralisation des organisations patronales, dominées par le Keidamen (Fédération des organisations économiques) qui regroupe les dirigeants de toutes les grandes entreprises du pays.

Le système politique établi sous la dictée des Américains après 1945 a garanti depuis lors la succession au pouvoir des différents clans du Parti libéral-démocrate (PLD), organisation de droite totalement dans la main des grandes féodalités économiques, qui exercent bien entendu aussi une tutelle étroite sur une presse très puissante. Cette stabilité trouve en grande partie son origine dans un système et un découpage électoral caricaturaux. Plus de la moitié des circonscriptions représentées à la Diète (Parlement) sont rurales. En dépit de l'énorme transfert de la population vers les centres industriels depuis 30 ans, aucun redécoupage n'a jamais eu lieu. Un député des circonscriptions ouvrières, où le Parti socialiste japonais est très fortement implanté, représente jusqu'à 5 fois plus d'électeurs qu'un député d'une circonscription rurale. Un redécoupage tenant compte des nouvelles données réduirait de moitié la représentation parlementaire du PLD. On comprend qu'il n'ait jamais été entrepris par le parti au pouvoir depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Par ailleurs, la paysannerie japonaise, composée de petits propriétaires travaillant sur des exploitations peu rentables, fait l'objet de la part du PLD d'une « protection » et d'un « encadrement » typiquement clientélistes, sur un marché national strictement préservé des importations de produits agricoles bon marché venues du marché mondial.

La domination des grands groupes industriels sur le système politique s'est traduite par une mise en coupe réglée des finances publiques au bénéfice de l'industrie. Les entreprises japonaises bénéficient ainsi d'une fiscalité particulièrement généreuse : possibilité d'amortissement accéléré, jusqu'à 60 % de la valeur de certains équipements dès la première année, cascades de provisions fiscales diverses, et surévaluées, qui viennent en déduction de l'impôt sur les sociétés, abattements de 10 à 35 % sur les revenus des cessions technologiques, de 10 % sur les investissements en matériel neuf, crédits à bas taux d'intérêts. La centralisation des aides, la répartition des énormes crédits de recherche, la définition des bornes techniques qui protègent les industriels japonais de la concurrence étrangère sur le marché national relèvent du ministère du Commerce international et de l'Industrie, le MITI, un véritable Etat dans l'Etat. Il faut y ajouter une politique monétaire de dévaluation du yen, la monnaie japonaise, qui favorise les exportations, renchérit le coût des importations pour la population dont les salaires ne sont pas réévalués en proportion.

Le résultat de cet ensemble de mesures en faveur des entreprises, c'est un endettement énorme de l'Etat, le déficit budgétaire dépassant 6 % du produit national brut, chiffre double de celui atteint par la France.

A ces données strictement économiques, il faut ajouter le coût social de la croissance japonaise, surpopulation et sous-équipement des villes, pollution effrayante dans les grands complexes industriels, manifestations du capitalisme « sauvage » qui ont donné lieu au cours des 20 dernières années à certaines des mobilisations les plus importantes du prolétariat et de la jeunesse du Japon. Si on ne peut nier cependant la « réussite » relative du capitalisme japonais dans sa lutte pour élargir sa part du marché mondial, le problème désormais posé est celui de sa capacité à survivre dans un monde qui rétrécit.

Des portes qui se ferment

La structure du commerce extérieur du Japon indique qu'il assure par ses excédents commerciaux vis-à-vis des autres pays industrialisés, et dans une moindre mesure de ses voisins d'Asie du Sud-Est, le déficit entraîné par le recours indispensable aux achats d'énergie et de matières premières dans les pays exportateurs de pétrole et les autres pays dits « en développement ».

Mais, depuis 1980 et la nouvelle aggravation de la crise mondiale qui se traduit par une stagnation en termes réels des échanges internationaux, la bourgeoisie constate avec terreur la montée du protectionnisme sur les marchés américain et européen, qui sont vitaux pour elle. On estime qu'à l'heure actuelle, 40 % des exportations de produits industriels japonais font l'objet de mesures de limitation dans les pays destinataires. Le butoir est devenu pratiquement infranchissable pour les automobiles, la part du Japon sur le marché mondial du secteur étant passée de 5 % à 18 % dans les années soixante-dix. Les importations de véhicules japonais sont contingentées en France et en Italie, font l'objet « d'auto-limitations » aux Etats-Unis et au Canada, et se heurtent à une résistance de plus en plus forte sur les autres marchés. Ceux du « tiers-monde » s'effondrent en raison de la crise financière des pays capitalistes arriérés et les tentatives japonaises de venir fabriquer en Europe et aux Etats-Unis sont loin d'être concluantes.

L'affaire du dédouanage obligatoire des magnétoscopes japonais vendus en France à Poitiers, loin de tout port, qui a eu pour effet une chute brutale des exportations japonaises sur le marché français et a contraint le Japon à « auto-limiter » ses exportations vers les pays de la CEE, montre que l'électronique « grand public » et la vidéo, autres forces de frappe du commerce extérieur japonais, sont également dans le colimateur des protectionnistes européens et américains.

Les bourgeoisies européennes, incapables de s'en prendre aux Etats-Unis avec lesquels leur déficit commercial est souvent supérieur à celui enregistré avec le Japon, ont trouvé dans ce dernier un « bouc émissaire » idéal.

La puissante Amérique n'est pas en reste. Les importations d'acier japonais y font l'objet de plaintes multiples pour « dumping » (vente à l'étranger à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché du pays exportateur), l'administration vient d'imposer une taxe à l'importation de 47 % sur les motos japonaises de



Un meeting du syndicat des cheminots (Doro-Kokuro) à la veille d'une grève pour une augmentation de salaires en octobre 1981.

grosse cylindrée, les poursuites devant les tribunaux américains pour espionnage industriel ou non-respect de la propriété industrielle (brevets et licences) se multiplient contre les sociétés japonaises. Le secrétaire américain au Commerce, Malcolm Baldrige, vient de prononcer, à Tokyo même, un véritable réquisitoire contre la politique industrielle du Japon, accusée de nuire aux « intérêts américains ».

Tout en élevant des barrières chez eux contre les importations japonaises, les autres puissances impérialistes exercent une pression constante pour obtenir un plus large accès au marché du Japon pour leurs produits. Cette pression est un facteur permanent de crise au sein du système de pouvoir du Japon. Céder par exemple aux exigences américaines en matière d'ouverture du pays aux produits agricoles signifierait pour le gouvernement de Tokyo une épreuve de force avec le « lobby » paysan, dont on a vu le poids dans l'équilibre politique qui a maintenu le PLD au pouvoir depuis bientôt 40 ans.

Une chose est certaine, la stratégie commerciale du Japon en direction des autres pays industrialisés a atteint ses limites. L'espoir d'une stabilisation est lié à celui de l'improbable « reprise » de l'économie mondiale. Le reflux sous la poussée protectionniste est beaucoup plus probable.

Hong-Kong, Singapour, Taiwan, la Corée du Sud, pays d'Asie du Sud-Est qualifiés de « pays à industrie récente » (PIR) par l'OCDE, sont l'autre origine des excédents commerciaux du Japon. Mais là encore, les prétendus « miracles » ont laissé place en 1982 à une série de contre-performances retentissantes.

Ni les autres pays de l'Asie du Sud-Est, où l'impérialisme économique du Japon fait l'objet de critiques de plus en plus violentes, comme vient

de le démontrer la tournée chez les cinq membres de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), ni la Chine n'offrent d'alternatives. Plus tard et plus lentement peut-être que les autres pays impérialistes, le Japon est entré dans une crise qui remet en cause le modèle de l'internationalisation « pacifique » et par conséquent menace à terme tout l'équilibre politique et social du pays.

Un retour aux vieilles recettes ?

A la crise du modèle économique vient s'ajouter un autre facteur de déstabilisation : le vieillissement accéléré de la population japonaise. A partir d'un pourcentage beaucoup plus bas, qui a joué en faveur de l'économie, la proportion des personnes âgées dans la population du Japon va rattraper puis dépasser avant la fin du siècle celle des autres pays industrialisés. Le poids des inactifs va s'accroître et avec lui la lutte pour la protection sociale des vieux travailleurs. La pression sur le marché de l'emploi va diminuer, renforçant ainsi le pouvoir revendicatif de la classe ouvrière, qui se verra en même temps confrontée, notamment dans les grandes entreprises, à ses acquis, emploi à vie et promotion à l'ancienneté. Autrement dit, ce qu'on appelle le « modèle social » du Japon va entrer en crise conjointement avec le « modèle économique ».

Devant ces sombres perspectives, la bourgeoisie japonaise lorgne de plus en plus vers la bouée de sauvetage du capitalisme en crise : l'économie d'armement.

Le nouveau Premier ministre Nakasane, créature du clan Tanaka, du nom de l'ancien chef de gouvernement traduit en justice pour avoir

touché des pots-de-vin du marchand de canons américain Lockheed, est un partisan déclaré du réarmement du Japon, alors qu'actuellement ce pays ne consacre que 5 % du budget de l'Etat aux défenses militaires (contre 15 à 25 % dans les autres pays capitalistes avancés).

Dès 1981-1982, les dépenses d'investissements de la défense ont progressé de 17,8 % et l'augmentation devrait dépasser 31 % pour 1984-1985. Pour l'électronique dite « professionnelle », la construction navale, etc., le réarmement du pays est regardé comme une planche de salut. Le Japon pense pouvoir se doter ainsi progressivement d'industries aéronautique, nucléaire, spatiale, actuellement inexistantes ou balbutiantes.

Mais ce n'est pas si simple. La quasi-totalité de la technologie militaire, au demeurant relativement en retard, dont dispose le Japon, vient des Etats-Unis. Le « protecteur » américain entend bien que le réarmement du Japon auquel il est favorable pour des raisons stratégiques, se fasse économiquement à son profit. Il y a là un germe de contradictions et de conflits violents.

Par ailleurs, la mise en scène du militarisme japonais, même en complet-veston, ne peut que se heurter violemment à la conscience politique de la classe ouvrière et du peuple japonais, qui ont vécu dans leur chair l'apocalypse nucléaire déchaînée par l'impérialisme US. Les plus grands combats de classe du prolétariat et de la jeunesse du Japon ont eu lieu contre la présence militaire US dans l'archipel. Et enfin la réapparition du Japon comme puissance militaire ne peut aller sans bouleversement de tout le paysage stratégique et politique de la région. Ce n'est pas un matin calme qui se lève à l'Est du monde.

HEINRICH SAAR :

« La question nationale en Allemagne ne peut être résolue qu'à travers le combat révolutionnaire du prolétariat allemand. »

Dans la tribune libre de ce numéro, c'est Heinrich Saar, vieux militant communiste et internationaliste, qui s'exprime. On remarquera qu'il a commencé sa tribune par une référence plus particulière à ses lecteurs français. Mais cela ne diminue en rien — au contraire — la valeur internationale de cette contribution. Heinrich Saar avait douze ans lorsqu'Hitler prit le pouvoir. Son père, social-démocrate de gauche, fut emprisonné par la Gestapo. Emigré en Tchécoslovaquie, H. Saar devint membre du Parti communiste. Après 1945, il réside dans la zone d'occupation russe qui deviendra la République démocratique allemande. Déjà condamné à une peine de prison en 1958 pour son activité oppositionnelle, il est à nouveau condamné à sept ans de prison le 17 octobre 1980. Il a été libéré en août 1982 à la suite d'une campagne internationale.

AUJOURD'HUI encore sans doute, il n'est pas très aisé pour certains Français de s'occuper de la question allemande : nous voulons dire du problème non résolu de l'unité nationale de l'Allemagne.

Comme toute question nationale, cette unité a aussi un contenu profondément social. Quelques faits historiques dans les relations du passé entre Français et Allemands pèsent certainement encore. Souvenons-nous de la guerre de 1870-1871 entre la Prusse et la France. Même si cette guerre renfermait aussi au début, du côté allemand, un élément progressiste, car elle s'orientait contre les tentatives de Napoléon III visant à empêcher l'unité historique et depuis longtemps nécessaire de l'Allemagne (qui, selon les paroles de Marx et d'Engels, s'était réalisée par une « révolution par le haut », et malheureusement pas par une révolution populaire victorieuse), cette guerre affichait ainsi très vite son caractère de classe orienté contre le peuple français, ainsi que son contenu dynastique réactionnaire.

Cela s'est exprimé par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, par les 5 milliards de francs ou exigés au titre des contributions de guerre et avant tout par les accords secrets passés entre Bismarck et Thiers, au terme desquels il était convenu que les troupes des Versaillais, durant le printemps 1871, passeraient à travers les lignes prussiennes pour aller frapper dans le dos les héroïques combattants de la Commune de Paris. Ainsi était aidé l'écrasement de la première dictature du prolétariat dans l'histoire mondiale.

J'ai rencontré à Paris en 1939 des vétérans de la Commune de Paris qui avaient déposé une gerbe au mur des Fédérés. Sur leur visage était gravé le souvenir amer du massacre des Communards, mais aussi l'attente d'une révolution prolétarienne victorieuse dans l'avenir.

Nombre de ces survivants ont pu autrefois penser avec amertume à la participation allemande à l'écrasement de la Commune. Beaucoup de Français également n'auront pas pu oublier que la Première Guerre mondiale impérialiste, dont les deux États étaient co-responsables, s'est déroulée en Europe de l'Ouest sur le territoire français et a apporté plus de des-

truction à la France qu'à l'Allemagne.

Mais tout cela est encore dépassé par les crimes que les occupants nazis ont commis contre le peuple français. Le nom d'Oradour-sur-Glane doit tenir lieu ici de symbole général pour toutes les horreurs.

Face au poids de ces traditions négatives (et il y en a d'autres !), il est compréhensible que quelques Français soient sceptiques à propos de la reconstruction de l'unité de l'Allemagne, car ils craignent un danger pour la France venant d'une Allemagne renforcée par cette unité.

Ces craintes doivent être dissipées par une réponse claire à la façon dont doit se créer cette Allemagne réunifiée.

Le poison du nationalisme (1)

Pendant la dernière guerre, j'ai vécu quelques années d'émigration en Angleterre. Là, j'ai eu l'occasion de connaître brièvement, pendant l'un de mes congés militaires à Londres, Fernand Gremier, envoyé par le PC stalinien comme représentant de la Résistance. Je me rappelle encore ses mots : il n'a connu, pendant les dernières années en France, aucun Allemand honnête, et il lui est difficile de rester à la même table qu'un Allemand, même s'il s'agit de ses camarades allemands.

On voit que le poison du nationalisme bourgeois, disputes et haine entre les peuples, qui a agi de façon si destructrice dans l'histoire allemande, n'est pas passé sans laisser de traces parmi les autres peuples.

L'incapacité à différencier sur un terrain de classe le jugement sur une nation s'est aussi introduit dans le mouvement ouvrier français. Ce n'est pas étonnant quand il s'agit d'un parti stalinien : le stalinisme est toujours, depuis ses origines, un nationalisme bourgeois, car le stalinisme se base sur la thèse anti-marxiste de la victoire du socialisme dans un seul pays, sur l'abandon de l'idée de la révolution mondiale.

Cela conduit à l'isolement des partis et pays conduits par les staliens d'avec le prolétariat mondial, et cela implique, suivant une logique interne, exclusivité nationaliste et trahison de l'internationalisme.

La position des trotskystes

C'est d'une autre manière que s'est conduit le mouvement trotskyste pendant la phase de la résistance française au fascisme hitlérien ! Les trotskystes étaient les seuls à incarner, avec une conséquence de fer et nombre de victimes, l'esprit de l'internationalisme.

J'ai devant moi un tract trotskyste en langue allemande, distribué à la fin de la guerre. Le titre en dit déjà long sur l'attitude de fond internationaliste : « *Le fascisme d'Hitler git à terre, sa force armée détruite, et l'humanité peut pousser un soupir.* »

« *Enfin, le peuple allemand peut, avant tout, souffler après 12 ans de répression très cruelle, et après 5 années de guerre affreuse, pleines de sang et de larmes, et peut espérer un avenir meilleur. Mais cela ne doit pas arriver. Des années durant, la propagande beuglante de Goebbels a pu mentir en disant qu'Hitler et le peuple allemand n'auraient fait qu'un.* »

C'est maintenant le raisonnement officiel des puissances alliées victorieuses quand elles parlent de ce peuple. Vansittard d'Angleterre, Morgenthau d'Amérique, Ehrenburg de Russie, prêchent en même temps, avec haine, la culpabilité de tout le peuple allemand pour les crimes d'Hitler.

Atomisation du pays, annexion de larges régions, agrarisation forcée du pays, déportation de l'industrie lourde, des usines, réquisitions de toutes sortes, tributs militaires, expulsion de millions de personnes de leur patrie, blocus de la faim, réparations qui doivent s'élever à des milliards et des milliards. C'est là la paix qui va être apportée au peuple allemand déclaré coupable dans son ensemble.

Travailleurs allemands des villes et des campagnes,

Dans cette situation, nous, les communistes internationalistes, nous nous sentons poussés à vous soutenir de toutes nos forces et de toute la conviction de notre solidarité de classe.

Sachez que nous ne sommes pas des sociaux-démocrates qui soutiennent avec un lâche opportunisme la sentence de culpabilité...

Sachez que nous ne sommes pas des communistes de Staline qui, si c'est possible, sur un ordre russe, déclarent le peuple allemand tout entier coupable... Nous sommes au contraire des communistes dans l'esprit de Lénine, dans le sens de l'éternelle, héroïque révolution d'Octobre russe. Nous ne faisons que défendre ses bases lorsque nous sommes contre toute exploitation et violation impérialiste d'où qu'elle vienne et contre qui qu'elle puisse être dirigée. »

Ce tract déclare sans équivoque : « *Nous sommes pour le droit à l'autodétermination du peuple allemand.* »

Ce texte est signé par 10 sections de la IV^e Internationale, entre autres la section française et la section allemande. Une attitude vraiment exceptionnelle dans une période générale de délire nationaliste.

Retour historique

Pour comprendre le sens de la question allemande, il faut revenir sur l'histoire. A la différence de la création précoce en France de l'Etat national, l'Allemagne n'a constitué son unité nationale qu'en 1871, à la suite d'une guerre dynastique, à une époque où la bourgeoisie allemande, par peur du prolétariat, n'était déjà plus une force historique progressive.

Le couronnement de l'empereur dans la Galerie des Glaces à Versailles — c'est-à-dire sur le dos du peuple français — a été montré, avec force images pompeuses, comme un symbole de l'unité de l'Allemagne. Cette unité était malgré tout un progrès car elle stimulait le développement d'un mouvement ouvrier révolutionnaire de toute l'Allemagne — et celui-ci s'est beaucoup développé, comme on le sait, dans les décennies suivantes !

Mais l'Etat uni allemand restait toujours lié à des éléments fédéralistes et particularistes, et des soubresauts politiques et sociaux menés par la droite ont facilement pu mettre en danger, de ce fait, l'unité de la nation et faire de l'Allemagne un flambeau de la réaction.

Cette année, deux anniversaires de commémoration ont eu lieu qui sont étroitement liés à notre sujet. Le 50^e anniversaire de la prise du pouvoir par le fascisme d'Hitler et le 30^e anniversaire du soulèvement des travailleurs du 17 juin 1953. Deux événements qui sont liés et qui entourent comme une parenthèse l'année 1945.

1933 : Hitler pouvait arriver au pouvoir non seulement parce que le capital financier voyait en lui la dernière planche de salut, non seulement parce que la direction du SPD comme parti ouvrier bourgeois « prouvait » encore une fois qu'elle était le premier valet de la bourgeoisie allemande, mais finalement aussi à cause des fautes de la direction stalinienne du KPD et du Komintern.

Dans le cadre de cet article, on peut rappeler ces fautes en quelques mots seulement, comme le référendum contre le gouvernement prussien social-démocrate, la distanciation incomplète vis-à-vis du NSDAP pendant les grèves des employés des transports de Berlin, l'orientation visant uniquement à un front unique exclusivement « d'en bas ».

Toutes les fautes de la direction du KPD sous Thaelmann se con-

centrent comme un « foyer » dans la thèse stalinienne du SPD « social-fasciste » et de la République de Weimar, tout comme la sous-estimation criminelle du fascisme à une époque où la classe ouvrière, contre toute phrase « révolutionnaire » de grande allure, devait d'ores et déjà passer au combat défensif.

Totalement non-marxiste était la définition stalinienne de l'identité absolue entre fascisme et démocratie bourgeoise parlementaire. Toute différence était par là mise de côté, et leur identité était morte et figée. C'est une conception non dialectique, philosophique, qu'Hegel a déjà critiquée.

L'analyse du nazisme

Les idéologues de la bourgeoisie ne pouvaient aucunement donner, par égoïsme de classe, une caractérisation sensée du fascisme. Il en est encore ainsi aujourd'hui. Rudolf Augstein, éditeur du magazine *Der Spiegel*, dit que « *le fascisme brille de multiples couleurs. Que son avènement ait pu détruire le monde des Etats européens, beaucoup pouvaient le deviner. Presque personne ne pouvait s'imaginer que sous son signe, les crimes les plus affreux de l'histoire de l'humanité, le meurtre de millions d'individus de souche étrangère, principalement les juifs, seraient perpétrés... La définition du fascisme est extensible.* » (Rudolph Augstein : « *Un dernier recours gouvernemental avec la mitrailleuse* » Extrait de *Der Spiegel* n° 52, 1982).

Avec la définition agnostique du fascisme « brillant » et « extensible », Augstein tire un trait en passant sous silence la destruction politique intérieure du mouvement ouvrier allemand.

Le stalinisme était tout autant incapable de donner une définition de classe du fascisme. Aujourd'hui encore, les dogmatiques staliens s'accrochent à la définition rigide, connue sous le nom de définition Dimitrov, du fascisme, selon laquelle celui-ci est la partie la plus ouvertement réactionnaire de la dictature terroriste et la plus chauviniste du capital financier.

Ce qui est le plus évident dans cette « demi »-définition, c'est le manque de remarques sur les conséquences du fascisme pour la classe ouvrière et ses organisations. La vraie nature du fascisme n'est pas prise en compte. La définition de Dimitrov, comme celle d'Augstein, met l'accent sur l'agressivité du fascisme vers l'extérieur ; cela n'est pas marxiste parce que la politique étrangère est toujours un produit de la politique intérieure dont le caractère primordial est criminellement oublié ici.

Ô combien plus dialectiques et plus claires sont, par contre, les analyses de Trotsky qui, d'une manière critique, notait déjà en

1930 : « Le fond de la nature de cette philosophie stalinienne est très simple ; partant d'une négation marxiste d'une contradiction absolue, elle détourne la négation en contradiction absolue même si elle est relative. C'est la faute typique du radicalisme vulgaire... »

Entre démocratie et fascisme, il existe une contradiction qui n'est pas du tout "absolue", ou pour parler dans le langage marxiste, qui ne caractérise pas du tout la domination de deux classes irréconciliables. Mais elle caractérise les différents systèmes de la même classe. » (Léon Trotsky, *Le tournant du Komintern et la situation en Allemagne*).

En 1932, Trotsky a défini la nature du fascisme beaucoup plus profondément et beaucoup plus précisément que Dimitrov : « Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat exceptionnel, fondé sur l'élimination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. Le devoir du fascisme ne réside pas seulement dans la destruction de l'avant-garde prolétarienne mais aussi dans le fait de tenir la classe entière dans une situation d'éparpillement forcé. L'écrasement physique des couches les plus révolutionnaires est pour cela insuffisant. Il s'agit d'écraser toutes les organisations volontaires et indépendantes, d'éliminer tous les points d'appui et de supprimer les résultats d'un travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats. C'est sur ce travail que s'appuie aussi, en dernière instance, le Parti communiste. » (Léon Trotsky, *Et maintenant*).

Fascisme ou révolution socialiste

Il faut aller plus profondément si l'on veut trouver les véritables raisons de l'échec du Komintern, de la direction du KPD, dans le combat contre le fascisme. Echéec plus condamnable encore, dans la mesure où des dizaines de milliers de communistes ont sacrifié leur vie dans ce combat.

L'Allemagne des années 1932-1933 se trouvait devant une alternative sans merci : fascisme ou révolution socialiste !

Le stalinisme n'aurait pas survécu à une révolution socialiste victorieuse en Allemagne qui serait devenue une étape déterminante de la révolution mondiale.

La révolution généralisée en Europe aurait suivi et aurait amené sans doute un réveil du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière soviétique qui aurait balayé dans une tempête l'élite régnante bureaucratique et qui, renouant avec la révolution d'Octobre, serait devenue encore plus puissante et aurait amené la création de nouveaux soviets, organes de la révolution et du pouvoir.

Dans la politique stalinienne de cette époque, le « gentleman agreement » se manifeste d'ores et déjà entre la bureaucratie stalinienne du Kremlin et l'impérialisme, qui a trouvé à notre époque sa première expression officielle dans le pacte Staline-Hitler et est apparu de plus en plus au grand jour.

Léopold Trepper, lui-même une victime des représailles staliniennes, le chef du groupe de renseignement soviétique en France pendant la II^e Guerre mondiale connu sous le nom de *L'Orchestre rouge*, écrit dans ses mémoires : « A partir du raisonnement suivant lequel il était le père préféré des nationalistes

revanchards et de toute façon un flambeau du contre-espionnage, le parti polonais de 1938 était officiellement dissous par l'intervention communiste. Quel prétexte transparent ! Staline, qui cherchait une rapprochement avec l'Allemagne des nazis, savait trop bien que les communistes polonais ne pourraient jamais accepter ce pacte contre-nature, car il n'était réalisable que sur le dos de la Pologne. » (Léopold Trepper, *La Vérité*).

La révolution politique à l'ordre du jour

Dans les pays dominés par la bureaucratie du « socialisme réel », la révolution politique est à l'ordre du jour et elle ne peut se développer en Allemagne que comme une révolution de l'Allemagne tout entière. Le premier acte de cette révolution à venir était l'insurrection des travailleurs le 17 juin 1953. La bureaucratie régnante de l'Etat et du parti en RDA a non seulement fait écraser le mouvement du 17 juin par l'armée soviétique (la direction paralysée de la RDA en était incapable), mais elle a tout fait pour falsifier le 17 juin aux yeux des masses populaires et de beaucoup d'oppositionnels pour le faire pas-

L'absence d'un parti révolutionnaire

Il ne s'est pas réduit aux revendications économiques, ni au relèvement du niveau de vie fortement abaissé par la politique anti-ouvrière de la direction de l'Etat et du parti, mais est allé, au-delà des directions des grèves, aux comités ouvriers interprofessionnels qui ont pris en main le règlement des affaires publiques, et il a fini par les revendications pour un gouvernement ouvrier.

Malgré toute la spontanéité de ces comités, il faut les voir comme les noyaux d'un mouvement des soviets (les premiers soviets pendant la révolution russe de 1905 se sont aussi créés spontanément), comme dans chaque soulèvement révolutionnaire.

Il y eut aussi le 17 juin des destructions sans aucun sens, des actes de violence, des incendies et des pillages. Il ne faut pas regarder ces éléments, qui étaient en partie le reflet de l'immaturité du mouvement, avec les yeux d'un petit bourgeois effrayé, et ne pas perdre de vue la mesure de la dimension historique des processus révolutionnaires.

De tels faits ne sont apparus que quand le mouvement a

les ouvriers combattants en pensant que le mouvement était trop spontané, inorganisé et sans direction, et qu'il n'avait aucune chance de succès.

C'est un exemple, par excellence, de la démagogie. Personne ne remet en cause le caractère spontané, inorganisé et sans direction de ces événements. L'absence d'un parti révolutionnaire se faisait particulièrement ressentir. Dans de telles circonstances, n'aurait-il pas été du devoir du SPD, du DGB, d'aider ce mouvement et de lui donner une direction ?

On a bien sûr parlé des événements lors des informations de la radio de Berlin-Ouest, même de certaines revendications particulières des grévistes, mais l'appel à la grève générale n'a pas été diffusé sur les ondes.

Le combat révolutionnaire de toute la classe ouvrière allemande

C'est ainsi qu'on a travesti le caractère du soulèvement spontané des travailleurs, pour mas-

« Alliés » dans l'accord de Yalta et Potsdam, unis contre les intérêts de la classe ouvrière allemande, contre le renouvellement de son potentiel révolutionnaire ? De cette façon, l'année 1945 constitue une charnière de deux dates historiques : le 30 janvier 1933 et le 17 juin 1953.

La bureaucratie satellite de la RDA a continué dans la voie de la division du mouvement ouvrier allemand après 1945. C'est pour cette raison qu'elle a inventé la thèse anti-marxiste des deux nations allemandes, qui s'intègre sans faille dans la « théorie » stalinienne de la victoire du socialisme dans un seul pays. Les dogmatiques staliniens se réfèrent encore aujourd'hui, avec des nuances, à la définition connue de la nation par Staline qu'il a développée en 1913 dans son document « *Le marxisme et la question nationale* ». Ce document était loué par Lénine à cause de sa description sur la stratégie et la tactique marxistes en ce qui concerne la question nationale. Comme Trotsky l'a remarqué, cette description juste n'a par contre rien apporté de nouveau à l'arsenal de la théorie marxiste. Il est intéressant de noter que Lénine n'a jamais pris position par rapport à la définition de Staline.

Il a peut-être considéré cette définition comme scholastique, que Staline était fort bien-pensant dans ses tentatives pour « développer » la théorie marxiste. Quoi qu'il en soit, en partant des éléments rationnels mêmes de la définition de Staline, il en découle toujours la stabilité historique des nations. Il est simplement subjectiviste et volontariste de proclamer la décomposition, 40 ans après la Deuxième Guerre mondiale, de la nation allemande unie, en une partie « socialiste » et une partie bourgeoise.

La volonté pragmatique de l'isolement nationaliste de la RDA vis-à-vis du mouvement ouvrier international et de la fraction ouest-allemande du prolétariat, la volonté de stabilisation des structures bureaucratiques en vigueur sous le signe du socialisme dans un seul pays sont tellement évidentes. Si Platon vivait aujourd'hui, il aurait le cœur empli de joie à la vue de la construction pseudo-communiste de l'« Etat idéal », isolé du reste du monde !

La thèse plus tard trouvée par Staline du développement des nations socialistes est non moins un produit de l'isolement nationaliste et de la trahison de la révolution mondiale. Avec la création d'une société communiste, les nations vont disparaître en se fondant les unes dans les autres.

Pour nous, trotskystes en Allemagne, il est nécessaire de faire le lien avec le tract trotskyste cité au début de la contribution : l'unité de l'Allemagne n'est pas possible et nécessaire par des accords pourris entre bureaucratie stalinienne et impérialisme, par exemple sur la base de la théorie des convergences d'Aron, mais seulement comme résultat du combat révolutionnaire de toute la classe ouvrière allemande, et elle aura une signification fondamentale pour toute la classe ouvrière d'Europe. »



Manifestation à Berlin-Est le 17 juin 1953. Sur la pancarte, on lit : « Elections libres ! »

ser pour un « putsch contre-révolutionnaire » organisé par les agents réactionnaires de la République fédérale.

Les moyens utilisés étaient trop bien connus : témoignages forcés, procès truqués, surtout contre les responsables des grèves, rapports de presse mensongers, exploitation démagogique d'une atmosphère anti-capitaliste, faits passés sous silence, etc.

Le déroulement des événements aurait certainement été tout autre s'il s'était agi d'un putsch venant de la droite. Le mouvement a pris son point de départ précisément dans les usines et centres traditionnels du mouvement ouvrier, là où il y avait avant 1933 de fortes positions de la social-démocratie et du Parti communiste.

dépassé le cadre de la classe ouvrière et lorsque, dans la rue, beaucoup d'éléments étrangers à leur classe et des accompagnateurs ont « aidé » à leur façon. En dernière analyse, il faut dire que le 17 juin a articulé dans de multiples revendications la poussée vers la réunification de l'Allemagne, vers la reconstitution du mouvement ouvrier de toute l'Allemagne.

L'écrasement était donc un des points les plus significatifs du compromis entre stalinisme et impérialisme, compromis passé dans le but de retarder la révolution permanente des « deux partenaires ». A cette « sainte chasse aux sorcières », comme jadis, ont pris part, cette fois encore, la social-démocratie et le DGB, qui ont abandonné à leur propre sort

quer la vérité profonde du contenu du 17 juin. On se rappelle les pensées de Lénine dans *Matérialisme et empirio-criticisme*, suivant lesquelles on peut transformer chaque vérité en son contraire quand on la rend « exorbitante », quand on l'amène au-delà des limites de son utilisation.

Est-ce que l'échec du 17 juin n'est pas justement un résultat de la destruction du mouvement ouvrier allemand dans son unité, du fait qu'il a été totalement décimé et dépravé par le fascisme avec l'accord de la bureaucratie du Kremlin ?

N'est-ce pas aussi une conséquence de la division de l'Allemagne dès l'année 1945, quand le stalinisme et l'impérialisme « de l'Ouest » se sont unis sous le drapeau commun des intérêts des

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

Marx, dirigeant de la Première Internationale

La naissance, le développement et la fin de la I^{re} Internationale illustrent admirablement la conception marxiste selon laquelle le facteur objectif, c'est-à-dire le mouvement spontané de la lutte des classes, et le facteur subjectif, à savoir la construction du parti révolutionnaire, déterminent, en se combinant, le cours de l'histoire.

Vers une nouvelle vague révolutionnaire

ECRASÉ ou disloqué par la contre-révolution de 1849-1850, le mouvement ouvrier n'en continue pas moins d'exister et de reconstituer patiemment ses forces.

En Angleterre, après la fin du mouvement chartiste, ce sont les trade-unions qui prennent le relais. En Europe continentale, des sociétés ouvrières clandestines se forment et des organisations syndicales luttent pour conquérir une existence légale et aboutir à la journée de dix heures, puis de huit heures.

La crise économique de 1857-1858 contraind les gouvernements à tenir compte, au moins dans une certaine mesure, des revendications prolétaires. De plus, tandis que la Révolution de 1848 n'avait directement affecté que l'Europe occidentale et centrale, de nouveaux événements mettent en cause l'ancien ordre social et politique dans l'empire russe et aux Etats-Unis, et donnent un caractère encore plus international au devenir historique.

En Russie, Alexandre II abolit partiellement le servage (1861) pour prévenir la montée des périls révolutionnaires. Mais la Pologne une nouvelle fois se soulève (1863), et les assemblées locales (Zemstvos) s'efforcent, l'année suivante, de se donner un rôle politique.

Aux Etats-Unis, la guerre civile met aux prises la bourgeoisie du Nord et les propriétaires terriens du Sud, en relation avec le problème de l'abolition de l'esclavage (1861-1865).

Un peu plus tard (1867), Marx écrit, à ce propos, dans la Préface au *Livre Premier du Capital* : « Il ne faut pas se faire d'illusions. De même que la guerre de l'indépendance américaine, au XVIII^e siècle, a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne en Europe, de même la guerre civile américaine, au XIX^e siècle, a sonné le tocsin pour la classe ouvrière européenne. » De fait, quatre ans après cette prévision, se produisait la Commune de Paris.

Tel était, au début des années 1860, le contexte dont allait naître la I^{re} Internationale.

L'Association internationale des travailleurs

A l'occasion de l'Exposition universelle de Londres, en 1862, des militants ouvriers français et anglais avaient noué des contacts en cherchant à se dégager de la tutelle que les gouvernements prétendaient leur imposer.

En 1863, une nouvelle rencontre a lieu en vue d'organiser une lutte commune contre l'oppression russe en Pologne. Enfin, c'est dans un meeting tenu à Londres, dans le hall Saint-Martin, le 28 septembre 1864, qu'est proclamée l'Association internationale des travailleurs et qu'est élu un Comité provisoire chargé d'organiser l'Association.

De cette date à la Conférence de Londres, tenue du 25 au 29 septembre 1865, Marx a joué un rôle considérable dans le comité provisoire pour que l'Association se construise sur une base prolétarienne révolutionnaire.

Il lui a fallu la dégager de l'esprit mutualiste et réformiste qui caractérisait certains représentants des trade-unions britanniques. Il lui a fallu l'arracher au nationalisme petit-bourgeois des réfugiés politiques bourgeois polonais et italiens, tendant à subordonner la lutte des classes à la question nationale dans leur propre pays, c'est-à-dire en l'occurrence à la direction de la bourgeoisie.

Il lui a fallu enfin combattre les tendances proudhoniennes des militants français ou suisses qui, comme Tolain, Murat et Fribourg, se méfiaient de la lutte politique et prétendaient maintenir le mouvement ouvrier sur le terrain économique des mutuelles, des coopératives et des syndicats.

On comprend que le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni en 1868 à Bruxelles, ait voté une ovation à Karl Marx, car, sans lui, sans ses efforts tenaces et son enseignement scientifique, l'Association ne serait pas devenue, en quatre ans, une première direction internationale du mouvement ouvrier.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

D'où vient que Marx ait pu jouer, à la tête de la I^{re} Internationale, le rôle éminent qui fut le sien de 1864 à 1873 ? Riazanov donne à cette question un élément de réponse en écrivant : « Le secret de sa réussite réside dans le talent extraordinaire (ce que reconnaît même son ennemi Bakounine) qu'il apporta à la composition de l'Adresse inaugurale de l'Internationale. »

De fait, le texte proposé par Marx au Comité provisoire l'emporta sur d'autres textes présentés par des militants italiens et français parce qu'il exprimait fondamentalement le mouvement historique de la classe prolétarienne, et parce que sa cohérence et sa clarté lui donnaient une supériorité incontestable sur les autres projets.

De même que *Le Manifeste du Parti communiste* avait déclaré en 1848 : « Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat », le texte de l'Adresse, proposé par Marx en 1864, se résumait dans la phrase suivante : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Le « secret » des « réussites » de Marx dans la bataille pour l'Adresse inaugurale et dans les débats de la direction de l'Internationale pendant neuf ans ne se réduit pas à son « talent extraordinaire » au demeurant évident. Car, en définitive, il n'y a pas de « secret » en la matière. Il y a le fait

que Marx, en raison de son savoir scientifique et de son expérience révolutionnaire antérieure au comité central de la *Ligue des communistes* était celui qui pouvait au plus haut point exprimer le mieux le « mouvement réel » du prolétariat et les conditions de sa transformation de classe-en-soi en classe-pour-soi, de classe exploitée en classe révolutionnaire, capable de vaincre et de détruire la bourgeoisie. C'est précisément cela que l'on appelle le génie qui, loin de provenir d'un « secret » ou d'un « mystère », résulte de la rencontre et de la coïncidence entre le processus historique et l'individu capable, en relation avec d'autres, de l'exprimer mieux que d'autres, et par là même de contribuer, d'une manière décisive, à l'orienter.

Le Conseil général de l'Internationale

En vertu de ses statuts, l'Association internationale des travailleurs rassemblait des sections nationales qui englobaient elles-mêmes des organisations politiques et des organisations syndicales. Son instance suprême est le congrès international qui devait se réunir chaque année. Le congrès élitait un conseil central qui prit plus tard le titre de Conseil général et qui était chargé de diriger l'organisation sur la base des orientations décidées par le congrès.



Marx participa au Conseil général comme délégué des travailleurs allemands. Des membres du conseil proposèrent de créer une présidence et de la lui confier. Il s'y refusa énergiquement comme à toute autre manifestation de ce que l'on devait appeler plus tard le « culte de la personnalité ». En fait, la présidence du conseil était tournante, et l'influence que Marx exerça sur ses collègues ne résultait d'aucun statut privilégié. Elle provenait de sa capacité de faire prévaloir, au terme de discussions souvent longues et difficiles, le point de vue de la classe ouvrière sur toute considération étrangère, c'est-à-dire sur toutes les formes de subordination aux intérêts bourgeois.

Au cours des différents congrès de l'Internationale, à Genève en 1866, à Lausanne en 1867, à Bruxelles en 1868 et à Bâle en 1869, il est arrivé que les proudhoniens puis les bakouninistes obtiennent la majorité sur certaines motions. Surveillés étroitement par la police et en proie à de sérieux ennuis de santé, Marx ne pouvait pas, le plus souvent, quitter l'Angleterre. Aussi son combat pour l'indépendance de classe de l'Internationale et pour le maintien de son caractère révolutionnaire se déroulait-il principalement dans le Conseil général. Il a d'ailleurs écrit, en 1871, que l'histoire de

l'Internationale avait été une lutte continue du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentèrent toujours de se maintenir contre le « mouvement réel de la classe ouvrière » au sein de l'Internationale elle-même.

Au moment du déclenchement de la guerre franco-allemande de 1870, et durant le temps de la Commune de Paris, en 1871, le rôle du Conseil général s'est révélé capital et, au sein du conseil, l'influence de Marx décisive. Nous y consacrerons notre prochain article.

Ce qui opposa réellement Marx et Bakounine

La crise économique de 1867 s'accompagne d'une nouvelle poussée du mouvement ouvrier révolutionnaire. Les sections nationales et les groupements de base de la Première Internationale voient progresser sensiblement leurs effectifs. L'orientation proposée et défendue par Marx, à savoir la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, est amplement confirmée par la vague de grèves qui déferle sur l'Europe en 1868-1869.

Rien n'est donc plus urgent, pour l'Internationale, que de se renforcer comme organisation centralisée du prolétariat face aux dangers croissants de guerre et de faire prévaloir l'internationalisme prolétarien sur les forces de dislocation du mouvement ouvrier que la bourgeoisie met en œuvre contre lui.

C'est dans cette conjoncture que Bakounine et ses adeptes entrent en guerre contre le conseil général de l'Internationale, et multiplient les manœuvres scissionnistes qui aboutiront en 1874-1876, à la fin de l'Association. Au Congrès de Bâle, Bakounine dépose une motion en faveur de l'abolition complète de l'héritage, alors que les partisans du socialisme scientifique se prononcent pour la collectivisation de la propriété des instruments de production. Pour eux, l'abolition de l'héritage est une manière de prendre le problème à l'envers, car, tant que la propriété des moyens de production n'aura pas été collectivisée, l'héritage persistera et réapparaîtra.

Fondamentalement, Bakounine s'oppose au socialisme scientifique sur les points suivants :

1. Il ne faut pas remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat ouvrier ; il faut tout de suite détruire l'Etat et instaurer immédiatement de libres communautés de producteurs.

2. Le prolétariat ne doit pas avoir d'activité proprement politique, son arme par excellence devant être la grève générale ; après la destruction de l'Etat, chaque petit groupe humain devra se proclamer indépendant et former avec les autres une fédération de petites communes libres.

3. L'Internationale ne doit pas être une organisation centralisée ; chacun de ses groupements de base doit être autonome et agir selon les moyens qu'il jugera bons : ici, la lutte de masse, ailleurs, le terrorisme individuel.

Les historiens bourgeois ont réduit l'opposition précédente à un conflit entre la personnalité de Marx et celle de Bakounine, voire à une bataille entre une conception « allemande » et une conception « russe » du socialisme. En réalité, il s'agit de l'antagonisme entre, d'une part, le socialisme scientifique élaboré par Marx,

Engels et leurs camarades de combat depuis 1845-1848, et, d'autre part, l'anarchisme, forme du libéralisme bourgeois poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences logiques, et qui parviendra, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, à devenir un courant du mouvement ouvrier.

Les activités anti-centralistes et souvent scissionnistes des bakouninistes ont affaibli l'Internationale à la veille de la guerre franco-allemande et de la révolution prolétarienne à Paris. Aussi, durant cette période, c'est l'action du Conseil général de l'Association qui a constitué la contribution essentielle du mouvement ouvrier international dans le cours tumultueux des événements, comme nous le montrerons dans l'article suivant.

Vers la Deuxième Internationale

L'écrasement de la Commune de Paris et la répression généralisée qui s'ensuivit favorisèrent le jeu des forces centrifuges, notamment les menées des bakouninistes, dans l'Association internationale des travailleurs. Le Congrès de La Haye (1872) prononce l'exclusion de Bakounine et adopte la proposition de Marx et d'Engels de transférer le siège du Conseil général à New York. C'est la fin de la Première Internationale qui se survivra formellement jusqu'en 1876.

Marx et Engels ont procédé à une sorte de liquidation de l'Association non seulement pour faire échec aux intrigues bakouninistes, mais surtout pour permettre, au-delà d'une organisation désormais dépassée, d'avancer dans la voie de la construction d'une Internationale plus puissante.

A ce propos, Engels écrivait à Sorge, membre du Conseil général new-yorkais : « L'Internationale a dominé dix années l'histoire européenne d'un certain côté, du côté où est l'avenir, et elle peut regarder fièrement en arrière sur son œuvre. Mais elle s'est survécue sous sa forme ancienne. Je crois que la prochaine Internationale sera, après que les écrits de Marx auront agi quelques années, directement communiste et qu'elle implantera nos principes. »

Effectivement, la Deuxième Internationale naîtra en 1889 et sera l'Internationale des premiers grands partis ouvriers, dont le plus important, le Parti social-démocrate d'Allemagne, sera, pendant vingt ans, le centre du rayonnement du marxisme.

Les dix années de la Première Internationale ont correspondu à la période la plus féconde et la plus efficace de la vie de Marx. Contrairement aux idéologues bourgeois et stalinien qui le présentent aujourd'hui comme ayant été surtout un penseur, un théoricien, il nous faut rappeler que Marx a été le principal dirigeant de la Première Internationale et que ses œuvres scientifiques, notamment le *Premier Livre du Capital* paru en 1867, n'ont de sens que par rapport à son action continue au service du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La nécessité d'une direction internationale de ce mouvement, telle qu'elle apparaît à travers la continuité des quatre Internationales et dans la lutte actuelle pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est Karl Marx qui l'a, le premier, démontrée dans et par son œuvre théorique et son action militante et dirigeante, inséparables et indissociables l'une de l'autre.

Pierre Fougeyrollas.

Etat et formes de domination de la bourgeoisie

Dans le 3^e chapitre du *Programme de transition*, intitulé *Programme minimum et programme de transition*, Trotsky écrit : « La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme minimum, dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas — la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. »

QUE partout dans le monde, les mots d'ordre et revendications démocratiques des masses exploitées se « heurtent directement aux tendances destructives du capitalisme décadent », que les tendances totalitaires développées tant par l'impérialisme que par la bureaucratie donnent de plus en plus d'importance aux mots d'ordre et aux tâches démocratiques dans le combat pour le triomphe de la révolution socialiste, pour la victoire de la révolution prolétarienne, voilà une question sur laquelle il est nécessaire de revenir.

Saisir la place des mots d'ordre démocratiques dans le combat du prolétariat pour en finir avec la vieille société d'exploitation est aujourd'hui capital. Il ne s'agit pas là de vieilleries que l'histoire aurait d'ores et déjà enterrées et dont le prolétariat devrait se désintéresser. A l'inverse, la perpétuation de l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, fait de ces questions des questions fondamentales dans la mobilisation des masses pour la révolution prolétarienne dans tous les pays : dans les pays impérialistes comme dans leurs colonies ou semi-colonies, dans les pays capitalistes ou dans les Etats ouvriers bureaucratiques.

En quoi dans la lutte que la classe ouvrière mène pour son affranchissement les mots d'ordre démocratiques, la démocratie elle-même ont-ils une importance énorme ?

Nous le savons, Marx, Engels, Lénine et Trotsky nous l'ont appris : sous le système capitaliste, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, quelle que soit la forme sous laquelle la bourgeoisie exerce sa domination sur le prolétariat et les autres couches exploitées des villes et des campagnes, il s'agit toujours de la dictature de la classe bourgeoise. L'Etat bourgeois quel que soit sa forme — parlementaire, bonapartiste ou fasciste — est toujours la dictature du capital sur le travail salarié.

Une différence considérable

Mais du point de vue du prolétariat, si on prend la situation et les rapports entre toutes les classes, la différence entre ces diverses formes de domination de classe de la bourgeoisie est immense.

Dans le parlementarisme, utilisant le Parlement, les diverses couches de la bourgeoisie règlent « démocratiquement » leurs relations et leurs conflits, les banques, la grande finance restant maîtres du jeu et utilisant pour ce faire tous les partis bourgeois. Ce système permet une certaine représentation des masses des villes et des campagnes

tirer du suffrage universel et de la participation des partis ouvriers aux élections. Trahisant les enseignements de Marx et d'Engels, les partis social-démocrates devenaient des partis ouvriers parlementaires substituant à la lutte des classes, à la lutte pour la dictature du prolétariat, la collaboration de classes.

Le parlementarisme, avec l'existence de ses libertés individuelles et collectives, permet que les classes aient leur propre forme d'organisations indépendantes qui s'affrontent « librement » dans le cadre déterminé cependant du respect de la propriété privée et de l'instrument de sa protection : l'Etat lui-même ; par exemple, c'est contre les coups de fusil de la bourgeoisie que les ouvriers français, un des pays représentatifs de la démocratie parlementaire bourgeoise, ont conquis le droit de grève. Comme l'explique Trotsky :

« Pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est

en même temps démontré par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. »

Cette existence de foyers de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois, qui du point de vue de la classe ouvrière caractérise précisément les régimes démocratiques bourgeois parlementaires, ne change pas le caractère de l'Etat bourgeois comme domination pleine et entière du capital sur le travail. L'Etat n'est pas indépendant. Quelque « démocratique » que soit l'impérialisme, il reste un Etat bourgeois oppresseur de ses propres exploités comme des pays coloniaux et semi-coloniaux qui demeurent des pays opprimés quel que soit le degré d'indépendance formelle de ces pays semi-coloniaux par rapport aux métropoles impérialistes, ainsi que nous l'a montré la guerre des Malouines par exemple.

Mais pour le prolétariat et les masses exploitées des villes et des campagnes, il n'est nullement indifférent que la domination de classe de la bourgeoisie s'exerce par l'intermédiaire d'un régime de démocratie bourgeoise ou par l'intermédiaire du fascisme ou d'un bonapartisme policier.

Régime politique de luxe, le parlementarisme coûte cher et exige d'énormes moyens, c'est pourquoi il ne s'est établi de manière stable que dans les pays impérialistes dominants qui pillaient allègrement leurs colonies ou semi-colonies.

La signification historique du fascisme

Mais la bourgeoisie a partout mené la société à la banqueroute. « Elle n'est plus capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut supporter plus longtemps l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique. » « La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique. »

Dans la période de pourriture du capitalisme, celui-ci non seulement ne peut plus donner de nouvelles réformes aux masses, mais partout il est contraint de reprendre même les anciennes. C'est la décomposition du régime capitaliste qui voit partout les capitalistes et leurs gouvernements pratiquer des politiques de contre-réformes réactionnaires sur le plan politique comme sur le plan économique.

« Le fascisme, dit Trotsky, a comme fonction essentielle et unique la destruction jusque dans leur fondement de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne.

Le système du fascisme est basé sur la destruction du parlementarisme... La victoire du fascisme aboutit à l'accaparement direct et immédiat par le capital financier de tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'Etat et l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les syndicats, les coopératives. »

Lorsque les fascistes, la police, le corps des officiers, les bandes armées du capital financier veulent en finir avec la démocratie bourgeoise, la classe ouvrière, ses partis et organisations ne peuvent être neutres. Comme le dit Trotsky : « Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent contre le fascisme même la démocratie bourgeoise pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. » (« Contre le défaitisme en Espagne », L. Trotsky). Parce que précisément, quand les partisans de la dictature ouverte engagent l'action pour prendre le pouvoir ils le font en liaison avec l'appareil d'Etat quand ce n'est pas la police ou les forces armées elles-mêmes qui passent directement à l'action, la lutte contre le fascisme ne peut avoir pour point de départ que le prolétariat et ses organisations, ses méthodes, dans lesquelles sont concentrées toute son expérience historique de lutte contre la société bourgeoise et non l'abstraction de « l'Etat démocratique » qui précisément a montré sa faillite.

Un point de vue de classe

En août 1917, placé face au coup d'Etat de Kornilov, le Parti bolchevique a appelé à la lutte inconditionnelle contre le coup d'Etat militaire, ne posant aucune condition au gouvernement Kerensky pour s'engager dans la lutte, pas plus qu'il ne prenait d'engagement vis-à-vis de la politique de Kerensky.

C'est sous son propre drapeau, par les méthodes propres aux masses, que le parti de Lénine a appelé celles-ci à se mobiliser contre Kornilov.

Là est la seule voie, comme l'ont montré positivement en Allemagne en 1920 la grève générale contre le putsch, le coup d'Etat militaire organisé par Kapp et Von Lüttwitz, la réalisation du front unique à l'appel du dirigeant ultraréformiste Legien.

Partir du point de vue de classe, du point de vue de l'organisation du prolétariat, ne veut pas dire que dans les pays où règne la dictature ouverte du capital financier ou de ses compradores, la question des mots d'ordre démocratiques, des formules de la démocratie, telle que la liberté d'association, de presse, de réunion, ne se pose pas. Bien au contraire, ces formules peuvent jouer un rôle énorme comme moment du mouvement indépendant du prolétariat entraînant derrière lui les masses citadines et campagnardes avec ses méthodes, sa discipline. Mais, nous explique Trotsky dans le *Programme de transition*, elles « ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie » comme ce fut le cas en Espagne durant la guerre civile.

Nous aborderons dans le prochain article le problème des revendications démocratiques dans les régimes bonapartistes ou semi-bonapartistes des pays capitalistes avancés.

Cesar Corte



L'alliance du sabre et du goupillon.

JUILLET 1936

La révolution espagnole

C E n'est pourtant pas la question qui s'impose à l'examen de l'histoire européenne des années 1930. La classe ouvrière allemande, après tout, n'a pas payé au régime hitlérien, à travers la répression, puis la guerre, un tribut moins lourd. La différence est seulement — mais un « seulement » qui revêt une importance capitale — que le combat se prolongea pendant presque trois ans en Espagne.

En Allemagne, en 1933, le parti nazi, les SA et les bandes armées de Hitler se sont emparées du pouvoir en quelques semaines, ont réussi à détruire l'ensemble des organisations ouvrières, reprendre les droits et conquêtes démocratiques de décennies de luttes ouvrières, sans avoir à livrer un combat armé digne de ce nom. En 1934, en Autriche, les milices du chancelier social-chrétien Dollfuss n'ont eu besoin que de quelques bombardements de quartiers ouvriers et moins d'une semaine de combats de rue pour venir à bout de la résistance des milices ouvrières socialistes du *Schützbund* et anéantir aussi le mouvement ouvrier et ses conquêtes.

En 1936, le coup d'Etat militaire conduit en Grèce par le général Metaxas contre une classe ouvrière qu'il jugeait dangereusement et excessivement « révolutionnaire » l'a également emporté en quelques heures, parquant en camp de concentration tous les cadres du mouvement ouvrier et les organisateurs des paysans pauvres.

Un élan sans précédent des masses

Ce ne fut pas le cas en Espagne. Au soulèvement préventif des généraux, cherchant en juillet 1936 à éviter la révolution, répondit un élan sans précédent des masses qui, armées de bric et de broc, ont réussi à vaincre les troupes mutinées dans les principaux centres, puis, dans les pires conditions matérielles et politiques, à résister presque trois années durant à une armée moderne, renforcée par du matériel et des contingents allemands et italiens, cependant que les autres puissances organisaient autour de la révolution espagnole le blocus de la « non-intervention ».

Dans cette période des années 1930 où le fascisme et la réaction, sous les formes les plus diverses, lancent la plus sanglante des offensives de destruction pour empêcher la révolution qui menace, la révolution éclate, précisément pour cette raison, en Espagne, et oblige la contre-révolution à une longue guerre qui lui avait été épargnée dans les autres pays d'Europe.

La question posée par l'histoire est au fond très simple : pourquoi est-ce seulement l'Espagne ouvrière et paysanne qui a été capable d'opposer une telle résistance ? Pourquoi, dans ce pays, les masses ne se sont-elles pas laissées vaincre sans combat comme ce fut le cas en Allemagne, en Autriche et en Grèce dans la même période ? En d'autres termes, quel est le sens de cette « exception » espagnole qui n'est pas près de s'effacer de la mémoire des hommes ?

L'Espagne des années 1930 n'échappe pas évidemment au contexte mondial marqué par la crise de 1929. Amortie d'une certaine façon par son arriération même, la crise économique signifie au moins que

Il y aura bientôt quarante-sept ans, le 19 juillet 1936, commençait ce que les livres et la presse appellent simplement « la guerre d'Espagne », en réalité la dernière révolution ouvrière et paysanne de l'entre-deux guerres mondiales, obstinément présentée par certains comme si elle n'avait constitué qu'une répétition générale et la préface de la Deuxième Guerre mondiale.

Il ne manquera pas de bons esprits pour souligner de quel prix le peuple espagnol payait ces années de dur combat pour la liberté, la décimation de toute une génération de militants et de combattants.

L'Espagne n'a plus les perspectives de développement que lui avait ouvertes la guerre et qu'elle est donc condamnée à de violentes convulsions et à une crise sociale comme politique.

Et c'est la raison pour laquelle, alors que se manifeste dans toute l'Europe la crise du régime parlementaire, l'Espagne des années 1930 semble s'y engager, à contre-courant de l'histoire : l'élimination sans douleur du dictateur Primo de Rivera, l'abdication d'Alphonse XIII après un vote municipal ouvrent une République espagnole au moment où descend le crépuscule des républiques bourgeoises d'Europe.

Il n'y a pourtant rien de vraiment exceptionnel en Espagne sur ce plan : moins que la Phalange, c'est sans doute la droite du « Chef » Gil Robles qui semble incarner alors la variété espagnole du « fascisme », et les cadres mêmes du Parti socialiste espagnol, après le désastre de la collaboration avec les républicains bourgeois et le retour en force en 1933 de la réaction dans les deux années noires, le *bienio negro*, commencent à comprendre que c'est la survie même de leur parti qui se trouve en jeu et non une simple « alternance ».

Une tâche impossible

Ce dont rêvent, au lendemain de la « révolution » d'avril 1931, socialistes et bourgeois démocrates ou libéraux, c'est en fait de libérer l'Espagne de son arriération, de l'ouvrir, de la « moderniser » : une tâche de toute évidence impossible dans la mesure même où la bourgeoisie espagnole est étroitement liée à une oligarchie où s'entrecroisent les éléments divers de la vieille Espagne, Eglise, noblesse et grands propriétaires, capital aristocratique et ecclésiastique aussi bien que financier. Et comment moderniser réellement la vieille Espagne sans toucher aux positions de l'armée et de l'Eglise ?

L'idée même d'une « modernisation » n'obtenait quelque crédit que par la participation des socialistes en tant que représentants des travailleurs, et leurs efforts pour freiner leurs partisans et donner au nouveau régime un visage acceptable et respectable aux yeux des partisans de l'ancien. Contre eux, pourtant, et sans la moindre reconnaissance, se déclarent leurs ennemis mortels en lutte contre « la révolution », pour « la patrie, la religion, l'ordre, la famille, la propriété », contre tout ce qui est « anti-Espagnol » et inspiré par Satan.

Leur politique d'invectives, de démonstrations de force, d'intimidations, contribue de façon importante à faire reculer les partisans, même sincères, de la « modernisation ».

En fait, l'Espagne des années 1930 donne une image très claire du développement dialectique de la révolution et de la contre-révolution étroitement enlacées et se conditionnant l'une l'autre. La victoire de Hitler en

Allemagne, le régime de terreur imposé par les nazis au pouvoir constituent une leçon dont les travailleurs espagnols ne connaissent sans doute pas le détail, mais dont ils ne sous-estiment pas l'importance.

Après des années d'une politique forcenée de division des socialistes et des communistes comme des anarchistes, la réalisation en 1934 de l'Alliance ouvrière crée un courant unitaire que personne ne pourra remonter. Le mot d'ordre de l'union des travailleurs (« *Unité, frères prolétaires !* ») est le cri de guerre de l'Espagne ouvrière.

Les deux premières années de la II^e République ont apporté de cruelles déceptions mais aussi de précieuses leçons : on sait désormais — même au niveau des dirigeants — qu'un socialiste ministre a d'énormes difficultés, pour ne pas dire qu'il ne peut pas être un socialiste ministre, et que la participation des socialistes au gouvernement a seulement permis de canaliser un mouvement de masses qu'aucune autre force politique n'aurait pu apaiser.

Les cris de revanche de la droite, les gesticulations des apprentis-dictateurs, le maintien dans les postes clés de la police et de l'armée de partisans déterminés de l'ancien régime attendant l'heure pour frapper, contribueront, parce qu'ils sont facteurs d'une expérience vécue, à ce phénomène qu'on a appelé la « radicalisation » des travailleurs espagnols, qui s'est traduit avec une particulière vigueur au sein même du Parti socialiste, entraînant au passage de vieux dirigeants résolument réformistes jusque-là, comme Largo Caballero, baptisé à l'époque le « Lénine espagnol ».

Radicalisation du Parti socialiste lui-même ? C'est beaucoup dire. Mais, en la reflétant, à sa façon, le PSOE a contribué de façon considérable à nourrir cette radicalisation, à alimenter la détermination des masses à ne plus se laisser duper, finalement à ouvrir en paroles la perspective de la révolution sans pour autant la préparer.

Dans les premiers mois de 1936 en tout cas, au lendemain de la victoire électorale du Front populaire qui propose, pour la deuxième fois en cinq ans, un programme de modernisation dans l'ordre et le respect de la propriété, c'est l'initiative des travailleurs, et non l'orientation et les consignes de « paix sociale » lancées par les dirigeants, qui donne à la situation son caractère pré-révolutionnaire : attaque des prisons et libération des prisonniers politiques sans attendre le vote de l'amnistie, grèves pour imposer la réintégration de tous les travailleurs licenciés depuis 1933 pour raisons politiques, saisie de l'entreprise en réponse au lock-out, occupation et mise en culture au profit de tous des terres des grands propriétaires, formations paramilitaires de défense contre les groupes d'assaut de la Phalange ou des JAP de Gil Robles.

Echec du coup d'Etat militaire

Les éléments de la guerre civile naissent de contradictions inconciliables et chacun fourbit ses armes. L'oligarchie dirigeante, elle, dispose des forces militaires qui relèvent nominalement de la République. Le coup d'Etat militaire vise à prendre les travailleurs par surprise et à les écraser avant qu'ils se soient lancés à l'assaut. Il échoue cependant dans la plus grande partie du pays. Pourquoi ?

Examinant la situation au lendemain du soulèvement des généraux Sanjurjo, Franco, Mola, Queipo de Llano et autres le 19 juillet 1936, j'ai écrit dans mon livre sur *La Révolution et la guerre d'Espagne* (rédigé avec Emile Témime) :

« Le *Movimiento* (le soulèvement des généraux) l'emporte en effet très vite chaque fois que les insurgés prennent de vitesse l'organisation de leurs adversaires ; il l'emporte aussi, avec un peu de retard, chaque fois que les dirigeants ouvriers se laissent abuser par les déclarations de loyauté des officiers. Dans cette mesure, il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot dans leur perspective politique même, que réside la clé de l'issue des premiers combats.

Chaque fois, en effet, que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent.

Par contre, le *Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs ou de l'attitude des pouvoirs publics « légitimes ». »

La question posée plus haut se ramène donc à une autre, plus précise. Pourquoi les ouvriers espagnols — et pas les ouvriers allemands, autrichiens ou grecs — ont-ils été capables en 1936 de rompre, lors de l'insurrection militaire, avec la politique de capitulation de leurs dirigeants, en l'occurrence de tourner le dos, en prenant les armes à la main, à la politique de front populaire ?

Sans doute, parce que, après les expériences allemande et autrichienne, après la récente expérience espagnole du *bienio negro*, ils étaient moins enclins à accepter pour argent comptant les paroles des marchands d'illusions. En grande partie, parce qu'ils possédaient, avec la CNT d'inspiration anarcho-syndicaliste, un cadre d'organisation reposant sur

les « syndicats uniques », c'est-à-dire les syndicats d'industrie, qui se révélait un outil apte au combat en même temps que le réceptacle d'une tradition de combativité et d'initiative ouvrière, d'antimilitarisme conscient aussi, et la pépinière d'éléments « radicaux » enthousiastes, déterminés et que n'avaient brisés aucune expérience de laminage par un appareil politique.

Mais aussi et surtout du fait de la faiblesse du Parti communiste d'Espagne. Longtemps marginalisé par sa politique hystérique de division du mouvement ouvrier, rallié à la onzième heure à l'unité ouvrière en 1934 pour se faire, dans la foulée, le chantre de cette alliance avec les républicains bourgeois dont les socialistes se détournèrent au même moment sous la poussée de leur base, il n'influençait aucun secteur ouvrier décisif et ne s'était pas encore dégagé de la dose de démagogie qu'il lui avait fallu déployer pour gagner les Jeunesses socialistes radicalisées désireuses de « révolutionnariser » leur parti.

Nous en avons dit assez du Parti socialiste pour faire comprendre qu'il n'était pas capable de faire obstacle à la « radicalisation » des masses dans la période précédant l'explosion de la guerre civile, il l'était évidemment moins encore quand l'offensive des généraux mettait sa propre mort à l'ordre du jour.

L'unique voie possible

En Espagne, dans les journées qui ont suivi le 19 juillet 1936, secouant pour un bref laps de temps le joug de leurs organisations traditionnelles et de leur politique conservatrice revêtue des couleurs du Front populaire, les travailleurs espagnols ont déclenché la révolution que les généraux avaient voulu empêcher.

Nous savons qu'ils n'ont pu finalement la mener à bien et ont dû plier devant la coalition de l'impérialisme mondial et du stalinisme conjuguant leurs efforts, relayés, au sein du camp républicain lui-même, par la politique de toutes les directions du mouvement ouvrier. Il reste qu'ils ont montré l'unique voie possible.

Et, pour terminer, à l'adresse des bons apôtres qui versent des larmes de crocodile sur les millions de morts espagnols et parlent de la guerre civile comme si elle constituait le Mal en soi, deux questions :

Si la révolution avait triomphé en juillet 1936, non seulement dans Barcelone et Madrid mais dans le pays tout entier, qui peut affirmer que le régime de Mussolini, par exemple, n'aurait pas au moins tremblé sur ses bases et que la révolution espagnole, au lieu d'être la préface de la guerre, aurait été celle d'une révolution européenne ?

Et inversement, si Franco et ses sbires avaient triomphé sans combat, « à la Hitler », en 1936, ne peut-on penser que l'Espagne aurait été entraînée directement dans la Deuxième Guerre mondiale, peut-être même en être un des champs de bataille ?

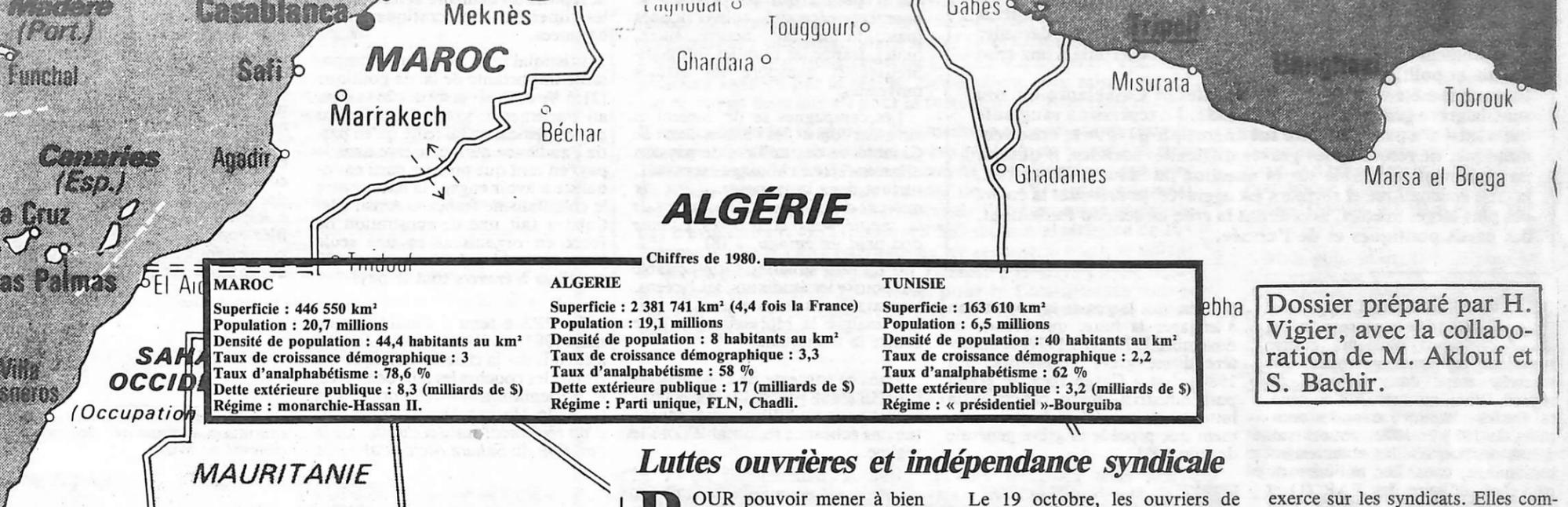
Il n'y avait en 1936 aucune voie pacifique de transformation pour l'Espagne. Mais il n'y en avait pas non plus pour le reste du monde.

Pierre Broué

Les dossiers de Tribune

LE MAGHREB

I. L'unité maghrébine



Dossier préparé par H. Vigier, avec la collaboration de M. Aklouf et S. Bachir.

EDITORIAL

Le 26 février 1983, dans le village frontalier algérien Akid-Loutfi, Hassan II et Chadli Bendjedid se rencontrent. Visite surprise, car intervenant après de longues années de différends opposant les deux pays à propos de la question du Sahara occidental. Le 27 avril, à Tanger, se réunissent les représentants des trois grands partis (FLN algérien, Istiqlal marocain, Parti destourien de Tunisie), déjà présents dans la même ville en avril 1958 au moment où se déroulait la bataille du peuple algérien pour son indépendance.

Vingt-cinq ans après, au sommet « Tanger II », resurgissent les images de l'unité du Maghreb, étalées dans la presse et reprises abondamment dans les discours officiels des trois pays, comme devant enfin se réaliser. Ces « retrouvailles » des différents gouvernements en place, est-ce là l'unité du Maghreb, tant désirée par les peuples de cette région ?

Sous la domination coloniale française, l'aspiration à l'unité maghrébine a toujours été ressentie comme une impérieuse nécessité et l'histoire des résistances populaires et ouvrières à cette occupation coloniale est jalonnée par la construction d'organisations revendiquant l'indépendance des trois pays dans un cadre unifié. L'Etoile nord-africaine en 1926, le Comité pour la libération de l'Afrique du Nord en 1948, sous le patronage d'Abdelkrim (instigateur de la révolte du Rif en 1922) constituant ainsi autant de points de référence.

Mais dès 1962, les espoirs des peuples du Maghreb devaient se heurter à la réalité des politiques des gouvernements bourgeois en place. En 1963, éclate la guerre entre l'Algérie et le Maroc à propos du contrôle de la région de Tindouf, située dans le Sahara occidental. La frontière entre l'Algérie et le Maroc (dessinée par les officiers français de l'armée coloniale au moment de la conquête du Sahara) resta incertaine, pour une grande partie de sa zone saharienne, jusqu'à la fin de la période coloniale. Les dirigeants des grandes firmes françaises, qui connaissaient de longue date l'existence d'importants gisements de minerai de fer dans cette région de Tindouf, hésitèrent longtemps entre son rattachement au Maroc pour profiter de certains avantages attachés à ce protectorat, et son rattachement à l'Algérie qui, pensaient-ils, assurait une plus grande sécurité politique.

L'attribution de la région de Tindouf à l'Algérie et la guerre qui en découle illustrent à quel point les bourgeoisies compradore continuent de se référer et d'évoluer dans le cadre fixé par l'impérialisme français.

Le mythe des « retrouvailles »

Le partage du territoire litigieux au Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie décidé le 14 novembre 1975 par l'Espagne, et qui est à l'origine du conflit actuel entre le Maroc et l'Algérie, démontre aussi qu'en fait « d'unité maghrébine », les représentants des Etats bourgeois se battent pour un tracé de frontière permettant l'exploitation d'un des plus grands gisements de phosphates du monde (Boucras, découvert vers 1970 et situé dans la partie contestée du Sahara occidental).

Comment dans ces conditions parler « d'unité maghrébine », surtout lorsqu'on examine le degré de dépendance extrême vis-à-vis du marché mondial, de l'impérialisme, situation qui ne fait que s'accroître au fil des années ? Ainsi l'Algérie importe de considérables quantités de céréales (la production de céréales a diminué de 30 % depuis l'indépendance), importations qui absorbent une part de plus en plus grande du revenu des hydrocarbures, la principale des exportations soumises aux fluctuations du marché mondial (la production pétrolière est tombée en 1982 à 650 000 barils par jour contre plus d'un million en 1978-1979).

Au Maroc, malgré « l'aide » de l'impérialisme américain, la situation financière devenant de plus en plus mauvaise, le gouvernement a décidé, dans le cadre du plan de restructuration du Fonds monétaire international, de réduire en juin 1981 massivement les subventions destinées à maintenir le prix des produits de première nécessité (cf. article sur le Maroc).

En Tunisie, dont la dette extérieure en 1981 est de 3,4 millions de dollars, existe aussi l'endettement massif, une industrie déficitaire que les banques ne veulent plus financer, la ruine des campagnes et l'exode rural, le chômage dans les villes (en 1982, 16 000 nouveaux demandeurs d'emploi s'ajoutant aux 400 000 déjà existants - cf. article sur la Tunisie).

La faillite économique et politique des régimes s'accompagne d'un recours à la répression, l'atteinte aux libertés démocratiques. Arrestations de militants syndicaux et politiques (USFP, UNEM) au Maroc et emploi de la torture ; préparation de procès en Algérie ; arrestations d'enseignants, d'étudiants, d'ouvriers en Tunisie, défendus par la Ligue des droits de l'homme de ce pays : **le Maghreb des Etats est une prison pour les peuples.**

Ce ne sont pas les « retrouvailles » Hassan II-Chadli-Bourguiba qui peuvent faire l'unité maghrébine. Mais bien plutôt les dockers d'Alger ou les cheminots du Maroc aujourd'hui en grève, les jeunes qui exigent la reconnaissance de la culture berbère, les peuples des trois pays qui aspirent à la démocratie... C'est par là que passe l'unité maghrébine, la construction d'un Maghreb socialiste.

H. Vigier

Luttes ouvrières et indépendance syndicale

Pour pouvoir mener à bien leurs plans de misère, de répression et de soumission aux intérêts de l'impérialisme, un des objectifs des régimes du Maghreb est la mise au pas des organisations syndicales afin d'empêcher toute possibilité d'expression indépendante du mouvement ouvrier.

Face à cette situation, depuis les années 1978-1980, le Maghreb connaît une importante résistance ouvrière : grève générale en Tunisie en janvier 1978 ; mouvements de masse en Kabylie en 1980 et dans l'Oranais en 1982 (Algérie) ; émeutes de Casablanca et grève générale au Maroc en juin 1981.

Le phénomène le plus marquant de cette lutte de classe s'est déroulé en Tunisie, avec la place particulière occupée par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Créée en 1946, l'UGTT a joué un rôle important dans la défense des travailleurs tunisiens au moment de l'occupation coloniale française. C'est l'assassinat de Ferhat Hached en 1952, grande figure du syndicalisme maghrébin et responsable de l'UGTT, qui a des répercussions dans tout le Maghreb et provoque les émeutes ouvrières de Casablanca en décembre de la même année.

Dès l'indépendance de la Tunisie en 1956, le congrès de l'UGTT adopte un « rapport économique et social » non conforme à l'orientation du parti unique au pouvoir, le Néo-Destour.

La mobilisation de la classe ouvrière tunisienne

A partir des années 1975, la classe ouvrière tunisienne entame une profonde mobilisation qui met à l'ordre du jour l'affrontement révolutionnaire avec le régime bonapartiste de Bourguiba. Pour tenter de stopper ce mouvement, il fallait casser l'UGTT, dont le prestige reste intact et qui représente le canal de mobilisation des masses.

Après le congrès de l'UGTT de mars 1977, dans lequel 600 délégués dénoncent le « pacte social » signé par le secrétaire général Habib Achour avec le gouvernement, la classe ouvrière intervient pour briser cet accord. Le 10 octobre 1977, la grève sauvage du textile (COMITEX) de Ksar Hellal en Tunisie, qui se termine par un affrontement général de toute la population avec la police, puis avec l'armée, venues chasser les grévistes qui occupaient les locaux, ouvre une nouvelle période des luttes ouvrières.

Le 19 octobre, les ouvriers de Menzel-Bourguiba en grève s'accrochent avec la police. La pression des militants est telle que la direction de l'UGTT demande la libération des grévistes arrêtés.

Le 3 novembre, pour la première fois depuis l'indépendance de la Tunisie en 1956, les mineurs de phosphate, approuvés par l'UGTT, déclenchent une grève générale pour les revendications. En janvier 1978, les grèves qui se multipliaient débouchent sur la grève générale.

De puissantes manifestations

Par de puissantes manifestations, les travailleurs expriment leur condamnation du régime. La répression s'abat : les dirigeants de l'UGTT (et en particulier le secrétaire général Habib Achour, qui avait rompu avec le gouvernement) et des centaines de militants syndicalistes sont arrêtés. La police intervient brutalement contre les manifestations : des dizaines de travailleurs sont assassinés.

C'est un processus du même type qui apparaît au Maroc, à la suite des événements de Tunisie. Depuis janvier 1979, de nombreuses grèves — sauvages ou organisées — avaient rompu la « trêve sociale » imposée par le roi Hassan II, avant la « Marche verte ».

Dans tous les secteurs, les travailleurs luttent contre l'aggravation de leurs conditions de vie (24 à 48 % d'augmentation de salaire, quand le taux d'inflation atteignait 80 %) ; contre un système fiscal favorable à l'accumulation des grandes fortunes et au transfert des capitaux à l'étranger.

Le mouvement s'intensifie au fil des mois jusqu'à l'augmentation des prix du 28 mai 1981 : 40 % pour la farine, 50 pour le sucre, 76 % pour le beurre. Les manifestants déferlent par milliers sur le centre de Casablanca, paralysé comme tout le pays par la grève générale appelée par la Confédération démocratique du travail (CDT), 48 heures après une grève de l'Union marocaine du travail (UMT). Pendant trois jours, les 20, 21 et 22 juin 1981, les affrontements opposent les travailleurs à la police puis aux soldats et aux blindés de l'armée royale. En dépit de la répression extrêmement sévère, les grèves ouvrières au Maroc et en Tunisie ouvrent une nouvelle situation.

Les masses travailleuses ont tenté de briser par leur mouvement le contrôle strict que l'appareil d'Etat

exerce sur les syndicats. Elles combattent pour reconquérir leur organisation syndicale comme organisation indépendante de l'Etat et du parti gouvernemental. Ainsi, en Tunisie, en avril 1981, se tenait un congrès de l'UGTT qui avait été préparé par une « commission mixte » formée des agents directs mis en place par l'appareil et de représentants de l'ancienne direction tout juste sortis de prison.

Manifestant leur solidarité avec l'équipe des anciens détenus dont Habib Achour, une fraction importante de délégués quitta le congrès, et se constitua en « opposition syndicale ».

La place de l'UGTA

En Algérie, l'indépendance de classe de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), créée en 1956 dans le cours même de la lutte de libération nationale et sociale, a toujours été la cible des attaques du régime algérien. La « corporatisation » de l'organisation syndicale commença dès 1963 (cf. chronologie sur l'Algérie). Elle fut intensifiée par le pouvoir mis en place après le coup d'Etat de 1965, l'organisation subissant le contrôle étroit du parti unique FLN, et perdant son caractère d'organisation nationale indépendante.

Mais, à partir de la grève générale de la RSTA en 1972, de la SNS en octobre 1974, les travailleurs algériens ont tenté localement, dans les entreprises, parfois dans certaines branches d'activité, de se réapproprier les sections de l'UGTA comme des points d'appui de leur combat. Au cours des combats de classe qui se sont développés depuis, et au lendemain des grèves ouvrières de 1980-1982, l'article 120 des statuts du FLN rendant obligatoire l'affiliation au parti unique pour exercer des responsabilités dans l'UGTA a été utilisé à l'encontre de certains responsables, ce qui indique la difficulté à « normaliser » jusqu'au bout l'UGTA. Les récentes grèves à Alger en avril 1983 contre les nominations décrétées d'en haut indiquent bien que la lutte des travailleurs, posant la nécessité d'une organisation syndicale de classe indépendante, comprend la volonté de renouer avec le passé de l'UGTA comme organisation syndicale.

L'opposition croissante entre la classe ouvrière et les régimes domine la situation au Maghreb. L'enjeu de cette bataille met au premier plan la question de la constitution d'organisations syndicales indépendantes.

II. Maroc : la monarchie en difficulté

Les élections municipales prévues pour juin 1983, les premières depuis 1977, se préparent dans la fièvre. Elles vont se dérouler à un moment où le régime de Hassan II est confronté à une crise sociale et politique majeure. Cette crise a été ouverte par les émeutes de Casablanca qui ont suivi la grève générale du 20 juin 1981. La répression sanglante qui a suivi n'a pas permis au roi de sortir le pays de la crise économique, de résoudre les graves difficultés sociales, d'obtenir un règlement favorable sur la question du Sahara. De ce fait, la crise économique et sociale s'est aggravée, nourrissant la colère des plus larges masses, accélérant la crise au sein du Parlement, des partis politiques et de l'armée.

L'ASSASSINAT du général Dlimi et la répression qui frappe plusieurs cadres supérieurs de l'armée marquent une nouvelle étape dans la crise du régime. Dlimi, qui succédait au général Oufkir, impliqué dans les complots de 1971 et 1972, concentrait d'énormes pouvoirs : chef du contre-espionnage, conseiller militaire du roi, chef militaire des FAR (1) et commandant de la zone sud (Sahara). Sa liquidation consacre l'échec de l'entreprise royale de ressouder autour du trône un corps fidèle d'officiers. Et elle introduit, au cœur même de l'appareil répressif, une crise majeure, à un moment où la question du Sahara n'est réglée ni sur le plan diplomatique ni sur le plan militaire. C'est dans ce climat de fin de règne que le monarque cherche, avec les élections municipales, puis législatives à un Parlement aux pouvoirs limités, à différer l'affrontement avec le mouvement des masses qui se dresse à nouveau contre son régime.

La catastrophe économique

Elle est le produit de plusieurs facteurs : la subordination du Maroc à l'impérialisme (CEE-Etats-Unis) (baisse continue des prix du phosphate, la principale source de devises, hausse des produits industriels d'équipement, de la facture pétrolière, dette extérieure écrasante) et de l'incapacité de la bourgeoisie marocaine à développer les forces productives (agriculture, industrie...), ainsi que du coût énorme de la guerre du Sahara (40 % du budget de l'Etat en 1980).

Quelques chiffres révélateurs :

« La dette extérieure est importante : entre 3 et 4 milliards de dollars, soit 20 % du PIB et la valeur d'un an d'exportation. Le taux de couverture des importations est de l'ordre de 50 %. Les réserves de change sont faibles : 300 millions de dollars US à la fin de 1980, dix fois moins que la dette extérieure. (...) Le chômage (...) est de l'ordre de 20 % de la population active. » (2)

« La production de céréales est tombée à 20 millions de quintaux à peu près, contre une récolte normale de 35 à 40 millions. » (3)

En 1982, la situation a empiré et seule l'aide extérieure empêche la faillite totale : aide des Etats-Unis et de la France et surtout de l'Arabie Saoudite et des pays du Golfe. Ainsi, « il existe un compte spécial ouvert à la Banque du Maroc, qui est réalimenté par l'Arabie Saoudite au fur et à mesure qu'il s'épuise. Ce compte doit servir en partie à régler les dépenses militaires, alors que certaines factures militaires sont payées directement par l'alliée saoudite. » (4)

Le mouvement des masses reprend

La guerre du Sahara et la crise économique ont amené des couches de

plus en plus larges de la population à engager la lutte, qui prend, en novembre 1978-avril 1979, le caractère d'une grève généralisée. En 1980, c'est à Casablanca, le grand port industriel, que se concentre la lutte des classes. C'est de ce mouvement que procède la grève générale de juin 1981.

La hausse vertigineuse des prix, qui n'épargne que les produits de première nécessité subventionnés (pain, farine, lait, beurre, sucre, huile), frappe les familles très nombreuses et exaspère les classes moyennes.

Les campagnes se dépeuplent et envoient dans les bidonvilles de Casablanca des milliers de paysans affamés (7). Le chômage est massif, surtout dans la jeunesse. « Sur dix millions d'actifs potentiels, moins de la moitié sont considérés comme occupant un emploi. » (8)

C'est cette situation insupportable qui pousse les étudiants, les lycéens, les travailleurs et les masses à engager, malgré la répression, la lutte contre la monarchie.

Dans ce contexte de crise généralisée, la tenue prochaine d'élections municipales puis législatives constitue une échéance redoutable pour le régime.

et dans les masses, malgré le fait que la répression demeure sévère et que les libérés démocratiques sont bafoués.

L'Istiqlal reste encore une composante importante de la vie politique (21,6 % des voix et 49 des 264 sièges au Parlement), sa participation au gouvernement ne lui retire qu'en partie l'audience qu'il conserve dans le pays en tant que premier parti nationaliste à avoir engagé la lutte contre le colonialisme français. Ainsi, l'Istiqlal a fait une démonstration de force en organisant en une seule journée, le 11 janvier, quelque 400 meetings à travers tout le pays.

Le PPS a tenu à Casablanca en mars 1983 son III^e Congrès. L'accent a été mis sur la crise économique qui frappe les couches les plus démunies, et l'orientation nouvelle prise, à la suite de Hassan II, sur « l'espoir d'un règlement juste et durable de la question du Sahara occidental ». Ce

ges couches de la petite bourgeoisie et des masses laborieuses, pour qui ce parti est le seul à même d'ouvrir une perspective de changement. Mais au Maroc, chacun comprend que la campagne électorale qui s'ouvre ne concerne que pour une faible part le problème des municipales, et que la question centrale qui se pose est celle de l'avenir de la monarchie. C'est à cette question que répond l'OSI qui combat au Maroc sur les mots d'ordre de « A bas la monarchie », « République au Maroc », « Assemblée constituante souveraine », qui permettent de centraliser le combat des masses contre la monarchie.

M. Aklouf

(1) FAR : Forces armées royales qui constituent l'armature de l'appareil répressif au Maroc.



Rencontre Hassan II-Chadli, le 26 février 1983.

La répression féroce : des centaines de morts par balles, des milliers d'arrestations et de condamnations, le démantèlement de la CDT (5) et les coups portés à l'USFP n'ont pas fait longtemps refluer les masses.

En 1982, des grèves éclatent à Casablanca et dans tout le pays. Dans les banques, après une grève générale de 24 heures, les travailleurs arrachent les revendications.

A l'université, les étudiants imposent aux dirigeants staliniens de l'UNEM (6) d'appeler à une grève générale de 24 heures à l'université. Ils ne parviennent pas à imposer la tenue du congrès extraordinaire de l'UNEM, disloquée après le départ des dirigeants de l'USFP, mais ils empêchent sa liquidation.

La voie parlementaire, une solution pour Hassan II ?

Le Parlement marocain, remis en fonction en 1976 après une longue suspension, ne dispose formellement que de faibles pouvoirs, et il est en fait un rouage de la monarchie. Il n'en reste pas moins le cadre où s'expriment les différents partis politiques marocains. Après une période où l'union sacrée s'est réalisée sur la question du Sahara, la crise politique qui s'est développée au sein des partis politiques a trouvé son expression au Parlement, le rendant, en particulier depuis juin 1981, incapable de canaliser les mouvements sociaux. Dans la période électorale qui s'ouvre, ce qui importe le plus, c'est le débat qui se mène au sein des partis

soutien critique et, surtout, le fait que le PPS dispose de deux quotidiens (*Al Bayane*, en arabe et en français), comme les liaisons qu'il maintient avec les partis staliniens, permettent au PPS d'influencer une couche d'intellectuels et de travailleurs.

Mais c'est la discussion qui se mène au sein et autour de l'USFP qui retient l'attention.

L'issue de la crise de l'USFP est d'une très grande importance pour les développements à venir. L'USFP est issue du mouvement nationaliste et, à ce titre, c'est un parti à caractère traditionnel et à influence de masse. Il entraîne derrière lui de lar-

(2) « Match Algérie-Maroc » (*Jeune Afrique* - novembre 1981).

(3) « Maroc : au bord de la ruine » (*Le Monde* - 28 novembre 1981).

(4) R. Delcourt : « L'année économique et sociale » 1982.

(5) Confédération démocratique du travail : syndicat créé et dirigé par des militants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). La CDT avait appelé à la grève générale à Casablanca le 20 juin 1981.

(6) UNEM : Union nationale des étudiants marocains.

(7) « Casablanca : dans les bidonvilles du mirage marocain » (*Libération* - 27 janvier 1983). Selon l'envoyé spécial de ce journal au Maroc, il y aurait 6 millions d'habitants et non pas 3, sur un total de 24 millions.

(8) *Le Monde* - 25 janvier 1983.

III. Algérie

Chronologie

1962 : 18 mars : Signature des accords d'Evian, mettant fin à la guerre d'Algérie. Définition de nouveaux rapports politiques entre la France et l'Algérie.
5 juillet : Indépendance de l'Algérie. Départ d'un million d'Européens (pieds noirs).
Été : Crise politique : éclatement du FLN. Disparition des structures transitoires : l'Exécutif transitoire, le GPRA. Emergence de l'armée des frontières (ANP) de Boumediène.

1963 : Février : 1^{er} congrès du syndicat UGTA (Union générale des travailleurs algériens). Intervention du pouvoir pour le contrôler.
18-23 mars : Décrets de nationalisation des « biens vacants ». L'Etat reprend le contrôle des grands domaines européens occupés par les paysans pauvres.
Août-septembre : Opérations militaires contre la Kabylie insurgée.
3 octobre : Ben Bella, devenu président de la République en septembre, suspend la Constitution.
5 octobre-2 novembre : Conflit frontalier aléoro-marocain (« la guerre des sables »).

1964 : 16-21 avril : premier congrès du FLN. Adoption de la « Charte d'Alger » qui définit le socialisme algérien.

1965 : 19 juin : Arrestation et destitution de Ben Bella. Abrogation de la Constitution. Formation d'un Conseil de la révolution, dirigé par Boumediène.

1967-1968 : Boumediène prend tous les pouvoirs.

1970-1973 : Premier plan quadriennal.

1971 : Nationalisation des sociétés pétrolières françaises à 51 % et des gisements de gaz à 100 %.
Charte et ordonnance de la Révolution agraire (RA), de la Gestion socialiste des entreprises (GSE) et de la révolution culturelle.

1972 : Nationalisation du secteur bancaire.
Lancement de la RA - 3 secteurs : autogéré, socialiste et privé.

1974 : 9 avril-2 mai : Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Discours de Boumediène sur les matières premières et le nouvel ordre international. Au retour, voyage à Cuba.
24 juin : 2^e plan quadriennal 1974-1977 : investissements massifs dans l'industrie avec les revenus du pétrole.
Septembre : Grève de la SNS (sidérurgie) de Kouba (Alger).

1975 : 10-12 avril : Voyage officiel du président français, Giscard d'Estaing.
19 juin : Discours de Boumediène annonçant la refonte des institutions, après dix ans de pouvoir de fait.
Novembre-décembre : Tension algéro-marocaine, après l'occupation du Sahara espagnol par le Maroc (la Marche verte).

1976 : 27 février : proclamation de la République arabe sahraouie (RASD) reconnue par Alger.
7 mars : Rupture des relations diplomatiques Rabat-Alger.
Juin-décembre : La Charte nationale et la Constitution adoptées par référendum. Boumediène « élu président » à 99,58 % des suffrages exprimés. Première Assemblée nationale.

1977 : Été : Vague de grèves. Augmentation des salaires et recul du pouvoir.

1978 : Décembre : Mort de Boumediène après une longue agonie.

1979 : Congrès extraordinaire du FLN. Le colonel Chadli désigné à la présidence.
Novembre : Grève des étudiants arabisants qui se prolonge jusqu'en janvier.

1980 : Juin : Grève générale de Kabylie.
Novembre : 3^e plan quadriennal 1980-1984 : « plan qualitatif » après un bilan de la situation (1978-1980) : faiblesse de l'industrie (5 % du PIB en 1975, 8 à 10 % en 1979), chute de la production agricole (16,4 % du PIB en 1965, 12,4 % en 1969, 7,9 % en 1973, 7 % en 1977), budget (40 %) et tous les investissements financés par la seule rente pétrolière.

1981 : « Assainissement » et « restructuration » des sociétés nationales en petites unités. Ouverture très large du marché algérien aux capitaux étrangers (code des investissements), recherche d'une productivité accrue (statut général du travailleur). Part plus grande du budget pour les dépenses sociales (transport, logement, santé, éducation) en relation avec la lutte des masses.
Février-mars : Agitation en Kabylie à propos de la culture berbère.
Juillet-septembre : Série de rencontres Algérie-France.
Septembre : Mobilisation des femmes contre le « Code de la famille ».
30 novembre-1^{er} décembre : Voyage du président Mitterrand à Alger. Conclusion d'importants accords économiques.

1982 : Mars : Elections législatives à l'APN.
Septembre : Participation de l'Algérie au sommet arabe de Fès.
2 novembre : Affrontements à Ben-Aknoun entre Frères musulmans et étudiants. Mort de l'étudiant Amzagh.
12 novembre : 15 000 manifestants à Alger, à l'appel de 25 imams... Arrestation des imams.

1983 : Janvier : Voyage du président Chadli à Paris.
Février : Voyage de Chadli à Tunis : signature d'un « traité de fraternité et de concorde ».
Avril : Rencontre Chadli-Hassan II.

Le combat pour que se constitue en Algérie une organisation trotskyste combattant pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire remonte à 1966. Dès cette date, des militants trotskystes algériens s'organisent dans la IV^e Internationale (au sein du groupe marxiste africain, puis du CLTA). La dictature militaropolicrière exercée par le régime Boumediène sera mise à profit par ce noyau de militants pour la formation politique des cadres.

Il faudra attendre la mort de Boumediène et la puissante remontée révolutionnaire des masses (grève générale de Kabylie de juin 1980) pour que la Conférence du comité de liaison des trotskystes algériens (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) devienne la Conférence constitutive de l'Organisation socialiste des travailleurs (l'OST), aujourd'hui section algérienne de l'IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), se dotant d'une direction et d'un journal *Tribune ouvrière*, publié régulièrement en Algérie. Le combat pour la Constituante souveraine et les libertés démocratiques est l'axe central de l'intervention de l'organisation.

Extraits de Tribune ouvrière n° 16 d'avril 1983

Si l'on fait le bilan, aujourd'hui, 20 ans après l'indépendance, on constate qu'aucune des aspirations fondamentales du peuple algérien n'a été réalisée. En effet, et tant que le pouvoir bourgeois existera, ces aspirations, les libertés démocratiques ne seront pas réalisées. A l'époque de l'impérialisme, la seule classe révolutionnaire, c'est la classe ouvrière. C'est donc au prolétariat que revient la tâche de lutter pour la conquête de ces libertés, et il lui faut :

— faire, dans la revendication de la solution agraire, l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie ;

— faire, dans la lutte pour les libertés, l'éducation politique des masses.

Cela est d'autant plus nécessaire dans un pays comme l'Algérie, où, l'exercice de ces libertés n'ayant jamais eu lieu, le champ des forces politiques et ces forces elles-mêmes sont inconnus des larges masses. Or, il faut que les masses s'organisent,

qu'elles désignent leurs représentants, qu'elles s'expriment, qu'elles reconnaissent leurs ennemis. Ainsi conçu, le combat pour les libertés démocratiques se comprend comme une dynamique de lutte de classe contre classe, en opposition à la bourgeoisie. Pour l'OST, la lutte pour les libertés n'est pas une fin en soi. C'est une nécessité historique et tactique. Du fait que le prolétariat est seul à même de diriger la lutte pour la démocratie, le contenu même des tâches démocratiques prendra un caractère révolutionnaire, dépassant largement la conception étriquée des libertés au sens bourgeois du terme...

Comment luttons-nous pour ces libertés ?

Nous pouvons répondre : de manière totale et inconditionnelle. Prenons les récents événements : suite au vaste mouvement de répression lancé après la manifestation du mouvement islamisant, nous avons, fidèles à notre ligne, dénoncé la machination et l'opération policière-

Démocratie syndicale

Le samedi 2 avril, la RSTA était en grève. Le lendemain, c'était au tour du port d'Alger. La police est immédiatement intervenue. A la RSTA, les policiers ont fait reprendre le travail petit à petit, en faisant accompagner les bus par les policiers et en menaçant de prison les chauffeurs et les receveurs. Les travailleurs de la RSTA réclamaient une augmentation générale des salaires et ont annoncé qu'il s'agissait là d'une « grève d'avertissement ».

Au port d'Alger, ce sont les dockers qui se sont mis en grève. La grève fut décidée en assemblée générale tenue la veille à la Maison du peuple (siège de l'UGTA). L'ordre du jour de cette assemblée générale était la discussion du bilan de l'assemblée des travailleurs en vue de la réélection de celle-ci. Les travailleurs du port ont transformé cette réunion en un véritable tribunal où ils ont jugé l'ATU (1) sortante.

Elément par élément, homme par homme, fait par fait, les travailleurs ont dénoncé la corruption de l'ATU, les privilèges acquis par les membres de l'ATU, l'utilisation faite par ces derniers du fonds social. La conclusion des travailleurs fut claire : cette ATU est complètement pourrie, elle est à la solde de la direction, nous n'en voulons pas, nous voulons élire des représentants en qui nous avons

confiance. Le bureau de l'assemblée générale ayant décidé que le débat était clos, les travailleurs ont répliqué par un appel à la grève le lendemain.

La grève fut générale sur le port. Les travailleurs ont refusé de discuter aussi bien avec les « représentants de l'UGTA » conduits par Belakhdar qu'avec le Wali ou le commissaire national du parti. Le pouvoir a répliqué par la répression. Une dizaine de « meneurs » ont été licenciés immédiatement puis arrêtés, matraqués au commissariat central et présentés à un juge d'instruction qui les a mis en liberté provisoire. Selon certaines informations, le Premier ministre Abdelghani aurait voulu les faire interner à Medea et les présenter à la Cour de Sécurité de l'Etat. Le ministre des Transports maritimes, Benfreha, aurait menacé de licencier les 6 000 travailleurs du port. Le travail a repris petit à petit les lundi et mardi.

« Il faudrait faire comme en Pologne »

Les grèves de la RSTA et du port sont significatives à plus d'un titre. Tout d'abord, il faut rappeler que les travailleurs de la RSTA et du port possèdent de riches et longues traditions de lutte. Ils font partie des bastions les plus combattifs de la classe ouvrière. De ce fait, leur grève et leur lutte sont suivies de façon attentive par le prolétariat.

res. Que disions-nous ? Nous demandons la libération des emprisonnés politiques, de quelque tendance, organisation ou parti qu'ils soient. C'est-à-dire : non-ingérence de l'Etat dans ce qui est affaire d'opinion et enfin un Etat laïque, c'est-à-dire la séparation des affaires religieuses et de l'Etat. Il est évident que nous ne soutenons en aucune façon le programme de ce mouvement. Au contraire, la lutte pour un Etat laïque s'oppose directement à l'Etat religieux qui est à la base de leur programme.

Mais pour nous, la lutte pour la démocratie est une et indivisible, et il est hors de question d'en faire un principe variable selon les cas auxquels il s'applique. C'est pourquoi nous avons soutenu tous les mouvements et revendications à caractère démocratique :

— mouvement berbériste : nous soutenons les revendications culturelles et linguistiques qu'ils doivent formuler eux-mêmes ;

— mouvement des étudiants pour la construction d'un syndicat indépendant et démocratique ;

— mouvement des travailleurs pour la démocratie syndicale ;

— mouvement des femmes en lutte pour leurs droits ;

— c'est ainsi que nous avons soutenu Ben Bella dans sa dénonciation du régime en place, la proposition de multipartisme et de l'instauration des libertés ;

— nous avons toujours revendiqué le droit à TOUTES les organisations politiques de s'exprimer et d'être reconnues ;

— nous avons toujours demandé la libération de TOUS les emprisonnés politiques ainsi que le retour de TOUS les exilés politiques.

C'est ainsi que nous concevons un combat total pour les libertés démocratiques.

Par ailleurs, les revendications avancées dans ces deux grèves sont celles qui concernent l'ensemble du prolétariat : augmentation des salaires et droit de choisir les représentants syndicaux.

Les augmentations généralisées des prix rendent la vie impossible au prolétariat. Les travailleurs n'en peuvent plus. Pour le prolétariat, se nourrir et nourrir sa famille est devenu une question angoissante. En ce sens, les travailleurs de la RSTA, en réclamant une augmentation des salaires, sont à l'avant-garde de la volonté de l'ensemble du prolétariat.

Il en est de même pour les dockers sur le problème de la démocratie syndicale. Le « tour de vis » imposé à la suite du dernier congrès de l'UGTA a dissipé les illusions qu'entretenaient les staliniens du PAGS sur la « démocratie » à l'intérieur de l'UGTA. Dans toutes les entreprises, les travailleurs ont à faire face à une attaque frontale de l'appareil d'Etat et du FLN qui cherchent à imposer les seuls membres du FLN et à éliminer tout « gêneur ». De plus en plus, on entend les travailleurs dire : « Il faudrait faire comme en Pologne, construire Solidarité. ».

(1) Assemblée(s) des travailleurs de l'unité, comprenant administration et « travailleurs » membres du FLN, mises en place contre les sections syndicales de l'UGTA.

IV. Islam et politique au Maghreb

Voici que se profile au Maghreb l'ombre de la « menace » intégriste, décrite avec forces détails par les gouvernements en Algérie, Maroc, Tunisie. D'une manière générale, tous les pays du Maghreb et du Machrek (1) connaissent un regain d'activité des partisans du fondamentalisme (2) de l'Islam : assassinat de Sadate et émeutes en Egypte, guerre civile en Syrie et pilonnage de la ville de Hamma, agitations et affrontements dans les universités marocaines et tunisiennes, exécutions de dignitaires religieux en Irak, arrestations et préparations de procès en Algérie, prises d'otages à la grande Mosquée de La Mecque en 1979, afflux dans les mosquées dans de nombreux autres pays, comme en Turquie...

Il est donc admis, d'opinion courante, que l'on assiste à un « réveil de l'Islam ». Comment comprendre ce phénomène ? Quelles explications faut-il avancer ?

Domination coloniale et sentiment religieux

AU-DELÀ de l'aspect spectaculaire, les faits relatifs au rapport entre Islam et politique ne peuvent être saisis dans toute leur importance que dans la seule perspective politique à l'œuvre dans cette région du monde depuis plus d'un siècle.

Les pays du Maghreb et du Machrek, sous tutelle des Empires perse et ottoman, subissent l'irruption violente du colonialisme qui désagrègea tout le système économique traditionnel, en particulier le système de la propriété foncière.

C'est ce que souligne le IV^e Congrès de l'Internationale communiste dans ses thèses générales sur la question d'Orient : « En exploitant et en ruinant la majorité paysanne des pays arriérés, l'impérialisme a privé des moyens élémentaires d'existence, cependant que l'industrie peu développée, disséminée sur divers points du pays, est incapable d'absorber l'excédent de population rurale qui, en outre, ne peut même pas émigrer. Les paysans pauvres restés sur leur sol se transforment en serfs.

Si, dans les pays civilisés, les crises industrielles d'avant-guerre jouaient un rôle de régulateur de la production sociale, ce rôle de régulateur est rempli dans les colonies par les famines. L'impérialisme, ayant un intérêt vital à recevoir le plus de bénéfices avec le moins de dépenses, soutient jusqu'à la dernière extrémité dans les pays arriérés les formes féodales et usuraires d'exploitation de la main-d'œuvre. »

Dans un contexte de domination, d'humiliation et de décomposition

sociale, la majorité des maghrébins (en particulier dans les profondeurs de la société rurale) se réfugient dans leur passé, défendent leurs traditions.

Sur cette base, émerge le courant qui veut entreprendre un retour aux sources de la foi comme réponse à la situation coloniale. Ces doctrinaires, dont les plus connus sont Jamal Al Din Al Afghani, Mohamed Abduh et Rashid Rida (3), visaient à rétablir un gouvernement islamique conforme aux principes coraniques, en adoptant les sciences et les techniques modernes.

Pour autant, la masse des maghrébins pratiquant un « Islam populaire », notamment à travers les confréries (4), ne se tournent pas dans leur masse vers les « docteurs de la loi », les Oulemas (5), qui vont s'engager dans la collaboration avec l'administration coloniale française. Le souvenir lancinant de la primauté de la civilisation musulmane au Moyen Age (« âge d'or » de l'Islam) face à l'Europe à cette époque, ajoute à la certitude d'être dans le vrai.

Toutefois, c'est un autre courant, incarnant l'idée de l'indépendance nationale au moment de l'écroulement de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, qui va rencontrer un large écho au Maghreb.

L'émergence de la nécessité du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » produit la cohabitation de l'exigence nationale et de l'idée religieuse utilisée essentiellement à des fins politiques. Ainsi, l'interdiction de prêcher dans les mosquées décidée par le colonialisme français provoque une vive agitation dans tout le Maghreb en 1933.

L'Etoile nord-africaine dirigée par Messali Hadj, organisation surgie dans le sillage du mouvement ouvrier français en 1926, réclame l'indépendance pour les trois pays du Maghreb. L'organisation nationaliste cherche à utiliser le sentiment religieux comme levier dans la lutte contre le colonialisme français et empêche, de ce fait, le développement de mouvements fondamentalistes qui voient dans la religion la solution de tous les maux.

Et l'émergence du courant nationaliste chez les Algériens, Tunisiens, Marocains (soucieux de défendre leurs particularités nationales) va à l'encontre de la théorie du panislamisme, sorte de rassemblement de tous les peuples musulmans unis dans le concept traditionnel de l'OUMMA (Communauté/Nation) que sous-tend le discours des partisans de la « Nation arabe ». Processus souligné comme suit dans les Thèses d'Orient du IV^e Congrès de l'Internationale communiste :

« Dans les pays musulmans, le mouvement national trouve tout d'abord son idéologie dans les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme. Ce qui permet aux fonctionnaires et aux diplomates des métropoles de se servir des préjugés et de l'ignorance des multitudes populaires pour combattre ce mouvement.

Cependant, à mesure que s'élargit et mûrit le mouvement d'émancipation nationale, les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme sont évincés par des revendications politiques concrètes. Ce qui le confirme, c'est la lutte commencée dernièrement en Turquie pour enlever au khalifat son pouvoir temporel. »

La situation actuelle

Après la constitution d'Etats politiquement indépendants au Maghreb, à partir des années 1980, les résultats les plus manifestes sont la mainmise économique étrangère, la dépendance vis-à-vis du marché mondial et de l'impérialisme, l'aliénation culturelle, la corruption généralisée au sommet des appareils d'Etat...

Ce sont ces mêmes gouvernements au Maghreb qui diffusent le « message de l'Islam » (en particulier en Algérie, en 1976)... et encouragent l'installation des inégalités sociales.

Devant le constat de l'échec économique et politique, la non-satisfaction des revendications élémentaires (problèmes agraires, indépendance du mouvement ouvrier, questions de la démocratie), il y a de nouveau afflux dans les mosquées.

En apparence, n'y a-t-il pas retour d'une situation similaire à celle connue sous la domination coloniale ? En un sens, oui. En effet, la trahison du stalinisme et la capitulation des directions nationalistes ou petites-bourgeoises expliquent que des secteurs importants du mouvement des masses se rangent sous la bannière de la religion pour tenter de promouvoir leurs aspirations.

Et ce fait permet de comprendre la résurgence et la persistance des vieilles idéologies religieuses. Ainsi, en Iran, ce n'est pas le fanatisme religieux qui explique le prestige de Khomeiny au moment de la chute du chah, mais parce qu'il apparaissait aux yeux des masses comme un adversaire résolu du chah au moment où le Toudeh (PC iranien) recherchait un compromis avec la monarchie impériale. Ce même Toudeh s'est ensuite appliqué à valoriser l'Islam comme facteur « progressiste », ayant vocation à structurer le domaine social.

La mise en place de l'Etat théocratique par les religieux au pouvoir, la répression sanglante dirigée contre le mouvement ouvrier et démocratique, les attaques contre les aspirations nationales du peuple kurde au nom de « l'unité de l'Islam » démontrent que la volonté de faire de la religion le cadre d'organisation d'une société est profondément réactionnaire.

Ce n'est pas cela que les gouvernements « modernistes » du Maghreb, soumis aux intérêts de l'impérialisme, entendent combattre lorsqu'ils dénoncent la « menace » intégriste. Après avoir utilisé les confréries intégristes comme celle des Frères musulmans (6) pour s'attaquer au mouvement ouvrier et démocratique, après leur avoir largement frayé la voie, les gouvernements en place au Maghreb prennent peur et se retournent contre elles.

La condamnation du fait religieux visant à l'organisation de la société sans séparation possible des domaines respectifs du spirituel et du temporel ne peut en aucune manière servir de justification à la répression

exercée par les gouvernements au Maghreb. Ce sont eux, par leur politique de soumission aux intérêts de l'impérialisme, qui sont responsables de cette situation. C'est contre eux qu'il s'agit de diriger ses coups, comme le soulignait l'OST, section algérienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », au moment de l'arrestation de dignitaires religieux en décembre 1982 :

« Le combat de l'OST est celui des masses. C'est le combat pour en finir avec la dictature, le régime de l'arbitraire, de la misère, de la soumission à l'impérialisme, pour mettre à bas ce régime corrompu jusqu'à la moelle, ce régime qui organise la catastrophe. Il faut chasser le pouvoir des colonels ! Il n'y a pas d'autre issue. A bas la dictature ! Pour les libertés démocratiques : liberté d'expression, de presse, d'association, d'organisation ! Pour des syndicats indépendants du pouvoir ! Contre toute immixtion de l'Etat dans les questions religieuses ! Pour un Etat laïque ! Pour une Assemblée constituante souveraine, élue démocratiquement au suffrage universel ! Pour un gouvernement responsable devant elle ! Pour la libération des imams, pour la libération immédiate de tous les détenus politiques, de tous les détenus pour délit d'opinion ! »

(1) Maghreb : ensemble des pays du nord-ouest de l'Afrique (Tunisie, Algérie, Maroc) entre la Méditerranée et le Sahara. Machrek : ensemble des pays du Moyen-Orient.

(2) Sens équivalent de l'intégrisme appliqué à la religion islamique.

(3) « Réformateurs » de l'Islam, originaires du Moyen-Orient, qui exercent une influence considérable dans tout le monde arabe au début du XX^e siècle.

(4) Groupes religieux à vocation politique et sociale se rattachant à l'enseignement d'un maître spirituel, et se dotant d'une organisation hiérarchisée qui acquiert souvent une véritable permanence.

(5) « Docteurs » de la loi qui connaissent les prescriptions coraniques et les faits, gestes et paroles du prophète dont il faut s'inspirer, quand il en est besoin, pour résoudre des cas particuliers.

(6) Cette association, créée en 1928 en Egypte, entend imposer dans tous les domaines, y compris l'organisation de la société, ses vues « fondamentales » de l'Islam.

TUNISIE

L'ANNEE 1982 aura été « très médiocre ». La faible croissance du PIB, 1,5 % au lieu des 5 % prévus, exprime la fragilité de l'économie tunisienne, subordonnée à l'impérialisme.

En 1982, la production agricole a baissé de 8,7 %, entraînant une chute égale des industries alimentaires, le tourisme de 9 %, la vente des hydrocarbures de 3,5 %, les produits chimiques dérivés des phosphates de 8 %. La dette extérieure, déjà énorme, va s'alourdir (40 % du PIB).

Les dirigeants se rassurent : les investissements sont passés de 30 % du PIB en 1981 à 32 %. A tort ! Les capitaux privés et étrangers qui se sont investis dans des secteurs où le taux d'exploitation est maximum (bâtiment, textile...) n'ont pas beaucoup créé d'emplois (46 000 en 1982 contre 48 000 en 1981). Et ils l'ont été dans des régions précises : la capitale et les régions côtières où sont

concentrés 90 % des emplois et des investissements.

De ce fait, les déséquilibres régionaux entre la côte et l'intérieur (Centre-Sud) se sont amplifiés. La misère sociale et le chômage massif des jeunes, qui avaient été à l'origine du « coup de Gafsa », nourrissent les différents courants islamiques et créent une situation explosive.

Mais le pire est à venir. Le budget 1983 imposé par le FMI va aggraver

la situation. Le blocage des salaires dans la fonction publique, la réforme fiscale, la hausse des produits de première nécessité, les réductions du budget de l'Etat (Education, Santé, Logement...) alors que l'inflation est de 15 %, exaspèrent les travailleurs et les masses.

La vie politique se durcit. Derrière la façade libérale, la répression sévit à l'encontre des militants de « gau-

che » de l'UGTT, les journaux sont muselés (*Le Maghreb*, *Errai*), les partis à peine tolérés.

Les débats houleux sur le budget qui se sont déroulés au Parlement ont exprimé la crise qui agite les députés du PSD, inquiets de l'avenir. La maladie de Bourguiba, président sénile de 80 ans, a permis la formation de plusieurs centres de décision, facteur important du délabrement de l'appareil d'Etat.

C'est dans ce contexte que se mène, depuis plusieurs mois, un vif débat au sein de l'UGTT. Le refus des quelques députés de l'UGTT de voter le budget d'austérité et l'âpreté des discussions qui se mènent, dans le cadre des conventions collectives, pour le maintien du pouvoir d'achat des salariés, annoncent un durcissement de la lutte des classes en Tunisie.

M. Aklouf



La manifestation du 26 janvier 1978. Sur le parapluie, on lit : « Indépendance de l'UGTT ! ».

Chronologie

- 1934 : H. Bourguiba crée le Néo Destour
- 1946 : Fondation du syndicat UGTT
- 1952 : Guerre de libération nationale (le mouvement fellagha)
- 1956 : Indépendance de la Tunisie
- 1959 : Bourguiba, président de la République
- 1962-1969 : « Le socialisme destourien » de Ben Salah (tentative de développement d'une économie nationale « protégée » par l'Etat)
- 1970-1977 : Large ouverture de la Tunisie à l'impérialisme
- Octobre 1977 : Grève de Ksar Hellal, affrontement de la population avec la police et l'armée.
- 26 janvier 1978 : Grève générale de l'UGTT, répression massive « le jeudi noir ». Arrestation de H. Achour et des dirigeants de l'UGTT.
- 26 janvier 1980 : Echec d'un soulèvement armé à Gafsa. Aide militaire de la France et du Maroc à Bourguiba.
- Novembre 1981 : Echec de la normalisation de l'UGTT. H. Achour libéré. La politique « libérale » se termine avec les élections législatives truquées.